

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Syndicats Catholiques du Commerce et de l'Industrie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Mars 1921, à 14 heures

PAR

Gaston de MARCIEU

Président : M. A. SOUCHON, Professeur.

Suffragants { MM. PERREAU
 { HITIER } *Professeurs.*

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, QUAI DE CONTI, 13

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Syndicats Catholiques du Commerce et de l'Industrie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Mars 1921, à 14 heures

PAR

Gaston de MARCIEU



Président : M. A. SOUCHON, Professeur.

Suffragants	{	MM. PERREAU HITIER	}	Professeurs.
-------------	---	-----------------------	---	--------------

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

PREMIÈRE PARTIE

LA DOCTRINE GÉNÉRALE ET LES ORIGINES

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE

CARACTÈRES GÉNÉRAUX ET POSITION VIS-A-VIS DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

Parmi les associations professionnelles qui vivent aujourd'hui sur le sol français, il en est une catégorie de plus en plus nombreuse, qui porte une marque propre en la variété des professions où elle se trouve représentée. Ce caractère apparaît en quelques mots dans les statuts qui définissent l'objet et la constitution des organisations considérées. Voici par exemple ceux de l'une des plus prospères^o : le Syndicat des Cheminots de France. Au chapitre 2, au paragraphe second, l'on voit que pour être membre il faut^o : « ... s'inspirer dans les études et revendications de la doctrine sociale catholique ». Ce sont ces termes identiques que l'on retrouve dans la déclaration de principes votée le 24 mai 1920 par le Congrès de la Confédération Française des Travailleurs chrétiens. L'on y lit en effet :

« ... le Congrès rappelle sa volonté formelle de baser l'action de la C. F. T. C. sur la doctrine sociale catholique. »

Si l'on peut en croire les règlements de tous ces syndicats,

dont on s'efforcera plus loin de chiffrer l'importance, si l'on en croit d'autre part la longue succession des hommes qui, depuis un siècle, ont mené le mouvement dont ces groupes sont un des aspects, il est donc à la base de leur action une doctrine.

Il y a un ensemble de principes généraux et essentiels, directeurs de la vie sociale, contenus dans la religion catholique. C'est là un fait qu'il est difficile de nier aujourd'hui. Quelles que soient les croyances en partage à quiconque, nul n'est en droit d'ignorer ces combats que, depuis cent ans, ont conduit en tous pays chrétiens des catholiques dont certains sont illustres. Nul ne peut ignorer l'idée maîtresse de leur effort, dont ils se sont réclamés sans cesse, qu'ils ont maintes fois développée, que le chef enfin de cette religion, par eux servie, a présentée dans sa forme définitive en une célèbre encyclique. L'on sortirait du cadre de ce travail en prétendant embrasser et les développements dans leur ampleur de cette doctrine sociale catholique, et les phases de la lutte soutenue en son nom depuis un siècle par les catholiques sociaux. M. Max Turmann a fait l'histoire de ce mouvement à partir du 15 mai 1891, date de promulgation de l'encyclique *Rerum Novarum*, et cela tient un épais volume. L'on mentionnera seulement quelques faits indispensables pour situer les syndicats étudiés dans le temps et dans l'espace, avant d'en aborder proprement l'examen.

La loi de 1791 abolissant les corporations, la loi de Chapelier qui interdisait l'association et l'individualisme de doctrine et de fait qui s'établissait à cette époque, la transformation de l'industrie au début du XIX^e siècle, sa concentration, l'apparition du prolétariat, ses souffrances et sa

misère, c'est là de l'histoire très souvent retracée et que tous ont présente à l'esprit. Et les conceptions sociales des cent dernières années, même celles qui prétendaient donner le plan le plus éternel d'une parfaite société, sont nées de la constatation de cet état du travail industriel, ont subi journellement son influence. C'est également ce malaise incontesté d'une partie de la population qui a fait le succès de certaines utopies : la souffrance est profitable aux rêves de bonheur, tandis que la théorie communiste, par exemple, a peu de chances de succès en l'an 1920 chez nos agriculteurs vendant leur blé à 100 francs le quintal.

Or, dans la première moitié du siècle passé, alors que l'individualisme voyait la solution de la crise dans le libre fonctionnement de l'état de choses né de la Révolution, et que le socialisme en annonçait le dénouement par la suppression de la propriété, une troisième doctrine commençait à se former, moins définie en ses débuts, sans corps bien constitué. Ce fut à l'origine une série de tendances, inspirées de la religion catholique, vers un idéal de charité et de justice. Des hommes de foi et de dévouement, qui avaient nom Montalembert, Lammenais et ses collaborateurs au journal *l'Avenir*, ou Ozanam constataient le mal et cherchaient dans le christianisme le remède. C'est là une religion qui donne la fraternité comme idéal à l'action humaine : elle ne peut donc aboutir dans ses conclusions effectives aux mêmes préceptes que l'école libérale, par exemple, qui veut comme base de la vie sociale l'intérêt individuel sans entrave d'aucune sorte. Certes, elle n'a pas la prétention — c'est ce qui lui donne son caractère pratique — de faire abstraction de la nature humaine et de supprimer d'un trait de plume les

mobiles qui sont le plus puissants chez l'homme en général, tel l'intérêt individuel. Et c'est là une différence profonde qui apparaît dès l'abord entre elle et le socialisme. Mais si l'individu est imparfait, il est perfectible. Elle lui propose un modèle et désire que les moyens lui soient offerts de s'en rapprocher toujours. Elle veut que le pouvoir, quel qu'il soit, qui juge les faits d'un point de vue plus élevé, non seulement mette obstacle aux desseins anti-sociaux, non seulement ne bride pas les désirs généreux, car il en existe aussi, mais facilite leur éclosion et leur développement.

C'est pourquoi les premiers catholiques sociaux rejetaient la liberté comprise à la manière de 91 et réclamaient sous certaines conditions l'intervention de l'Etat dans le domaine économique et le droit à l'association. Lammenais, dans ses premiers articles de l'*Avenir*, demande pour les peuples l'égalité chrétienne, c'est-à-dire l'amélioration du sort des masses partout si souffrantes, des lois de protection pour le travail d'où résulte une plus équitable distribution de la richesse commune ; qu'une législation sans entrailles, refuge éternel du privilège que vainement on s'efforce de déguiser sous des noms menteurs, ne repousse plus de toutes parts le pauvre dans sa misère ; que les biens destinés par le Père céleste à tous ses enfants leur deviennent accessibles ; que la fraternité humaine cesse d'être un mot dérisoire et vide de sens. En un mot, suscités de Dieu pour prononcer à la vieille société son dernier jugement, les peuples l'ont citée à comparaître, et, rappelant les siècles écoulés, ils lui ont dit : « J'ai eu faim, m'avez-vous donné à manger ? J'ai eu soif, m'avez-vous donné à boire ? J'étais

nu, m'avez-vous vêtu ? J'étais délaissé, êtes-vous venue à moi ? J'étais en prison, m'avez-vous visité ? »

Plus donc de liberté sans mesure comme l'ont préparée les hommes de la Révolution, laissant le faible isolé à la merci de toutes les oppressions, liberté de mourir de faim, selon le mot du cardinal Manning. L'on se tourne vers les pouvoirs publics pour leur demander de faire régner cette justice qu'enseigne le christianisme. L'Etat ne sera plus seulement gendarme, à la satisfaction de ceux que l'on appelle alors les économistes, mais pourvoira à l'amélioration du destin de la masse : L'Etat-Providence, dirait-on, si ce terme ne servait à qualifier, pris dans un sens outré, certaines utopies socialistes.

Avec l'action de la puissance publique, l'association sera le moyen le plus efficace pour le peuple d'obtenir une condition moins misérable. Aussi l'*Avenir* combat-il pour sa liberté contre les lois qui empêchent les artisans « de s'associer, de s'entendre, de résister en masse aux exigences des capitalistes ». Il demande la liberté d'association parce qu'il est dans la nature humaine de se rapprocher et de s'associer, parce qu'on ne fait rien que par l'association, tant l'homme est faible, pauvre et misérable tandis qu'il est seul : *vac soli*, parce que là où toutes classes, toutes corporations ont été dissoutes, de sorte qu'il ne reste que des individus, nulle défense n'est possible à aucun d'eux si la loi les isole l'un de l'autre et ne leur permet pas de s'unir pour une action commune. L'arbitraire pourra les atteindre tour à tour ou tous à la fois avec une facilité qui amènera bientôt la disparition complète des droits, car il y a toujours dans

le pouvoir, même le plus juste et le plus modéré, une tendance à l'envahissement, et la liberté ne se conserve que par un perpétuel combat. » (7 décembre 1830). Et l'*Avenir* déplore la suppression radicale, et sans que l'on mit rien à sa place, des anciennes corporations : « Tout notre effort donc, et le but est possible, tout notre effort doit être de reconstitution la famille, la corporation et l'Eglise. »

Ainsi, dans sa courte existence, cette feuille où l'on retrouve d'illustres signatures, abordait le grand problème de l'organisation de la société, depuis un siècle tant discuté, et, la première, en indiquait la solution, qu'ont développée depuis les défenseurs de la doctrine sociale catholique, solution également éloignées de celles de l'école libérale et de l'école socialiste.

Ozanam dira à son tour : « La question qui divise les hommes de nos jours n'est plus une question de formes politiques. C'est une question sociale, c'est de savoir qui l'emportera de l'esprit d'égoïsme ou de l'esprit de sacrifice, si la société ne sera qu'une grande exploitation au profit des plus forts ou une consécration de chacun pour le bien de tous et surtout pour la protection des faibles. » Il prévoit une lutte sans merci entre les possédants et ceux qui n'ont rien ; il reconnaît à l'Eglise la mission de médiatrice et, dans cette voie, crée l'œuvre depuis florissante des conférences de Saint-Vincent-de-Paul. Et pour lui la solution pratique de l'état de malaise social est dans : « la conciliation des deux principes d'autorité et de liberté, l'intervention officieuse du gouvernement dans les circonstances extraordinaires et l'association des travailleurs. »

Trente ans plus tard, Albert de Mun apportera à ces

mêmes idées l'appui de sa conviction profonde et de sa puissante éloquence. Lui aussi il dénonce le mal : « Cette situation sociale qui a reçu un nom, c'est l'individualisme, et c'est la plaie qui ronge du haut en bas notre société malade. » Et l'origine la voici : elle est dans le bouleversement de 91. Peu à peu, dit-il, « les événements politiques avaient modifié cette antique organisation du travail ; les abus du monopole, les transformations de l'industrie, le développement des manufactures qui était venu mettre l'ouvrier en face du capital, tout appelait une réforme. Malheureusement, au lieu de réformer, on détruisait brusquement et, de fond en comble, on renversait l'ancienne organisation du travail sans rien mettre à sa place. »

Avec Albert de Mun, René de la Tour du Pin et nombre de leurs amis travaillaient à l'établissement de la doctrine et à sa mise en pratique ; en 1875, se fondait la revue *l'Association catholique*. A l'étranger aussi le mouvement avait pris une ampleur considérable dans la seconde moitié du siècle dernier. Il suffit de rappeler les noms de Mgr Ketteler, évêque de Mayence, dont les conférences sociales faisaient sensation en 1860, du démocrate suisse Decurtius, du prince de Lichtenstein en Autriche, parmi les catholiques sociaux dont l'action fut la plus forte.

Enfin, le 15 mai 1891, le Pape parlait à son tour et donnait la consécration de son autorité suprême à ce mouvement social né dans le milieu catholique. Ce fut la fameuse encyclique *De conditione opificum*, qui demeure la base de la doctrine, aujourd'hui bien établie, sur laquelle s'appuient les propagandistes, les dirigeants de l'action sociale et les œuvres nombreuses qui sortent de leurs mains. Et c'est à

juste titre, sans conteste, que les statuts des syndicats étudiés peuvent se réclamer dans leurs premiers articles de la doctrine sociale catholique.

Dans cet enseignement donné par Léon XIII sont confirmées les affirmations déjà trouvées chez les premiers catholiques sociaux. Le préambule de l'encyclique rappelle les origines du malaise économique : « ... l'industrie s'est développée et ses méthodes se sont renouvelées. Les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés. » La première partie énumère les causes du mal. En particulier : « Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux (les hommes des classes inférieures) une protection ». La deuxième partie défend la propriété juste et nécessaire. La troisième donne les remèdes. Ce sont, en premier lieu, l'Eglise qui prêche la justice et la fraternité, puis l'Etat, dont le rôle est d'intervenir dans certaines conditions : « Il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière. Il le fera dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence, car, en vertu même de son office, l'Etat doit servir l'intérêt commun ». Puis—« ... parmi les graves et nombreux devoirs des gouvernants qui veulent pourvoir comme il convient au bien public, celui qui domine tous les autres consiste à avoir soin également de toutes les classes de citoyens, en observant rigoureusement les lois de la justice dite distributive... L'équité demande donc que l'Etat se préoccupe des travailleurs ». Enfin les œuvres de toutes sortes seront un des grands moyens d'amélioration de l'existence de l'ouvrier et, parmi elles, « la première place appartient aux corporations ouvrières ». Elles ont été autrefois

« une source de gloire et de progrès » ; il faut les adapter aux mœurs du temps et, dans ces conditions, le Pape encourage « les sociétés de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, soit mixtes... » Il établit leur opportunité et leur légitimité, énumère quelques-uns de leurs buts d'action : arbitrage, prévoyance, et indique les fruits qui en seront recueillis : rien moins que la solution de la question sociale. « La question qui s'agite aujourd'hui est le sort de la classe ouvrière ; elle sera résolue par la raison ou sans elle. La solution prise est de la plus grande importance pour les nations. Or les ouvriers chrétiens la résoudront facilement par la raison si, unis en société et conduits par une direction prudente, ils entrent dans la voie où leurs pères et leurs ancêtres trouvèrent leur salut et celui des peuples ».

CHAPITRE II

LES ORIGINES DU SYNDICALISME CATHOLIQUE

LES PRINCIPES DE SON RECRUTEMENT

ET LES CONTROVERSES AUXQUELLES IL A DONNÉ NAISSANCE

Il y a lieu maintenant de revenir de quelques années en arrière, jusqu'à cette loi du 21 mars 1884 qui marque en France le pas décisif dans la voie de l'association professionnelle. Elle avait été l'aboutissement d'un mouvement d'opinion et de fait qui, depuis un demi-siècle, se manifestait pour la liberté de l'association, supprimée par la loi de 1791. La loi de 1864 était venue apporter un premier échec à cette prohibition. Profitant de la tolérance d'une jurisprudence gagnée en partie aux idées nouvelles, nombre d'associations de bienfaisance et de crédit, qui n'avaient pas toutes attendu ce texte pour se constituer, se transformaient en chambres syndicales, telles la Chambre de Prévoyance des Bijoutiers, fondée en 1865. Cependant, dans la plupart des Congrès ouvriers, des revendications se faisaient entendre en faveur des syndicats ; l'on peut, en particulier, trouver un vœu de cette nature dans la résolution du Congrès catholique de Reims, en 1875. En 1883, l'on relève à Paris 138 associations

patronales avec 15.000 membres et 150 chambres syndicales ouvrières comptant 60.000 adhérents. En province, le nombre de ces syndicats ouvriers est de 350 à la même époque. Jusque là, il n'existe pas d'organisation de ce genre à étiquette proprement catholique. Les catholiques, tout en approuvant le principe d'association, comme en témoignent les citations tirées de l'exposé de leur doctrine, conservent, dans la masse, quelque méfiance au regard de ces premières unions ouvrières dont ils redoutent le caractère révolutionnaire. C'est seulement après le vote de la loi de 84, le 13 septembre 1887, que se constitue le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, la première association professionnelle de formation catholique, précédant d'assez loin les syndicats véritablement ouvriers. Cet état d'esprit est d'ailleurs une des raisons invoquées par les dirigeants du parti, en réponse à ceux qui, maintes fois, leur ont reproché d'avoir donné à leur recrutement un caractère exclusif. En présentant aux milieux catholiques un syndicat recruté seulement parmi eux-mêmes, l'on pouvait les grouper sans arrière-pensée de leur part, du fait de la suppression d'éléments turbulents à tendances extrêmes.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre des dix-sept jeunes gens, anciens élèves des frères de la doctrine chrétienne, qui s'unissaient en 1887 pour former le premier syndicat catholique, si elle eut des débuts difficiles, porte aujourd'hui de larges fruits. A côté du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, modèle des unions du même genre, syndicats ouvriers et syndicats proprement féminins tiennent maintenant une place qui ne permet plus de les ignorer. Le 1^{er} mai 1920, la Confédération Française des Travailleurs

chrétiens comptait « 578 syndicats, comportant 140.000 membres, répartis sur 75 départements et groupés en 18 unions régionales, départementales ou locales ». Et les progrès sont remarquables, puisque la *Confédération Française des Travailleurs chrétiens*, en novembre 1919, ne comptait que 321 syndicats avec 90.000 membres.

Avant d'examiner avec quelques détails les principaux organismes constituant le corps du syndicalisme catholique, il est deux controverses que l'on indiquera car elles se sont trouvées à l'origine de toutes ces associations et ont trait à leur composition même. C'est en premier lieu la question de la confession des adhérents, puis celle du caractère mixte ou non : unions où entrent patrons et ouvriers ou bien où chaque classe pénètre séparément.

Lors de la fondation du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, les jeunes catholiques pratiquants qui y participèrent étaient soucieux de conserver à leur œuvre le caractère moralisateur qu'ils lui imprimaient en ses débuts. Puis leur petit nombre, la faiblesse de leurs moyens leur imposaient, s'ils voulaient durer, une union complète dans l'action et dans la direction. C'est pourquoi ils donnaient à leur recrutement un caractère fermé ayant pour but de ne laisser pénétrer au Conseil que des adhérents dont on fut entièrement sûr. Lorsqu'en 1889 les statuts furent remaniés et prirent la forme qui amena la prospérité de l'association, l'on distingua deux sortes de membres : les actifs qui seuls pouvaient prendre part à la direction, et les participants, qui ne pouvaient devenir actifs qu'après un stage de deux ans permettant de les éprouver. Plus tard, le syndicat ayant pris un développement et une stabilité très

forts, l'Assemblée générale de 1901 supprima cette distinction, mais maintint l'obligation pour adhérer d'être notoirement catholique.

C'est le même terme qui se retrouve dans les statuts de certains syndicats professionnels ouvriers de la rue Cadet ; être catholique ou notoirement catholique, telle est encore une des conditions d'admission au Syndicat des Dames employées du Commerce et de l'Industrie de la rue de l'Abbaye, et au Syndicat des Journalistes français. Pour d'autres groupements, cette condition n'est pas explicitement énoncée, mais existe de par la nécessité d'une présentation du postulant par deux membres et d'une approbation du Conseil, comme dans la plupart des syndicats de la rue de l'Abbaye. Enfin, il est une partie de ces associations qui n'imposent que la nécessité d'adhérer aux principes de la doctrine sociale catholique, tels les syndicats féminins de la rue de Sèze, le Syndicat professionnel des Cheminots de France, ou la Confédération Française des Travailleurs chrétiens. Dans ce dernier cas, le recrutement est donc plus large, n'exigeant pas la pratique religieuse.

Contre ces règles imposées par les divers statuts des Unions envisagées, il s'est produit, dès le début, de vigoureuses levées de boucliers, en particulier dans le milieu syndical révolutionnaire. Invoquant l'article 3 de la loi de 1884, où il est dit : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », l'on a reproché aux syndicats catholiques de sortir de la légalité en se constituant sur un terrain confessionnel. Ainsi, en juillet 1902, les délégués envoyés par le Syndicat des Employés du Com-

merce et de l'Industrie au Congrès National des Employés, à la Bourse du Travail, en sont exclus pour cette raison. Un incident de ce genre surgit un an plus tard, à propos de la même association, au Congrès International des Employés de Bruxelles. Contre l'admission de ses deux délégués, MM. Zirnheld et Viennet, le délégué de la Fédération Nationale des Employés de France, M. Roziers, allègue le but illégal de son action. La défense, présentée par M. Zirnheld, contient les arguments qui tranchent, semble-t-il, cette question de légalité : l'objet du syndicat est uniquement professionnel, comme ses statuts en font foi ; sa composition est une autre affaire et la loi ne s'en est pas mêlée. Et un conseiller communal de Liège, d'ailleurs socialiste, M. Bologne, ajoutait avec raison que cette confusion de l'objet et de la composition du syndicat aboutirait à faire prononcer l'exclusion contre les associations dont les membres sont inscrits au parti socialiste essentiellement politique.

D'ailleurs, en 1904, un arrêté du ministre du Commerce sanctionnait cette manière de voir, déclarant légal le Syndicat des Employés.

Si, du point de vue de la loi, les syndicats de ce genre sont donc inattaquables, il n'en reste pas moins que, devant l'opinion, ils demeurent l'objet de critiques passionnées. On leur reproche cette étroitesse dans leur recrutement, qui leur ferait négliger les intérêts généraux des travailleurs, tous également dignes d'intérêt, au profit d'un faible clan. On les taxe d'égoïsme et de particularisme et l'on dénie de ce fait une portée sérieuse à leur action. Il est pourtant un principe qui domine l'histoire de toute politique, l'on dira même de toute œuvre humaine, c'est que le succès en est lié à la

valeur et à la cohésion de l'élite qui l'entreprend et qui la dirige. L'on prête ce mot à un ancien président du Conseil que l'on ne gouverne pas avec une majorité, mais avec une minorité vigoureuse. Or, que voulaient les fondateurs du mouvement syndical catholique ? Rallier les catholiques au syndicat dont ils s'écartaient en grand nombre, blâmant ses tendances révolutionnaires, et, pour cela, constituer des associations animées d'un esprit nouveau, d'ailleurs vraiment coopératif. Et leur ambition ne s'arrêtait pas à l'augmentation du bien-être de quelques coréligionnaires ; ils prétendaient travailler pour le sort de la classe ouvrière et même de la société toute entière. Mais ils savaient que s'ils ouvraient dès l'abord toutes grandes les portes de leurs maisons, ses fondements s'en trouveraient ébranlés du même coup par des poussées divergentes et ne seraient plus aptes à supporter la vaste superstructure que sur eux ils comptaient établir. C'est pourquoi, dans leurs premiers statuts, ils écartaient tout ce qui n'était pas convaincus et pratiquants, hommes de dévouement absolu à la cause, par qui l'œuvre vivrait, se répandrait et grandirait. Les leaders du syndicalisme socialiste font d'ailleurs montre de quelque imprudence en attaquant sur ce terrain les groupements catholiques, car l'histoire de leur mouvement montre le plus souvent les mêmes procédés de constitution et l'un de leurs écrivains le plus ardents, M. G. Sorel, les a préconisés ainsi : « De ce qu'on a obtenu d'excellents effets, dit-il, par l'organisation d'un nombre considérable de travailleurs, il ne faut pas conclure que les choses iront beaucoup mieux en les organisant tous... Le succès des Trade-Unions provient d'une sélection particulière exercée dans les corps de mé-

tier... » Et encore : « Il ne semble pas trop désirable que la proportion des syndiqués deviennent extrêmement forte dans un métier, non seulement parce que la sélection est moins sévère, mais encore parce que l'esprit exclusivement corporatif se développe ».

Mais cette sélection que demande l'écrivain révolutionnaire dans un but d'action destructrice de tout ce qui existe, de la propriété, de la liberté, de l'ordre social ; dans le but de ne rien enlever de sa vigueur au parti de la haine et de la lutte des classes, les syndicalistes catholiques l'ont recherchée afin de progresser plus vite vers leur idéal de concorde et de fraternité. Si donc une accusation d'exclusivisme peut être adressée à certaines associations professionnelles, n'est-ce pas plutôt à celles qui veulent la domination finale d'une soi-disant classe ouvrière, en réalité infinie partie de la nation, profiteurs et illuminés à la manière bolcheviste, qu'aux unions dont le dessein proclamé est de travailler, d'abord certes à l'amélioration de l'état des classes le plus misérables, mais finalement à l'avantage de tous par le jeu concordant de toutes les forces de la société. Qui donc jettera la pierre à des hommes dont la doctrine sociale pose le désintéressement en modèle, et qui font leur devise de la parole de Celui qui a dit : « Aimez-vous les uns les autres ».

Les tendances des syndicats catholiques sont d'ailleurs si certaines qu'elles se manifestent dans les rédactions successives de ces paragraphes des statuts portant les conditions de l'admission. Tandis que les premières contiennent cette obligation pour les membres de faire profession de foi catholique, dans les groupements les plus récents, il est question seulement d'adhérer aux principes de la doctrine sociale

catholique. Et nombre de syndicats ouvriers qui se fondent journallement au temps présent sont ouverts à tous ceux qui admettent cette théorie d'organisation de la société dont beaucoup de sociologues, dégagés de toute préoccupation confessionnelle, ont adopté les conclusions, d'un point de vue uniquement humain. L'œuvre a donc tenu ses promesses, et plus elle a eu des bases solides, plus elle s'est élargie, plus elle a admis de bonnes volontés dans son sein.

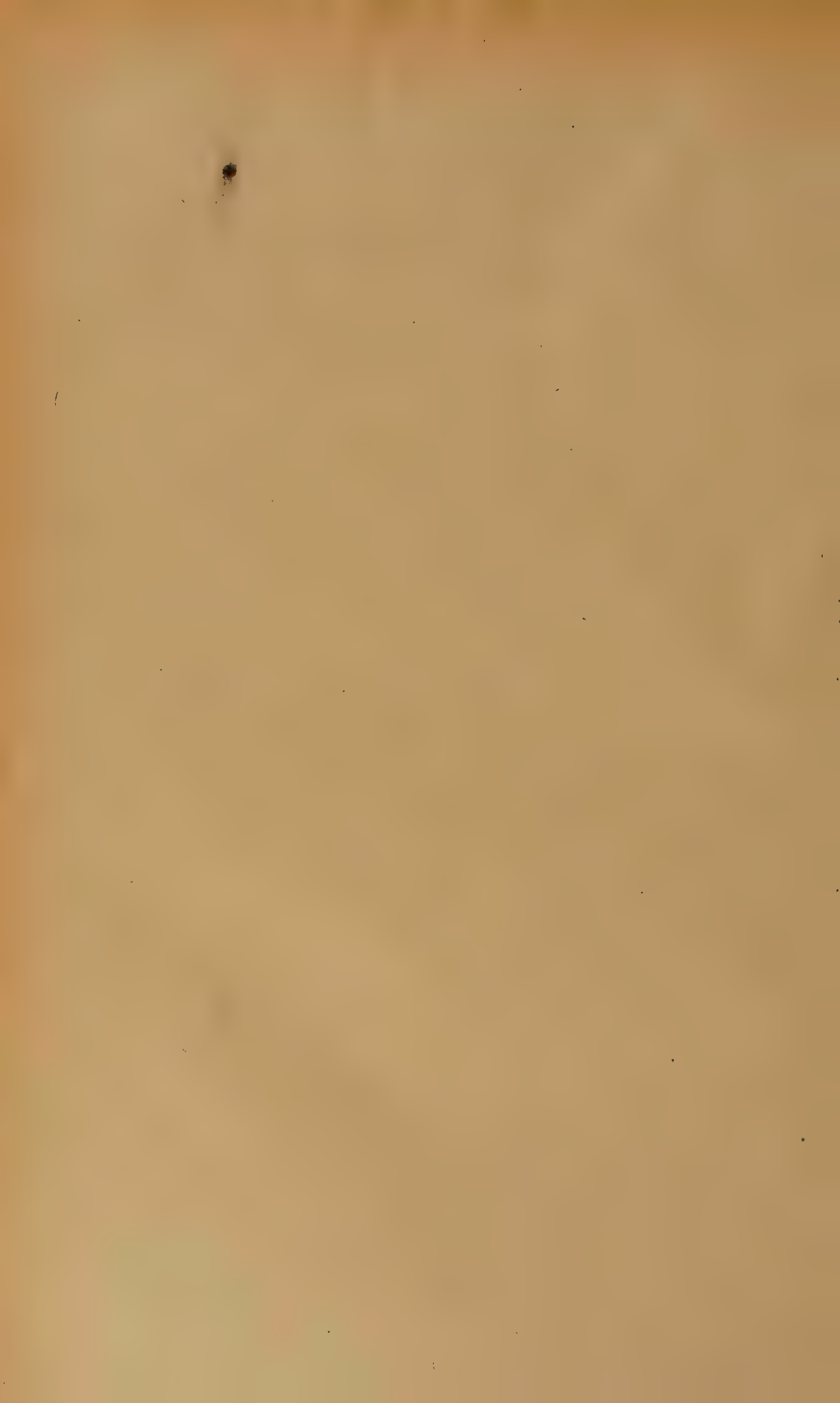
La seconde controverse que l'on a mentionnée est celle qui s'est instituée sur l'opportunité de donner ou non une composition mixte aux syndicats catholiques. Il pouvait paraître séduisant à des hommes dont l'idéal était fait de fraternité de réunir les patrons et leurs ouvriers en des associations communes, image en raccourci de la société modèle qu'ils appellent de leurs vœux. Et il semble bien que ce fut à l'origine le mode de groupement préconisé par certains dirigeants du mouvement social catholique, en particulier par Albert de Mun. Avant l'apparition des syndicats professionnels, c'est la formule qu'il appliquait dans la création des cercles catholiques. Lors de la discussion de la loi de 84, il prononçait deux discours en faveur de ce type d'association et proposait un amendement portant que les syndicats mixtes pourraient recevoir les dons et legs immobiliers et acquérir des immeubles sans restriction. Onze ans plus tard, en 1895, il déposait encore un projet de loi donnant la personnalité civile aux syndicats mixtes. Ce qu'il reproche aux autres organisations, c'est l'esprit agressif qui les anime : « Ce qu'il y a, dit-il, dans les syndicats actuels, c'est surtout une pensée de lutte, un moyen de résistance contre le capital. La caisse des syndicats servira presqu'ex-

clusivement à alimenter les grèves ; elle ne deviendra jamais un instrument de production. Les syndicats donneront aux ouvriers une arme pour faire hausser les salaires ou diminuer les heures de travail, mais ils ne leur donneront pas ce qui leur manque par-dessus tout : la sécurité dans l'avenir, la stabilité dans la condition et l'élévation progressive dans la profession ; et ainsi ils n'apporteront aucun remède à la grande plaie de ce temps, à la plaie du prolétariat, c'est-à-dire à la situation de cette masse immense des travailleurs qui vit au jour le jour, sans foyer, sans lendemain, sans moyens certains d'existence. En face des ouvriers, les patrons s'organiseront aussi ; ils fortifieront leurs moyens d'action dans cette bataille d'intérêt, ils oublieront de plus en plus leur devoir social et il y aura plus que jamais en présence des ennemis. Alors, de cette guerre, tout le monde souffrira ». Et d'autres chefs du parti, suivant Mun dans cette voie, préconisaient l'association mixte, seule pacificatrice à leur avis.

Il y a là certes de généreuses conceptions, et l'œuvre à édifier paraîtra belle. Mais sera-t-elle susceptible de durer et de s'accroître et ne trouvera-t-on pas à sa base des illusions, hélas ! aussi loin de la réalité que celles de la philosophie Platonicienne sur la possibilité d'une transformation brusque et radicale de la nature humaine ? Sans donner pour mobile unique à toute action terrestre, avec le pessimisme d'un La Rochefoucauld, le seul intérêt personnel, ne doit-on pas constater que la place à lui faire n'est pas près d'être supprimée ? Et n'est-ce pas tabler sur une suppression telle ou un amoindrissement anormal que d'escompter le succès général d'associations dont les participants se heur-

tent personnellement tous les jours sur le terrain de leurs intérêts directs, où se rencontreront le soir le patron qui, le matin, faisait la paye et les ouvriers mêmes qui l'ont reçue de sa main ? Il est à craindre que, dans une telle union, ces intérêts si manifestement opposés en de nombreuses circonstances ou semblant tels, empêchent tout aboutissement et ne frappent le syndicat de stérilité.

En réalité, infime est aujourd'hui le chiffre des syndicats mixtes parmi les groupements catholiques. La plupart des associations qui, depuis l'origine du mouvement, ont été fondées, ont groupé les seuls employés et ouvriers ou les patrons seuls, et, à l'heure actuelle, on ne peut guère citer que les syndicats de l'aiguille comme représentants du type mixte. La tendance doctrinale de la plupart des catholiques sociaux est d'ailleurs maintenant à l'association séparée, bien que l'exclusive n'ait pas été prononcée contre l'autre mode. Et il semble que, dans sa dernière forme, la pensée d'Albert de Mun ait penché, elle aussi, vers le syndicat proprement ouvrier, à côté duquel fonctionnera le syndicat patronal. Et c'est au sein de commissions mixtes, formées de délégués de l'un et de l'autre, que, dans l'esprit des chefs de l'action sociale, s'établira la collaboration des deux classes, indispensable à la paix et à la prospérité de la société. De cette doctrine porte témoignage cette lettre du cardinal Gasparri, écrite au nom du Pape au président de l'Union économique-sociale d'Italie, où l'on peut lire ceci : « Il est opportun, utile et bien conforme aux principes chrétiens de continuer en principe, pour autant que ce soit pratiquement possible, la fondation simultanée et distincte d'unions patronales et l'unions ouvrières, en créant comme point de contact entre elles des commissions mixtes ».



DEUXIÈME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS CATHOLIQUES LES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS LEUR SITUATION PRÉSENTE

L'on s'efforcera, au cours des pages qui vont suivre, d'indiquer l'état présent de l'organisation syndicale catholique, état difficile à fixer de façon exacte absolument, car l'on se trouve ici en pleine évolution et cette évolution est particulièrement rapide. Le mouvement en question, après avoir suivi, au cours des trente ans qui ont précédé la guerre, une marche régulière et sans à-coups, se précipite depuis quelques années, depuis quelques mois surtout, prend une ampleur hors de proportion avec celle qu'il a eue jusque là. Ce qui est exact au moment où sont écrites ces lignes ne le sera plus sans doute dans un proche avenir. C'est d'ailleurs ce qui donne à ces organisations vivaces un intérêt si actuel. Des possibilités très vastes apparaissent pour le syndicalisme catholique : ce qu'il a fait hier permet d'augurer bien de demain.

CHAPITRE PREMIER

LE SYNDICAT DES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE ET LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS

L'association dont l'examen s'impose tout d'abord est ce Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie qui, par la date de sa naissance, son importance numérique et la fécondité de son action, tient jusqu'ici la première place parmi les syndicats de même doctrine. Son histoire, plus haut esquissée, se lie à celle du syndicalisme français tout entier. C'est au lendemain de la loi de 84, le 13 septembre 1887, que dix-sept jeunes gens, anciens élèves des frères de la doctrine chrétienne, membres de l'Association Saint-Labre, sous l'impulsion du frère Hiéron, fondèrent le syndicat. Son siège est alors 30, avenue de La Bourdonnais. Son activité languit au début. Peu de membres nouveaux, peu de cotisants surtout. A la fin de 88, il y a cent adhérents, trois payant effectivement leur cotisation. En mars 89, le capital social se monte à 17 fr. 75. Une société de secours mutuels a pourtant été fondée, la « Fraternité Commerciale », mais elle végète. Le 26 mars 1889, une Assemblée générale est tenue, et c'est d'elle que va dater l'essor de

l'association. Il y est procédé à un remaniement complet, l'on pourrait dire une seconde fondation. Le Conseil est renouvelé et formé de propagandistes zélés et de bons administrateurs, sous la présidence de M. Paé. De nouveaux statuts sont adoptés ; les membres sont divisés en actifs, qui seuls peuvent éventuellement prendre part à la direction, et participants, qui peuvent devenir actifs après un stage de trois ans. Le but de cette mesure est la formation d'une élite agissante, condition du succès.

Le syndicat connaîtra en effet de ce jour-là une ère de prospérité qui ne cessera plus. En mai 90, le nombre de ses syndiqués est passé à 177. En avril 90, il s'installe rue des Petits-Carreaux, d'où le nom que longtemps il portera. Trois services sont déjà fondés à cette époque : placement, coopération, commission d'études. A la fin de 90, paraît un bulletin, expression de la pensée des militants, qui formule dès l'abord le but de l'Association : « Nous entendons que le syndicat soit pour chacun de nous l'instrument de la sécurité dans l'emploi, de l'aisance dans la famille, de l'élévation dans la position sociale ». A partir de 92, cette feuille, qui porte le titre de *L'Employé*, devient permanente. En 92, sont créés les premiers cours professionnels. Le chiffre des membres atteint 500 à cette époque. Le 25 mai 95, le syndicat inaugure sa vie publique en participant par des délégués au Congrès ouvrier chrétien de Reims. En 98, il aide à la fondation de syndicats ouvriers de même doctrine. En 1900, il compte 2.000 membres, participe à l'Exposition Universelle et y reçoit une médaille d'argent. En 1901, l'Assemblée générale supprime la distinction des membres actifs et participants. Pour faire partie du syndicat, il suffit désor-

mais d'être notoirement catholique. L'œuvre est en effet, à cette époque, jugée assez forte pour pouvoir ouvrir plus largement ses portes : elle compte 2.300 adhérents, leur assure de nombreux avantages par de multiples services qui fonctionnent régulièrement. Elle a pris à l'extérieur une position solide vis-à-vis des autres organisations syndicales, participe, souvent au prix de luttes dont on indiquait plus haut un exemple, à toutes les Assemblées et Congrès intéressant la profession dont elle défend les intérêts et y fait figure de porte-parole du milieu catholique social. Elle obtient une médaille d'or à l'Exposition de Saint-Louis. Le 15 avril 1907, le siège social est transféré au 14 bis du boulevard Poissonnière.

Cependant, des sections et syndicats autonomes d'employés se fondaient en province sur le modèle de celui de Paris. Au Congrès des 7 et 8 juin 1908, 23 délégués représentent 26 villes de France où s'est dessiné un mouvement de ce genre. Et l'on y adopte cette formule du syndicalisme des Petits-Carreaux : « Catholiques dans notre recrutement, professionnels dans notre action, administrateurs pour être indépendants ». En 1909, le syndicat compte 5.000 membres. Devant l'ampleur prise par le mouvement provincial, le Congrès de 1912 proclame la nécessité d'une Fédération des syndicats d'employés catholiques français, qui est fondée en 1913. Ces associations sont d'ailleurs restées fidèles aux principes du début et l'on peut lire, en 1912, dans une déclaration du Conseil syndical de Paris : « Plus que jamais il faut que nous soyons unis dans la charité chrétienne comme l'ont été nos devanciers. Oui, nous devons rester nous-mêmes afin d'être utiles aux autres. Oui, nous devons

travailler à faire de plus en plus du syndicat la providence professionnelle du syndiqué, capable de répondre à toutes ses préoccupations, à toutes ses aspirations légitimes vers le bien et vers l'indépendance. Sans doute notre horizon s'est élargi, sans doute nous avons, au fur et à mesure du développement de notre entreprise, étendu à toute la corporation des employés, à tous les prolétaires cet amour du prochain qui rapprocha d'abord les premiers syndiqués, et la tâche en est devenue plus vaste. Mais nos forces se sont accrues, grâce à Dieu, dans les mêmes proportions que l'effort demandé. Elles s'accroîtront encore si ceux des nôtres qui ont au cœur la passion du dévouement veulent se donner sans réserve à l'œuvre qui, tout en les soutenant eux-mêmes, amènera dans la société contemporaine un peu de cette justice dont doivent avoir faim et soif les vrais disciples de l'Évangile ». Et, à la veille de la guerre, le secrétaire général Viennet, mort depuis au Champ d'honneur, définissait ainsi le programme du syndicat : « Le syndicat a pour but d'unir les employés catholiques pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels et économiques. Tout en s'efforçant d'assurer à ses membres la sécurité dans l'emploi, l'aisance dans la famille et l'élévation dans la position sociale, il entend participer d'une façon effective au mouvement général du travail. Il poursuit donc l'aboutissement des revendications corporatives par une action constante auprès des pouvoirs publics et des syndicats patronaux, action concertée, dans toute la mesure du possible, avec les différentes organisations d'employés et d'ouvriers... Il s'interdit toute action étrangère aux intérêts de la profession. Il réproouve la lutte systématique des classes et toutes

les formes d'action violente qui découlent de ce principe ».

Au mois de juillet 1914, le S. E. C. I. compte 8.000 adhérents, divisés en 75 sections, dans la région parisienne. Le 18 de ce mois, sa société coopérative fait l'acquisition de l'immeuble du 5 de la rue Cadet, où se trouvent actuellement installés tous les services, et les syndiqués, en quelques semaines, apportent 410.000 francs de souscription pour pourvoir à cet achat. Puis survenait la tourmente, où plus de 900 membres devaient trouver une mort glorieuse. Malgré les difficultés de cette période de crise, malgré le nombre réduit de ses dirigeants, le syndicat apporte, tout le long de la campagne, une aide efficace aux siens. Par son bureau de placement, ses conseils juridiques, sa société coopérative, sa caisse de prêt gratuit et de secours, il soutient les employés non mobilisés, tandis qu'une Commission des œuvres de guerre s'occupe des syndiqués blessés et prisonniers, des veuves et des orphelins. Il ne négligeait pas cependant l'éducation coopérative, parvenant à faire fonctionner les organes créés auparavant à cet effet, tels que les cours du soir et la Commission d'études. Enfin il agissait, durant les hostilités, auprès des pouvoirs publics, par des démarches tendant à améliorer la situation des employés et mûrement préparées par les travaux de la Commission d'études. C'est ainsi que l'on peut enregistrer :

1° La remise d'un vœu très détaillé à la Commission des Pensions de la Chambre des Députés, le 7 mai 1915;

2° La rédaction d'une note communiquée à la presse demandant, au cours du rigoureux hiver 1916-1917, la suppression momentanée des étalages extérieurs;

3° L'envoi de lettres à M. le Président de la Commission du Travail de la Chambre des Députés : a) pour demander que soit hâté le vote du projet de la loi déposé par le gouvernement, le 10 janvier 1918, sur le contrat d'emploi des mobilisés ; b) pour solliciter une prompte discussion de la proposition de loi de M. le Comte de Mun sur la réglementation du travail dans les établissements commerciaux (mai 1917 et mars 1918) ; c) pour protester contre la proposition de loi déposée par M. Rameil et plusieurs de ses collègues, laquelle ferait du placement un véritable monopole d'Etat par la suppression des bureaux de placement privés, y compris ceux des syndicats professionnels ;

4° L'envoi de lettres à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et à M. le Président du Bureau d'Etudes économiques de la présidence du Conseil, afin de signaler, à la suite d'un vœu émis par le groupe de représentants et voyageurs, le concours très utile que les syndicats d'employés pourraient apporter aux études poursuivies en vue de la réorganisation économique du pays ;

5° Des démarches, en mai 1917 et en mars 1918, auprès de l'Union syndicale des Banquiers, auprès des grands établissements de crédit et auprès du gouvernement pour obtenir la création d'un statut corporatif des employés de banque et le relèvement de leurs appointements ;

6° Des démarches, en novembre 1917 et mai 1918, au ministère de l'Armement, à l'effet d'obtenir que les employés de la métallurgie bénéficient de la revision des tarifs qui devait être effectuée dans le département de la Seine le 30 avril 1918.

Toutes ces revendications, évitant la forme menaçante et

haineuse adoptée généralement par les groupements révolutionnaires, ont contribué à obtenir des avantages, en particulier pour les employés des établissements de crédit.

Enfin le syndicat a exercé, durant cette guerre, une action plus vaste, véritablement nationale, contribuant à la fondation de l'Association pour la protection des veuves et des orphelins dite des « Bons Enfants », participant à la Journée française du 23 mai 1915, à la collecte de l'or, à divers emprunts, et travaillant à rehausser le moral du pays comme lorsqu'il prenait, en mai 1918, l'initiative d'une manifestation affirmant les convictions patriotiques des travailleurs français.

Aujourd'hui, le S. E. C. I. compte plus de 10.000 membres, répartis en une soixantaine de sections de la région parisienne, et 18 de la province, qui ont un effectif de 1.557 adhérents. Ces dernières étaient au nombre de 12 seulement en juillet 1919 : celles de Nantes, Le Mans, Morlaix, Laval, les plus anciennes, puis de Brest, Rennes, Cherbourg, Orléans, Tours, Châlons-sur-Marne, Calais, Arras. Depuis se sont fondées celles de Caen, Chartres, Poitiers, Rouen, Melun, Vitry-le-François. La section d'Arras a recommencé de fonctionner dès l'armistice, malgré les difficultés qu'elle rencontrait dans cette malheureuse cité, parmi les ruines de toutes sortes. Celle de Toulouse, qui avait exercé une action énergique et efficace en faveur des employés, s'est récemment transformée en syndicat indépendant. D'une façon générale, une reprise sensible de vitalité se manifeste dans la diverses sections du S. E. C. I. et le chiffre des adhésions nouvelles s'est élevé à 3.582 pour l'année 1919.

L'administration comprend un Conseil de 21 membres,

élu par l'Assemblée générale et renouvelable pour un tiers tous les ans. Ce Conseil nomme un Bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire-archiviste, d'un trésorier, d'un trésorier-adjoint. Des Commissions fonctionnent à la tête des différents services du syndicat et comprennent des membres du Conseil, auxquels peuvent s'adjoindre des syndiqués désireux d'y participer. Enfin il existe des agents salariés : secrétaire général, caissier-comptable, délégué du placement, encaisseur.

Les services actuellement greffés sur le syndicat comprennent :

1° *Le placement*, qui, avant et pendant la guerre, a procuré aux adhérents des postes en grand nombre, et cela dans des conditions assurant aux employés un minimum d'existence équitable. Ce service exerce donc une action intéressante sur les conditions de la profession, car, sollicité d'offres d'emplois que lui valent son honnêteté reconnue, il ne consent à fournir le travail que s'il lui est fait une situation suffisante. Après les hostilités, il s'est produit un déséquilibre inévitable entre l'offre et la demande par le fait de la démobilisation. Néanmoins, le placement a pu très vite reprendre un fonctionnement qui s'améliore tous les jours. En 1919, 2.436 offres d'emploi ont été faites et 809 placements effectués ; pendant les cinq premiers mois de 1920, le chiffre des placements a été de 554. Le barème de traitements actuellement établi par le syndicat et au-dessous duquel il ne fournit pas d'employés, se décompose ainsi qu'il suit : places de débutants, 150 à 250 francs par mois ; employés de 17 ou 18 ans, 300 à 350 francs ; au retour du service militaire : garçons de magasin, 400 francs ; employés

aux écritures, 400 à 450 francs ; aides-comptables, 450 à 600 francs ; comptables, 700 à 1.000 francs.

2° *Les cours professionnels.* — Pour faciliter à ses membres cette élévation dans la position qui est un de ses buts déclarés, le syndicat a voulu, dès ses débuts, améliorer par tous les moyens en son pouvoir leur valeur professionnelle. Aussi a-t-il pris l'initiative de créer des cours, assidument suivis avant la guerre. Désorganisés pour la plupart pendant la période des hostilités, ils ont recommencé de fonctionner en octobre 1919 avec un succès croissant. 228 élèves s'étaient fait inscrire dès la fin de la même année et l'on avait pu organiser des cours de comptabilité (en trois années), d'anglais, d'allemand et d'espagnol (en deux années), de sténographie et de français commercial. Entre temps, le Conseil municipal de Paris votait une subvention de 300 francs pour cet enseignement et la Société d'Education et d'Enseignement lui accordait un secours de 500 francs.

La loi du 25 juillet 1919, dite loi Astier, est venue au même moment apporter des dispositions pouvant donner un essor incomparable à l'enseignement professionnel dont elle pose l'obligation. D'après ce texte, les jeunes gens de moins de 18 ans, employés dans le commerce et l'industrie, sont tenus de suivre des cours techniques pendant au moins une heure par semaine et cent heures par an. L'application de ces prescriptions doit être réglée par décrets qui, autant que possible et conformément à l'esprit actuel de la législation du travail, s'inspireront des organisations privées qui pourront être constatées. Il y a donc là un champ d'initiatives très variées pour des groupements tels que le S. E. C. I. Il n'a pas manqué de s'en préoccuper : divers projets ont été

par lui mis à l'étude, comme le constate le rapport pour l'année 1919 présenté à l'Assemblée générale du syndicat, le 22 juin 1920, par son trésorier, M. Marcellin Armand.

3° *Les groupes professionnels.* — Formés chacun des employés d'une profession, ils ont pour but d'augmenter l'union entre leurs membres qui ont des intérêts exactement similaires, de faciliter l'étude des améliorations susceptibles d'être apportées à leur sort et de préparer les revendications légitimes. De plus, ils facilitent le placement. Dès ses premières années, le syndicat attachait une importance particulière à cette organisation. L'on peut lire dans le rapport général du 3 avril 1894 : « Il est un dernier service qui a pris depuis notre dernière Assemblée générale une extension longtemps désirée, et qui atteindra bientôt, nous voulons le croire, les proportions d'un moteur puissant destiné à faire circuler une vie intense dans toutes les parties du syndicat ; nous voulons parler des groupements professionnels. Une des premières nécessités d'une association comme la nôtre est d'amener ses membres à avoir des relations entre eux, et ces relations ne sont possibles qu'entre gens qui se connaissent. Pour obtenir ce résultat, nous avons réparti tous nos syndiqués en huit groupes : administration, écritures, tissus, représentants, alimentation, bâtiment, habillement, papier. » Et, l'année suivante, le rapporteur disait encore : « Les groupes, dirigés chacun par un conseiller, portent la vie et l'activité jusqu'aux extrêmes limites du corps syndical ; c'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, la circulation du sang artériel qui, partant du cœur qui est notre Conseil, se transmet à tous les membres, même les plus éloignés, et les fait participer à la vie de l'association sans

qu'il leur soit nécessaire d'accepter une charge dans la direction générale du syndicat. »

Si la guerre a arrêté le fonctionnement de ces groupes, ce fut une des premières préoccupations du syndicat de les reconstituer depuis. Comme suite au vœu émis dans l'Assemblée d'octobre 1919 et demandant que tous les syndiqués soient inscrits dans une organisation de ce genre, le Conseil a commencé le travail de classement, ainsi que d'établissement et d'entretien d'un fichier pour lequel un secrétaire spécial sera rétribué. A l'heure actuelle, sont créés les groupes des employés de banque, des commis d'agents de change, des comptables, des assurances, des commis-voyageurs, de la librairie, des nouveautés, des tissus en gros et des agences de funérailles. Ils ont eu l'occasion déjà, en particulier celui de la banque, de manifester activement leur existence à propos des diverses revendications qui se sont fait jour durant les derniers mois.

4° *Le Conseil judiciaire.* — Formé de plusieurs avocats, d'un avoué et d'un agréé du Tribunal de Commerce, il donne aux syndiqués des consultations juridiques gratuites. Il intervient dans les cas de différends entre eux et les patrons pour tenter la conciliation, et, si elle n'aboutit pas, assiste au besoin les adhérents au cours de l'action judiciaire.

5° *Les Commissions d'études.* — Elles ont un double but : l'étude des améliorations susceptibles d'être apportées dans la profession, et, d'une façon plus générale, dans le monde du travail tout entier. Et, de ce point de vue, depuis leur fondation elles se sont intéressées à tous les grands problèmes économiques et sociaux. D'autre part, le syndicat

devant être « l'instrument de l'élévation du travailleur dans la position sociale », il faut qu'il cherche sans cesse à augmenter le savoir et la compréhension des faits chez ce dernier. La Commission d'études se propose également cet objet. Par des conférences, par des travaux en commun, elle s'efforce d'instruire l'employé. C'est ainsi qu'une série de conférences ayant trait aux problèmes économiques actuels ont été faites aux syndiqués dans les premiers mois de 1920. L'on y relève celle de M. René Pinon, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques, faite le 15 février, sur la réalisation par l'Eglise, au moyen-âge, de la Société des Nations; celle de M. Georges Blondel, professeur au Collège de France, faite le 28 mars, sur les difficultés économiques actuelles, et, le 25 avril, celle de M. de Rousiers, secrétaire général du Comité Central des Armateurs de France, sur le traité de Versailles envisagé dans ses rapports avec la marine marchande.

6° *Le journal syndical*. — Le premier bulletin, créé en 1891, paraissait sur deux pages tous les deux mois. Après une série d'améliorations, il aboutissait, en 1901, à un journal mensuel, *L'Employé*, paraissant sur seize pages, rédigé par des syndiqués et comportant des études, monographies, exposés de doctrine, renseignements techniques. Pendant la guerre et les mois qui la suivirent, il dut suspendre sa publication. Il a reparu depuis la fin de 1919, provisoirement tous les deux mois et sous un format réduit. A partir du printemps 1920, il a pu reprendre son tirage mensuel et son importance d'autrefois.

7° *La bibliothèque*. — Elle comprend aujourd'hui un millier de volumes sociaux ; elle est abonnée à une soixantaine

de journaux et revues à la disposition des membres du syndicat.

8° *Le Comité de conférenciers.* — Il est destiné à la formation de ceux qui veulent contribuer par la parole à l'instruction de leurs camarades et à la propagande en faveur de l'association. Cette propagande se fait de nouveau active depuis la fin de la guerre et des réunions ont été organisées en grand nombre pendant l'année 1919, en particulier dans la banlieue parisienne.

9° *Coopération.* — Une société coopérative a été fondée en 1907, au capital de 10.000 francs, 7/10° étant versés par le syndicat, 3/10° par les membres du Conseil. Un capital obligations de 18.000 francs, à l'heure présente à peu près remboursé, avait été constitué en même temps. Les opérations de la société sont : a) des achats directs chez les fournisseurs privilégiés, avec escompte par eux des factures remises par les adhérents du syndicat et présentées par lui ; b) des achats en fabrique et dans les magasins de gros pour le compte des syndiqués ; c) des achats en commun ; d) la gérance d'un magasin coopératif. En 1911, le chiffre d'affaires a été de 638.088 fr. 80, les ristournes de 35.000 francs. Après une période de stagnation due aux hostilités, la société a repris une activité nouvelle ; en 1919, le chiffre des factures escomptées a été de 557.906 francs pour 26.316 fr. 35 de ristournes, celui des ventes au rayon de 492.188 francs ; 1920 accuse un progrès sensible, tant des factures escomptées qui se montent pour les cinq premiers mois à 584.700 fr. 35 avec 27.367 fr. 25 de ristournes, que du chiffre d'affaires du magasin, soit 231.613 fr. 15 pour cette période.

10° *Restaurant*. — Un restaurant coopératif fonctionne dans les locaux de la rue Cadet. Il fournit des repas aux syndiqués ; 142.423 ont été servis en 1919, 93.016 pendant les cinq premiers mois de 1920, la moyenne journalière passant de 472 à 744.

11° *Villégiatures*. — Quelques années avant la guerre, le syndicat avait eu l'idée d'organiser pour ses membres des déplacements à la mer ou à la campagne pendant la période des vacances. C'est ainsi qu'en 1904 et 1905 des installations furent préparées à Saint-Laurent-sur-Mer, en 1906 au Crotoy, en 1907 à l'Hôtel Continental d'Onival, loué tout entier pour cette occasion, et qui reçut 715 personnes pendant 8.139 journées, puis à Villers-sur-Mer, à Versailles. D'autre part, l'association obtenait des conditions de déplacement avantageuses dans certaines régions, telles que la Haute-Savoie. Depuis la guerre, ce service a dû être interrompu et n'a pu être repris encore, à cause des difficultés de toutes sortes que présente aujourd'hui une entreprise de ce genre. Dans cet ordre d'idées, il est une œuvre que le syndicat étudie et voudrait réaliser, c'est celle de l'habitation à bon marché, rendue si pressante par l'acuité de la crise actuelle du logement. Là encore, et plus encore, l'on se heurte aux rudes obstacles du moment.

12° *Mutualité*. — Elle est assurée par une société de secours mutuels : la « Fraternité Commerciale et Industrielle ». Moyennant une cotisation de deux francs par mois, les adhérents ont droit : a) aux frais de médecins et de médicaments ; b) à un secours de deux francs par jour de maladie les trois premiers mois, puis de un franc les trois mois suivants ; c) à des secours en cas de besoin urgent ; d) à une allocation

de deux francs par jour pendant 21 jours aux femmes en couches ; e) à une retraite à l'âge de 60 ans ; f) les ayant-droit du décédé reçoivent une somme de cinquante francs.

Cette société est actuellement en pleine prospérité : son capital, de 35.000 francs en 1911, était passé le 31 décembre 1919 à 57.727 fr. 06 ; elle comptait à cette époque 524 membres et avait distribué pendant cette dernière année 5.635 fr. 90 en secours de toutes sortes.

13° *Caisse de prêt gratuit et de secours.* — Elle aide les membres du syndicat, momentanément dans le besoin, par des prêts d'une valeur de 50 à 200 francs. Elle prend également à sa charge l'achat de couronnes mortuaires et le service commémoratif annuel. Elle est alimentée par des quêtes, dons et fêtes. Pendant et depuis la guerre, elle a été fréquemment sollicitée. Elle a été doublée, durant les hostilités, de la Caisse des œuvres de guerre, destinée à venir en aide aux familles des syndiqués mobilisés ou morts au Champ d'honneur, et à distribuer des secours aux orphelins. En 1919, elle a encore réparti de ce chef plus de 5.000 francs.

14° *La Commission des soldats.* — Créée pour se maintenir en relations avec les syndiqués pendant leur service militaire, elle continue à s'occuper des jeunes gens sous les drapeaux, et, de concert avec le service du placement, s'efforce de procurer, lors de leur libération, des emplois à ceux qui en manquent.

Tels sont les moyens mis par le syndicat à la disposition de ses membres pour l'amélioration de leur condition morale et matérielle. Cette action, il l'a étendue plus loin que le

groupe des employés de la région parisienne, auquel elle s'était primitivement limitée. L'on a déjà indiqué qu'elle avait rayonné en province par les sections que l'on énumérerait plus haut. D'autre part, son exemple et sa propagande ont déterminé la fondation d'autres groupements, en grand nombre, basés sur les mêmes principes doctrinaux, dont elle a facilité la naissance et guidé les premiers pas. En particulier, dans sa profession, elle a contribué à la formation de syndicats d'employés dont le chiffre est aujourd'hui de 104 et progresse vite, puisque dans le dernier exercice il a augmenté de 16. La plupart des grandes villes de France possèdent des organisations de ce genre : l'on en rencontre à Amiens, Reims, Moulins, Toulouse, Marseille, Dijon, Roubaix, pour ne parler que des plus anciennes. A l'étranger même, le rayonnement de cette action s'est fait sentir et l'on en voit la marque dans la création de groupements tels que l'Association générale de Empleados, à Bilbao, ou le S. E. C. I. de Montréal. Puis un mouvement proprement féminin a abouti à des créations d'unions d'employées et d'ouvrières auxquelles le S. C. E. I. a prêté son appui, tels les syndicats de la rue de Sèze et de la rue de l'Abbaye. Parmi ces derniers, fonctionne un syndicat prospère des Dames employées du Commerce et de l'Industrie. Depuis 1919, le Syndicat a constitué, d'accord avec un certain nombre d'autres organisations de même genre, une Fédération Française des Syndicats d'Employés catholiques, qui les groupe à peu près tous aujourd'hui. Comptant 15.000 adhérents au début, elle en a 30.000 à présent. C'est une union très forte qui continuera longtemps sans doute à marcher en tête de l'action catholique sociale.

Pour les autres professions, l'on trouve traces du passage du S. E. C. I. à la fondation des syndicats ouvriers de la rue Cadet ; il a pris une part active à la naissance de la Confédération Française des Travailleurs chrétiens. Enfin il a exercé récemment une action intéressante en Alsace-Lorraine. Dès février 1919, le secrétaire général, M. Tessier, se rendait à Strasbourg et à Metz et se mettait en rapport avec les représentants des syndicats indépendants de nos régions libérées, florissants avant la guerre, et qui cherchaient à se reconstituer. Le S. E. C. I. participa matériellement à cette reconstitution par l'organisation parmi ses membres d'une souscription qui atteignit le chiffre de 2.632 fr. 45. Et le 28 décembre dernier, la Fédération des Syndicats indépendants d'Alsace-Lorraine pouvait tenir à Strasbourg sa première Assemblée générale, sous la présidence de M. Camille Bilger, député du Haut-Rhin. Les effectifs se chiffraient déjà à ce moment par 140 groupes comptant 15.000 syndiqués, et bientôt elle adhérerait à la Confédération Française des Travailleurs chrétiens.

Voilà donc une série de manifestations de l'activité de ce syndicat d'employés catholiques qui justifiera sans doute ce que l'on avançait, en abordant son examen, sur l'importance de la place qu'il occupe dans le syndicalisme français. Au cours de sa déjà longue existence, il a montré, par un effort continu et régulier, basé sur une forte doctrine, ce que peut, pour la profession, l'association fonctionnant dans le calme et la justice. L'on vient d'indiquer d'autre part l'intérêt qu'il a porté à l'organisation des travailleurs autres que les siens et à l'amélioration de leur sort par l'union dont il a démontré la fécondité. Et il ne se contente pas de cette

action qui suffirait déjà à faire justice du reproche de particularisme qui a pu lui être adressé. Il sait qu'il ne suffit pas d'organiser la classe des prolétaires pour la lutte où elle se heurtera au patronat, organisé à son tour, comme le prédisait Albert de Mun dans les réflexions sur le syndicalisme plus haut citées. Il sait que, pour faire régner l'ordre dans la production, il faut assurer l'action concordante de ces deux forces et non l'écrasement de l'une par l'autre. Aussi, s'élevant à des vues plus générales et plus complètes, s'emploie-t-il à établir la liaison de l'effort entre tous ceux qui concourent à produire. C'est là un champ infiniment vaste ouvert à l'action syndicale et dont les horizons ne sont encore qu'entrevus. L'on se contentera de citer ces quelques lignes du rapport général pour l'année 1920 : « Vous ne serez pas surpris, dit le rapporteur, connaissant notre esprit, si je vous dis que nous avons entretenu d'excellentes relations avec les organisations patronales catholiques. Déjà, l'an dernier, nous avons jeté, d'accord avec les Unions fédérales, les bases d'une Commission mixte permanente en vue de définir et d'accepter certains accords et certaines conventions de travail ».

Enfin la communauté, plus large encore que celle du travail industriel et commercial, dont se réclame le Syndicat des Employés, est la communauté chrétienne qui, depuis près de 2.000 ans, a reçu dans son sein une part si vaste de l'humanité. Aussi ne néglige-t-il pas, rappelant par là la confrérie qui, au moyen-âge, vivait à côté de la corporation, de resserrer entre ses membres, puis entre eux et la chrétienté des vivants et des morts, les liens de confession qui les unissent. Cérémonies religieuses et messes commémora-

tives rassemblent périodiquement les syndiqués, telles cette quatrième journée du Commerce et de l'Industrie organisée à Montmartre le 25 avril 1920. Et, là encore, il n'y a rien que de susceptible d'élargir l'œuvre syndicale, en plaçant ses racines dans la fraternité chrétienne proposée par une religion qui a pour but de l'étendre à la société toute entière.

CHAPITRE II

LES GROUPEMENTS CATHOLIQUES FÉMININS

Par l'ancienneté de ses origines et la régularité de son développement, il est un mouvement qui mérite d'être examiné à cette place, c'est celui du syndicalisme féminin. Il présente d'autre part cet intérêt qu'il n'existe guère que dans le milieu catholique. Les femmes, certes, ne se sont pas entièrement désintéressées ailleurs de toute action syndicale, ni tenues à l'écart des groupements se réclamant d'une autre doctrine. Mais l'on ne se trouve qu'ici en présence d'associations uniquement féminines.

L'opportunité de ce mode de groupement, dans certaines professions du moins, ne peut être mise en doute. Il est d'une part des emplois où la main-d'œuvre féminine intervient seule ou à peu près, et, sans organisation propre, elle n'y sera pas défendue. Et, d'une façon générale, la femme a besoin d'une protection particulière, au moral comme au physique. Les revendications qu'elle peut être amenée à présenter, communes sur certains points, se différencieront toujours sur d'autres de celles de l'homme appartenant à la même profession. Or il semble que le syndicat professionnel

féminin soit approprié à prendre en main ces intérêts particuliers, qui ont d'ailleurs également la plus vaste portée sociale et nationale. C'est ce qui explique le succès des organisations qui vont être examinées et qui, depuis vingt ans, n'ont cessé de progresser.

Il existe aujourd'hui trois groupes essentiels de syndicats professionnels féminins de principes catholiques. Deux ont leur siège social à Paris : c'est la Fédération Française des Unions de Syndicats professionnels féminins, au 4 de la rue de Sèze, et l'Union Centrale des Syndicats professionnels féminins, au 5 de la rue de l'Abbaye. Une autre Fédération fonctionne en province : c'est celle des Syndicats de l'Isère, dont le siège est à Grenoble et qui fait montre d'une remarquable activité. De plus, sur ce terrain, l'on ne peut passer sous silence les syndicats de l'aiguille, associations professionnelles mixtes de patronnes, employées et ouvrières en habillement, de caractère par suite assez différent, mais de même doctrine sociale dans l'ensemble et qui ont rendu des services incontestables dans la profession.

A. — *Les Syndicats de la Fédération de la rue de Sèze*

Par leurs origines, les syndicats de la Fédération de la rue de Sèze se rattachent aux premiers syndicats féminins de France, organisés en 1899 à Lyon par M^{lle} Rochebillard. Dix ans plus tard, au début de janvier 1909, se fondait à Paris, 38, rue Verceingétorix, le Syndicat des Ouvrières à domicile, à l'imitation de ses devanciers de Lyon. Les débuts étaient modestes : quelques ouvrières en chambre, la plu-

part mères de famille, se groupèrent pour rechercher les moyens les meilleurs d'améliorer leur condition et établirent un programme basé sur les principes catholiques. L'association se développe, elle s'attache d'abord à la question pressante du salaire des travailleurs à domicile. Quatre Assemblées furent tenues, en 1910, 11, 12 et 13, pour étudier le projet de loi sur le minimum de salaire, devenu la loi du 15 juillet 1917. Appelé à formuler ses desiderata devant la Commission du Travail de la Chambre des Députés et devant celle du Sénat, le syndicat obtint plusieurs amendements à cette loi. En même temps, il cherchait à éclairer l'opinion publique par la presse et par des expositions de travaux.

En 1912, des employées et ouvrières en atelier, se rendant compte des avantages procurés par l'association à leurs camarades travaillant à domicile, décidaient de se grouper à leur tour et deux syndicats en naissaient : celui des ouvrières du vêtement en atelier et celui des employées de la banque, du commerce et de l'industrie. Leurs premiers efforts portèrent sur l'amélioration de l'apprentissage par le contrat d'apprentissage, et sur l'organisation de l'enseignement professionnel. Quatre ans plus tard, en décembre 1916, les syndicats féminins de l'impasse Gomboust, fondés au même moment ou à peu près que ceux de la rue Vercingétorix, fusionnaient avec eux, et le secrétariat central était alors transféré 4, rue de Sèze. Cependant, l'action de ces divers groupements débordait la région parisienne ; ils entraient en relations avec les syndicats de province animés du même esprit et suscitaient la création de nouvelles associations de ce genre. La nécessité d'une organisation géné-

rale se faisait bientôt sentir, et de là naissait en 1917 la Fédération Française, qui conservait le même siège social.

Cette union compte maintenant plus de 13.000 employées et ouvrières. Elle se subdivise en Unions régionales qui sont formées elles-mêmes des syndicats. D'autre part, les travailleuses d'une même profession ayant des intérêts particuliers à défendre, il existe conjointement un autre groupement, celui des Unions professionnelles féminines, qui, d'après l'article 2 des statuts de la Fédération, « ont pour but de resserrer les liens de fraternité et de solidarité entre les divers syndicats adhérents, d'être un centre de documentation professionnelle, de contribuer à la prospérité économique de la nation par l'effort individuel et collectif, d'aider les syndicats adhérents à réclamer énergiquement auprès des pouvoirs constitués la mise en application des lois sociales et ouvrières équitables et des décrets qui les complètent ».

Le siège des Unions régionales est dans les grandes villes de France. L'on en trouve en particulier à Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Amiens, Troyes. Celui des Unions professionnelles est généralement à Paris. Sept catégories de syndicats fonctionnent actuellement : banque et assurances, commerce et nouveautés, vêtements en atelier, à domicile, produits chimiques et pharmaceutiques, livre, blanchisserie, Ceux de la région parisienne sont divisés en 40 ou 50 sections par suite de l'étendue de leur ressort.

Les statuts de ces divers groupes invoquent tous les principes de la doctrine et de la morale catholique comme base de leur recrutement et de leur action. Ils déclarent chercher « à réorganiser le monde du travail dans la justice et la

fraternité chrétienne, sans laquelle l'ordre ne peut exister ».

Des services annexes de toutes sortes ont été créés à côté des syndicats. C'est un des rôles assignés aux Unions régionales et professionnelles de leur faciliter ces créations, au besoin de les prendre à leur compte, ce qui leur est plus facile parce qu'elles ont des moyens plus étendus. Ainsi l'Union Parisienne a fondé un bureau de placement, une mutualité-maladies, une coopérative de production, une bibliothèque syndicale, des cours professionnels ayant lieu le soir, de 18 h. 30 à 20 heures, et pendant l'après-midi du samedi (comptabilité, sténo-dactylographie, français commercial, anglais, coupe, croquis de mode), des maisons de repos pour les syndiqués. Enfin la Fédération, s'élevant plus haut que la lutte pour les intérêts matériels particuliers qui apparaissent chaque jour, s'efforce de répandre parmi ses membres l'instruction morale et sociale. Pour ses propagandistes, des sessions d'études d'un mois chacune sont organisées plusieurs fois dans l'année, à Paris et en province. L'on y étudie la doctrine catholique et celles qui s'y opposent, ainsi que la législation du travail. Puis des semaines syndicales réunissent tous les ans, pendant l'été, des déléguées des syndicats à la campagne. Chacune est consacrée à l'examen d'un sujet d'une certaine ampleur. Jusqu'ici il a été traité :

En 1913. — De l'Encyclique *Rerum Novarum*.

En 1915. — Du Travail.

En 1916. — De l'Organisation professionnelle.

En 1917. — Du Socialisme.

En 1918. — Des Responsabilités sociales.

En 1919. — Du Travail féminin.

De plus, le quatrième dimanche de chaque mois est consacré à des réunions et cercles d'études auxquels prennent part des propagandistes et déléguées des syndicats.

A l'extérieur de la profession, la Fédération s'efforce de faire connaître également ses idées et son programme. Elle publie un journal mensuel : *La Travailleuse*, qui tire à plus de 7.000 exemplaires et agit par ses tracts, réunions, causeries. Par son bureau de documentation, elle est en rapport avec de nombreuses organisations de tous genres. D'autre part, chaque année, un Congrès étudie un des problèmes sociaux actuels, et les vœux résumant ses travaux sont envoyés au ministère du Travail et au Parlement. En 1910, 11, 12 et 13, l'on s'est occupé de la loi sur le minimum de salaire pour le travail à domicile ; en 1916 et 17, du travail des femmes dans les usines ; en 1918, de la semaine anglaise ; en 1919, de l'enseignement professionnel ; en 1920, du salaire familial.

La Fédération continue à se développer régulièrement. 23 syndicats nouveaux s'y sont affiliés depuis janvier 1920. Les Unions régionales et professionnelles adhèrent à celles de la C. F. T. C. ; elle est, d'autre part, en rapports constants avec les groupements professionnels étrangers (Amérique, Angleterre, Belgique, Hollande, Italie, Espagne, Suisse) et se tient au courant du mouvement social hors de France. Enfin, à côté des syndicats, il a été créé en 1912 la Confrérie de Notre-Dame-du-Travail, réminiscence des anciennes organisations à qui les catholiques sociaux veulent emprunter ce qui leur semble capable d'améliorer la vie de la profession. Elle comporte des pratiques religieuses, messes en particulier, suivies en commun, et des pratiques charitables, telles

que visites aux membres malades. Des avantages matériels sont également fournis par elle : layettes aux enfants nouveaux-nés, facilités d'entrée dans certains hôpitaux et maisons de convalescence.

*B. — L'Union Centrale des Syndicats professionnels
féminins...*

Les armes et la devise de l'Union Centrale des Syndicats professionnels féminins : ruche en travail surmontée d'une banderolle où s'inscrit « Vive labeur ! », sont entre toutes parlantes et appropriées. C'est un exemple parfait de ce à quoi peut parvenir l'effort patient soutenu par une conviction puissante, que la vie de cette association de sa naissance à nos jours.

Les syndicats qui la composent ont leur origine, en 1902, dans le groupement de quelques travailleuses pour la défense de leurs intérêts sous le régime de la loi de 1884. Le 14 septembre 1902, il se constituait trois organismes de ce genre, qui réunissaient 48 adhérents. C'étaient les Syndicats des Dames employées du commerce et de l'industrie, des Ouvrières de l'Habillement et des Institutrices privées. En 1919, le nombre des syndicats était monté à neuf, comptant respectivement : institutrices, 3.000 membres ; dames employées, 12.000 ; ouvrières, 5.000 ; gens de maison, 1.500 ; garde-malades, 150 ; maîtresses ménagères, 100 ; sténo-dactylographes, 1.179 ; ouvrières d'usine, 700 ; de l'industrie textile, 600, soit au total plus de 24.000. Au début de 1920, il s'est fondé deux syndicats nouveaux : celui de la parfumerie.

merie et celui de la blanchisserie, et l'effectif d'ensemble avait, au milieu de cette année, dépassé 27.000.

Le siège social de toutes ces associations avait été établi 6, rue de l'Abbaye ; c'est là également que se constitua, le 13 juin 1906, l'Union Centrale, le besoin se faisant alors sentir de la coordination de tous ces efforts pour une action plus féconde. C'est cette dernière, en particulier, qui devait prendre à sa charge la propagande dans la région parisienne et en province et la création de sections, aujourd'hui au nombre de 120, destinées à mettre facilement les divers services à la portée de toutes les syndiquées. Enfin, sous l'impulsion de la C. F. T. C., l'on cherche pour l'instant à lier d'une façon plus intime le mouvement féminin de la rue de l'Abbaye à celui de la rue de Sèze. Diverses combinaisons sont à l'étude et déjà le principe a été adopté d'une Commission formée de déléguées de l'une et l'autre Union qui établira entre elles un contact permanent.

L'admission dans les divers syndicats de la rue de l'Abbaye est subordonnée à un certain nombre de conditions qui se trouvent chez tous les autres, telles que faire partie de la profession, adhérer aux statuts, payer un droit d'entrée ; de plus, l'on trouve une stipulation particulière qui est la nécessité pour toute postulante d'être présentée par deux membres. C'est ainsi qu'une surveillance est exercée sur le recrutement de ces associations. Et c'est pourquoi, à part le Syndicat des Dames employées, qui, à l'imitation de celui de la rue Cadet, exige de ses adhérentes d'être notoirement catholiques, ce mot ne figure pas dans les statuts de la rue de l'Abbaye, ce qui n'empêche pas la doctrine sociale de cette Union d'être toute d'inspiration chrétienne.

Moyennant une cotisation de 6 francs par an et quelques prestations particulières, les syndiquées bénéficient des avantages que leur procurent les divers services organisés par les syndicats. Le placement, en premier lieu, est très prospère, facilité par le bon renom de la rue de l'Abbaye. En 1918, 2.000 employées et ouvrières ont trouvé emploi de cette manière.

Pour les achats des adhérents, fonctionne une coopérative installée 47, rue Bonaparte, qui, jusqu'ici, fournit surtout les denrées de première nécessité, telles que charbon, vin, pommes de terre. Elle permet à une famille moyenne de réaliser 100 à 200 francs d'économies annuelles. D'autre part, certaines maisons de commerce ayant traité avec le syndicat accordaient à ses membres des escomptes allant de 3 à 15 0/0, qui sont remboursées à l'administration sur présentation de factures acquittées, puis par elle aux acheteurs. Enfin, des restaurants féminins fonctionnent pour les syndiquées, en particulier à l'Ecole ménagère du 5 de la rue de l'Abbaye, et des maisons de famille nouvellement ouvertes reçoivent les isolées.

La mutualité est aussi largement assurée. Une société de secours mutuels est adjointe à chacun des syndicats et assure, en cas de maladie, les soins gratuits du médecin, les médicaments et une indemnité journalière. Une Caisse de chômage fonctionne également, ainsi, depuis 1907, qu'une Caisse mutuelle de retraite alimentée par des cotisations, variables selon la situation de chacun, et pour un quart par l'apport de l'Etat. Pour avoir droit à la retraite, il faut n'être pas âgée de plus de 45 ans lors de son premier versement et verser pendant au moins 15 ans.

Du point de vue de l'instruction professionnelle et sociale, le syndicat agit par l'organisation de bibliothèques, où des ouvrages traitant de ce genre de questions sont mis gratuitement à la disposition des adhérentes, qui peuvent les emporter à domicile ; par des conférences, des cours spéciaux terminés par des délivrances de diplômes : il y en avait 30 en 1918, avec 3.000 auditrices, et 800 diplômes ont été décernés. Un périodique, la *Ruche Syndicale*, paraît tous les mois ; il s'y ajoute une brochure trimestrielle. Des cercles d'études sont destinés à la formation de propagandistes.

L'Union Centrale a exercé, à l'extérieur de la profession, une action suivie auprès des pouvoirs et de l'opinion. Elle entretient deux délégués au Conseil supérieur du Travail, un autre à la Commission municipale de Paris. Dans l'élaboration de toutes les lois sociales, sa voix se fait entendre auprès des Commissions parlementaires, et elle est intervenue lors de la préparation des lois sur le repos hebdomadaire, en 1906 ; sur le minimum de salaire dans la couture, en 1915, sur la semaine anglaise, en 1917. Cette action est particulièrement intéressante vis-à-vis du contrat collectif, dont l'importance grandit chaque jour dans l'esprit de l'ouvrier et du législateur. Pour le syndicalisme catholique, dont le but est l'amélioration des conditions de la production, sur les bases de la société actuelle, dans la paix et dans la concorde, la convention collective est le moyen normal de réglementation du travail. L'on y reviendra lorsqu'il sera traité de l'organisation professionnelle, l'aboutissement désiré par les catholiques sociaux pour leur longue suite d'efforts. L'on constatera seulement ici la part active prise par les syndicats de la rue de l'Abbaye dans la rédaction

d'un certain nombre de ces accords. C'est ainsi qu'ils sont intervenus dans l'élaboration des conventions collectives de la couture (16 et 17 mai 1919 et 9 mars 1920), de la banque (1919), de la parfumerie (1919) et de la chemiserie (24 mai 1919) pour la région parisienne, de la couture à Marseille (20 et 24 novembre 1919) et du commerce au détail de la Gironde (9 janvier 1920). L'on trouve dans ces contrats des clauses concernant la plupart des questions d'intérêt pressant pour la vie ouvrière, telles que salaires minimum, indemnité de vie chère, durée de travail, délai-congé, maladie, salaire des femmes en couches, vacances. Un certain nombre d'entre eux sont périodiquement renouvelables, ce qui est nécessaire en toute justice, particulièrement en une époque où les conditions du travail subissent des fluctuations aussi brusques et aussi vastes que dans la nôtre. Et l'on voit là une amorce de ce que pourrait être, selon la doctrine sociale catholique, le fonctionnement de la production dans la profession organisée d'après ses principes : l'entente constamment renouvelée entre les classes productrices, s'adaptant à toutes les situations et solutionnant pacifiquement tous les problèmes qui naîtraient.

C. — Les Syndicats catholiques féminins de l'Isère

Parmi les mouvements syndicalistes féminins d'inspiration catholique, et pour ce qui concerne la province, l'on indiquait plus haut comme méritant une place à part celui qui s'est produit dans le département de l'Isère. Là, comme souvent ailleurs, l'on en reparlera à propos des syndicats

ouvriers de la rue Cadet, l'association catholique est née des excès et des déconvenues de l'association révolutionnaire. C'est à Voiron, petite ville de 15.000 âmes, à cinq lieues de Grenoble, centre industriel très important surtout par ses tissages de soieries, que s'est faite cette fondation. En février 1906, une propagande organisée par la C. G. T. commença à fonctionner dans cette région en faveur de la création de syndicats socialistes, jusque là inexistants. Très rapidement, par le moyen de l'affiche et de conférences bien organisées, des résultats importants étaient obtenus et les ouvriers, en grand nombre, apportaient leur adhésion et leur cotisation aux organisations naissantes. Puis, dès que les meneurs jugèrent leurs troupes assez solides, ils déclanchèrent la lutte contre le patronat, en la basant sur des revendications plus ou moins légitimes. Ce fut la grève révolutionnaire, avec son cortège habituel de violences et de désordres : défilés tumultueux, pillages, débauchages par la force, et l'on vit le mouvement s'étendre à un certain nombre de corps de métier de la contrée.

Cependant, au cours des essais de conciliation tentés par les patrons, il apparaissait clairement que les chefs ouvriers ne cherchaient pas l'entente, mais la prolongation et le développement des troubles, selon le programme bien connu qui, par la grève générale, prétend conduire le peuple à la révolution. Mais les grossières ficelles de cette machination apparaissaient alors trop bien à cette population dauphinoise, fine et intelligente. Quelques ouvrières révoltées cherchaient un moyen de lutter contre cette agitation désastreuse pour les travailleurs. Quatre d'entre elles se réunissaient secrètement dans une maison amie et jetaient les

bases d'une action commune. A la réunion suivante elles étaient 8, puis 16, puis 30, ayant à leur tête M^{lle} Poucet, qui devait être la directrice de l'œuvre prospère qui naquit là. L'on décidait de s'appuyer sur la loi de 84, volontairement ignorée jusque là de trop de catholiques. Et le 5 juin 1906, à la reprise du travail, le premier syndicat catholique était fondé, pour le tissage de la soierie, à l'effectif de 340 membres.

Dès qu'il fut bien constitué, il s'occupa de mener une active propagande pour la constitution d'autres groupements animés du même esprit. C'est danc ce but qu'un journal mensuel, *La Voix professionnelle*, avait été créé dès le début. Grenoble, le grand centre industriel voisin, était l'objet des premiers efforts des propagandistes, et, le 30 décembre 1906, y naissait le Syndicat de la Ganterie. Au cours des années suivantes, les villes de Vizille, Chabons, La Tour-du-Pin, Bourgoin, Le Grand-Lemps, Rives, Saint-Marcellin, voyaient se former chacun un syndicat catholique, puis, dans la plupart d'entre elles, d'autres associations étaient essayées par la première. C'est ainsi qu'à Voiron apparaissaient les Syndicats de l'aiguille, du ménage, de la papeterie, de la métallurgie, à Grenoble ceux de l'aiguille, des employées de commerce, de la métallurgie, et ceux de l'aiguille à La Tour-du-Pin, à Bourgoin, au Grand-Lemps et à Rives. Enfin, une Fédération départementale était constituée : l'Union fédérale des Syndicats libres de l'Isère, ayant son siège social 7, place Saint-André, à Grenoble, et affiliée à l'Union des Travailleurs chrétiens du Sud-Est. Cette Fédération de l'Isère compte aujourd'hui 49 syndicats, représentant 10 professions et comprenant 5.500 travailleuses.

La doctrine des syndicats de l'Isère est la doctrine sociale catholique. Ils l'ont exprimé dans une déclaration dont le texte, définitivement arrêté en 1909, est annexé à leurs statuts. Elle est divisée en onze paragraphes ; le premier, intitulé « Définition », pose le but strictement professionnel de l'association ; le deuxième, « Principes », indique que, toute question sociale étant à la fois morale et religieuse, la neutralité syndicale ne peut exister. D'où choix par le groupement de la doctrine sociale catholique lui imposant le respect de la religion, de la famille et de la propriété et la condamnation « du principe de la lutte des classes, de l'action directe, de l'atteinte à la liberté du travail, du sabotage et du boycottage ». Le paragraphe 3, « Recrutement », affirme la nécessité de l'unité de convictions religieuses. Le paragraphe 4, tout en prescrivant l'indépendance du syndicat, autorise son union temporaire avec des associations neutres ou socialistes, dans un cas déterminé qui ne peut être qu'une revendication légitime. Le paragraphe 5, « Formation », traite de l'instruction des membres. Le paragraphe 6, « Capital et Travail », exprime les idées syndicales quant à l'organisation professionnelle : « Pour trancher les différends, éviter les conflits et collaborer au progrès industriel et corporatif, les syndicats libres doivent tendre à établir l'entente entre le capital et le travail par l'établissement de Conseils d'usine, de Commissions mixtes, de Conseil de Travail et de tout organe permanent d'entente, d'arbitrage et de conciliation. Ils doivent encore favoriser la conclusion des contrats collectifs de travail partout où l'organisation professionnelle fournit au patronat des garanties morales et matérielles suffisantes ». Le paragraphe 7, « Salaires ».

complète le précédent en préconisant un régime de salariat amélioré par l'organisation de la profession. Le paragraphe 8, « Grèves », admet la grève comme ultime moyen de satisfaction après épuisement de toutes tentatives de conciliation ; il l'entoure de garanties de son but strictement professionnel. Le paragraphe 9, « Intervention législative », accepte l'intervention de l'Etat pour seconder par des lois sociales les efforts syndicaux. Le paragraphe 10, « Profession », encourage l'apprentissage et l'enseignement professionnel, prescrit le remplacement par le syndicat des intermédiaires dans le travail à domicile. Le paragraphe 11, « Œuvres annexes », préconise la mutualité. L'action des syndicats catholiques de l'Isère a été effectivement basée sur ces principes. En tête de leurs statuts sont inscrites ces clauses d'admission : 1° être catholique ; 2° assister à une messe annuelle célébrée à l'occasion de l'Assemblée générale ; 3° assister aux funérailles religieuses. Ces convictions affirmées, l'on est passé aux réalisations. La première préoccupation des syndicats a été l'amélioration du travail à domicile, essentiellement féminin, parce que « seul il garantit les obligations domestiques de la femme ». Dans ce but, ils ont mené, de 1911 à 1915, une campagne intense contre les salaires de famine qui amenaient la désertion de ce travail à domicile. Ainsi, ils apportaient leur part à l'élaboration de la loi du 10 juillet 1915 sur le minimum de salaire dans l'industrie du vêtement. Puis ils donnaient une collaboration active à son application et la presque totalité des membres ouvriers des Comités de salaires et d'expertises étaient choisis dans leurs rangs.

D'autre part, ils agissaient dans les moments de crise en

se faisant pourvoyeurs de travail. En 1909, lors d'un chômage prolongé de l'industrie grenobloise de la ganterie, ils ouvraient une entreprise de couture de gants de fil, occupaient toutes les chômeuses et leur fournissaient les machines à coudre à prix réduit. Quand vint la guerre, dès septembre 1914 les syndicats organisèrent tous des ateliers de chômage qui fonctionnèrent si bien qu'ils furent adoptés par l'autorité préfectorale et par les municipalités comme ouvroirs officiels. Dès septembre 1915, l'Intendance leur passait de nombreux marchés de fournitures militaires. Dix-neuf organisations de ce genre, pour le travail à domicile, distribuèrent ainsi à 5.000 ouvrières, sans distinction d'opinions, plus de 4 millions de salaires, tandis que le salaire minimum horaire était progressivement porté de 0 fr. 30 à 1 fr. Détail piquant : les syndicats socialistes s'en étaient remis à ces ouvroirs du soin de fournir de l'ouvrage à leurs adhérents et l'avaient annoncé dès octobre 1914. Ces entreprises ont continué à fonctionner à la fin des hostilités pour aider les ouvrières désirant travailler à leur foyer. Elles sont au nombre de 12 et ont distribué plus d'un demi-million de salaires depuis la guerre. Les syndicats libres ont d'ailleurs entrepris une active propagande pour le développement du travail féminin à domicile. Dans ce but, ils s'efforcent de répandre les petites installations de force motrice destinées à actionner la machine à coudre ou à permettre l'organisation de l'atelier familial dans le textile. Le pays grenoblois, favorisé sous le rapport de la houille blanche, permettra sans doute d'obtenir dans cette voie des résultats intéressants.

Cependant, comme le travail en atelier est une nécessité

aujourd'hui encore, les syndicats de l'Isère se sont attachés à l'améliorer par un effort patient. Dès 1907, les groupements de tissage formulaient leur programme de revendications, qui comprenait la journée de huit heures, la semaine anglaise et la réforme de l'apprentissage. D'autre part, conformément à leur doctrine de conciliation, ils s'adressaient à la classe patronale et lui demandaient de se grouper pour l'étude des questions pendantes. Ainsi, le 18 octobre 1917 à La Tour-du-Pin, et le 31 décembre de la même année à Voiron, ils provoquaient des réunions de patrons et ouvrières pour l'examen de la semaine anglaise et du tarif minimum. Et c'était l'amorce d'un syndicat patronal comptant actuellement plus de 250 patrons tisseurs de la région lyonnaise, représentant 20.000 métiers. Une Commission mixte fut fondée et put traiter efficacement les questions essentielles. Ainsi la semaine anglaise reçut application dans 72 usines sur 120 ; la journée de huit heures commença de fonctionner dès le 1^{er} juin 1918, avec repos de l'après-midi du samedi, puis un tarif minimum des prix de façon entra en vigueur à partir du 1^{er} mars 1918 et fut plusieurs fois relevé, après étude de la Commission mixte. Cette Commission étudie à l'heure présente d'autres réformes, telles que sursalaire familial, primes à la production, organisation scientifique du travail, organisation de l'apprentissage, dont certaines sont en voie d'application.

La mutualité a été également l'objet des préoccupations des syndicats de l'Isère. L'assurance contre la maladie a reçu leurs premiers soins : vingt Caisses fonctionnent à cet effet, groupant 3.200 membres. Elles donnent aussi des primes de maternité allant jusqu'à 400 francs par naissance.

Pendant la guerre, elles créèrent l'Œuvre des Veuves, qui a distribué des secours pour la somme de 48.757 francs. Elles sont fédérées en Union départementale. Une Caisse de grève a été créée par les syndicats, ainsi que des Caisses de retraite pour la vieillesse et des Caisses d'épargne. Enfin, une coopérative de consommation comprend 4 succursales et compte 400 actionnaires.

L'instruction nécessaire pour la formation de l'élite par laquelle toute œuvre vit, a été une des préoccupations essentielles de ces associations, dès leur début. Dans 25 secrétariats fonctionnent des cours techniques pour 13 catégories d'enseignement : coupe, confection, couture, raccommodage, soierie, calcul, français, comptabilité, langues étrangères, enseignement ménager, sténographie, dactylographie, solfège. Une école professionnelle de soierie est établie à Voiron, une école de ganterie à Grenoble ; elles reçoivent des subventions patronales.

D'autre part, la formation économique et générale des syndiquées est recherchée par tous moyens. L'année dernière, par les soins des syndicats libres, il a été fait des cercles d'études dans trente centres différents, tenu 345 réunions avec conférences, tiré 17.000 tracts, 5.500 brochures et 66.000 exemplaires du journal *La Voix professionnelle*.

D. — Des Syndiats mixtes de l'Aiguille

Il est une organisation féminine qu'il y a lieu de mentionner parmi les groupements catholiques, parce qu'elle est un des rares représentants du type mixte qui ait subsisté

au milieu d'eux. C'est le Syndicat de l'Aiguille, qui porte en sous-titre « Association professionnelle mixte de patronnes, employées et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions annexes » : Fondé à la fin du siècle dernier, il est basé sur ce principe que « les intérêts généraux d'une profession sont communs aux unes et aux autres et, par conséquent, doivent être étudiés et défendus dans un esprit de solidarité qui permet une entente équitable ». C'est d'ailleurs, on l'a déjà affirmé, la doctrine du syndicalisme catholique tout entier. Il n'y a là qu'une différence d'appréciation sur l'organisation la plus favorable à faire régner cet esprit de solidarité.

Quoi qu'il en soit, le Syndicat de l'Aiguille a eu jusqu'ici des jours prospères. Ses divers services, la plupart installés au siège social, 35, rue Boissy-d'Anglas, ont une marche régulière. L'on retrouve ici la plupart de ceux qui fonctionnent à côté des organisations déjà examinées : placement, Caisse de prêts gratuits, Caisse de secours, de chômage, maison de famille pour les jeunes filles de moins de vingt-cinq ans, restaurant. En outre, il vient d'être organisé un nouveau service, destiné aux ouvrières isolées et ayant passé l'âge où elles sont reçues dans la maison de famille. C'est celui des groupements familiaux, particulièrement utile en cette époque de crise de l'habitation. Dans deux maisons ouvrières, à Vaugirard et à Ménilmontant, le syndicat, par entente avec les propriétaires, s'est assuré la disposition d'un étage, distribué à sa convenance. Il y a fait établir un type de chambre saine, possédant une large fenêtre, une cheminée et un cabinet de débarras. Sur le palier se trouve une salle de réunion chauffée et éclairée et une

cuisine avec plusieurs fourneaux à gaz. Dans la maison existe une salle de bains dont chaque locataire peut disposer périodiquement, et un lavoir. Une personne déléguée et logée par le syndicat a la charge de veiller à l'entretien des salles communes et à l'observation du règlement du groupement. Cette organisation permet de loger les syndiquées à des prix variant suivant la grandeur du local occupé par elles, mais toujours extrêmement réduit, puisque le loyer minimum est à l'heure actuelle de 264 francs par an. Il y a là une tentative intéressante de solution de la question du logement ouvrier, si aigüe ; c'est encore un très modeste début, et cela même n'est pas à la portée aujourd'hui d'associations disposant de moindres ressources. Néanmoins, c'est un ordre d'idées où l'action syndicale peut avoir un vaste champ, et une des améliorations les plus nécessaire qu'elle peut entreprendre pour la condition des travailleurs.

Le Syndicat de l'Aiguille ne semble pas devoir s'étioler et disparaître, comme l'ont fait beaucoup de syndicats mixtes. Les services, diminués par la guerre, reprennent un fonctionnement facile, témoin le restaurant qui a servi, en 1919, près de 57.000 repas. D'autre part, il existe en province des groupements du même genre, nés de l'exemple de celui de Paris, entre autres à Brest, Angers, Bourges, Cherbourg et Nice. D'autres sont actuellement en formation et la propagande de l'association parisienne continue à s'exercer avec succès. Enfin, une Union des Syndicats mixtes féminins a été constituée et semble destinée à vivre sans peine.

CHAPITRE III

LES SYNDICATS OUVRIERS DE LA RUE CADET

Le groupe de syndicats qui sera examiné à présent, bien que plus récent, est peut-être celui qui offre aujourd'hui l'intérêt le plus grand, parce que l'on va se trouver ici en présence d'un milieu très vivant, d'un centre d'activité intense d'où peut naître, pour le syndicalisme catholique, une puissance matérielle hors de proportion avec celle qu'il a connue. Ce sont les groupements ouvriers qui ont leur siège social au 5 de la rue Cadet, dans l'immeuble du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, qui leur a prêté son appui et dont ils professent la doctrine. Ils n'ont pas derrière eux une longue existence. Il est vrai que, dès 1918, il s'était fondé quelques syndicats ouvriers avec l'aide du S. E. C. I., mais, pour des causes diverses, ces organisations n'avaient pas réussi et devaient disparaître pour la plupart. La création effective des associations ouvrières actuelles s'est faite beaucoup plus tard, aux environs de 1910. L'on trouve, à la veille de la guerre, des syndicats catholiques dans la bijouterie, la métallurgie, l'imprimerie, le bâtiment, l'ameublement, l'alimentation, l'habillement et

les produits chimiques. Ils possèdent déjà un organe mensuel, l'*Echo des Syndicats*, et ont réalisé des créations intéressantes, telles la Commission mixte du bâtiment. Puis le cataclysme est venu ralentir leur jeune existence. C'est véritablement depuis la fin de cette période de bouleversement que le syndicalisme ouvrier catholique a commencé de prendre une importance indéniable, et il voit aujourd'hui les possibilités les plus vastes pour son action professionnelle.

C'est en effet dans le milieu ouvrier que l'association peut et doit avoir l'influence la plus grande, c'est là qu'elle trouve le personnel le plus nombreux, le plus facile à grouper, et c'est là aussi qu'elle est à même de rendre le plus de services. Or, jusqu'ici, il faut le reconnaître, l'effort des catholiques sociaux n'avait pas obtenu grand résultat dans cet ordre d'idées. Et cela tenait à des raisons surtout historiques. L'on a déjà indiqué que le syndicalisme, à ses débuts, n'était pas regardé d'un œil favorable par le monde catholique. Ce terme éveillait une foule d'images douloureuses : émeutes, journées sanglantes, barricades, meurtres et incendies, que n'avaient rien fait pour abolir les protagonistes du mouvement désigné. Il nous souvient d'avoir entendu maintes fois, dans la bouche de catholiques convaincus, cette parodie du titre de sociaux, dont s'honoraient certains des leurs : « Sociaux, disaient-ils, ou bien socialos ? ». Si l'on rapporte ce souvenir personnel, c'est qu'il semble qu'une mentalité est peinte en ce mot. Socialisme et syndicalisme sont restés longtemps confondus dans l'esprit de beaucoup, du moins le syndicalisme ouvrier. L'on ne prenait pas ombrage, peut-être, de la même façon, de voir des employés

former association ; mais l'on voyait danger à ce que la partie la plus turbulente de la population s'unit, et par là prit des forces nouvelles pour faire aboutir des revendications insensées, par des violences sans retenue. Aussi les agitateurs de profession avaient-ils la partie belle pour grouper les éléments de désordres par l'appât de promesses faciles. Les premiers syndicats ouvriers se fondaient sur un programme révolutionnaire préconisant l'action directe, approuvant toutes les brutalités. Ce n'était pas spectacle de nature à faire revenir les adversaires du syndicalisme sur leurs préventions premières. La majorité des intéressés d'ailleurs, et parmi eux la plupart des ouvriers catholiques, partageaient cette opinion et se détournaient de ces associations. Beaucoup même de ceux qui y venaient le faisaient contraints, victimes de cette timidité qui fait la force des minorités énergiques qui l'exploitent. Et c'est ainsi que s'est constituée cette Confédération des syndicats rouges, cette C. G. T., conduite d'ailleurs par des hommes souvent actifs et intelligents, mais en dehors de la partie majeure de la classe ouvrière, en particuliers des ouvriers catholiques.

Cependant, il y avait dans l'association, dans le syndicalisme, une nécessité pour les travailleurs dont l'évidence devait s'imposer à la longue à tous ou à peu près, même à ses adversaires les plus convaincus. Il se trouverait peu de gens aujourd'hui pour la nier absolument ; elle est admise par les théoriciens les plus intransigeants de la doctrine libérale la plus intégrale et l'ouvrier la reconnaît, tandis que la vie de chaque jour lui fait toucher du doigt les avantages de l'Union. Les catholiques comme les autres comprennent qu'ils ne peuvent s'en passer, et le bouleversement écono-

mique qui a succédé à la crise de la guerre a posé devant le monde du travail une série de problèmes angoissants que l'initiative individuelle ne saurait résoudre. Aussi, les derniers mois de la guerre et ceux qui ont suivi sa conclusion ont-ils vu se dérouler des événements décisifs pour l'avenir du syndicalisme. La chaude lutte intérieure du printemps dernier est présente à tous les esprits. Il régnait depuis quelques mois, en France comme dans le monde entier, un état de malaise trop explicable par les perturbations que cinq ans d'incendie avaient apportées dans la structure économique de la société. Mutilée par la perte sans précédent de millions de bras, par la destruction de ses outils en masse, par l'usure et l'absence d'entretien des autres, la production industrielle ne fournissait plus qu'un rendement infime en face des besoins du moment. Fait plus grave encore, la terre ravagée sur l'étendue de sept de nos départements et d'une partie notable de la Belgique, le matériel agricole et le cheptel réduits, la culture extensive faite pendant la campagne, rendaient insuffisante à la consommation la production agricole. Et tout cela se manifestait par une gêne à vivre prenant, en peu de mois, des proportions imprévues, se manifestant pour l'individu, pour la ménagère, par une inflation démesurée des prix, que venait augmenter encore le désordre de la circulation monétaire. Si l'on se rend compte, de plus, que chacun était las, que soldats et civils, tous se trouvaient, un peu physiquement, beaucoup moralement, usés par la guerre où ils avaient fait une dépense inusitée d'énergie, et qu'au moment où dans leurs foyers ils croyaient retrouver une vie normale et plus facile, ils se voyaient en face d'un nouvel effort à donner, pour

certaines aussi rude, plus rude peut-être, à la seule fin d'assurer leur existence et celle des leurs, l'on conçoit l'état d'âme qui fut alors celui de la population. Certes, tout le monde n'avait pas perdu à la guerre, et la rupture d'équilibre avait pu profiter à certaines situations particulières, mais la grande masse des travailleurs, ceux qui vivent de leurs bras, les prolétaires, pour user du terme courant, se trouvaient en face de durs moments à passer. Et quand, avec des salaires qui n'avaient pas doublé alors, ils devaient établir leur budget de famille qui, en moyenne, avait triplé, l'on conçoit que le découragement et le désir d'un changement, à quelque prix que ce fut, put pénétrer en l'esprit de beaucoup d'entre eux.

C'est sur ce terrain qui semblait prêt à servir leurs dessein, avoués ou non, que les chefs du mouvement ouvrier révolutionnaire voulurent alors réaliser leur plan de bouleversement social.

Les plus violents, ceux que dans toutes les organisations l'on appelle les extrémistes, attisant la colère que partout l'on voyait couver, groupant les mécontents, leur montrant, dans une action rapide et brutale, le remède à leurs maux, s'emparaient du pouvoir dans la plupart des grands groupements existants : chacun s'en souvient encore à propos de la Fédération des Cheminots. Et c'était dès lors la déclaration de guerre, de guerre sans merci à la société actuelle, par les moyens si souvent préconisés et qui se résument en deux mots : la grève générale. La bataille a été livrée, elle a occupé l'opinion inquiète tout le long du mois de mai 1919. On l'a vue commencer par l'entrée en ligne des travailleurs du rail, puis, derrière cette avant-garde, la C. G. T. faire

donner successivement ses troupes les plus éprouvées. L'on put mesurer du regard l'abîme que côtoyait le pays, et ce fut un salubre spectacle. Devant le danger de la désagrégation imminente, toutes les forces vives nationales sont entrées en jeu, et la grandeur de la défaite de la révolution sociale a pu être pesée par la grandeur des moyens employés par les chefs et par celle de leurs espérances. Les yeux se sont ouverts de beaucoup de ceux qui, par faiblesse ou par excès de souffrance, avaient suivi le mouvement. Ils ont compris que rien de bon ne naîtrait pour eux du désordre et qu'il ne profitait qu'à ceux derrière qui ils marchaient. Et le revirement ne devait pas tarder à se manifester. Le *Temps* du 23 août 1920 en cite un typique exemple. Rendant compte du Congrès tenu la veille par les cheminots de l'Etat qui, en mai, « déclanchaient le mouvement et lui donnaient son caractère révolutionnaire », il constate en premier lieu qu'ils se sont débarrassés de leurs dirigeants extrémistes. Puis, sur 154 syndicats existant sur le réseau, 94 seulement se trouvaient représentés, dont beaucoup n'ont pu même établir le chiffre de leurs adhérents à cette date. Le journal déclarait à juste titre qu'il y avait donc une part notable des cheminots de l'Etat à se désintéresser absolument de l'action de l'Union des syndicats. Dans le même article, des tendances nouvelles sont également constatées au sein d'autres organisations professionnelles d'allure révolutionnaire. Ce sont les dirigeants, cette fois, qui font en quelque sorte amende honorable à propos d'un mouvement pourtant assez prôné naguère : il s'agit du bolchevisme. C'est M. Bartuel, secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol qui, tout en adhérant en principe à la

révolution russe, en fait, entoure son adhésion de tant de réserves qu'il la supprime. Il s'est formé une opinion d'après les descriptions du régime bolcheviste rapportées de Moscou par MM. Frossard et Cachin, qui s'en sont faits les apôtres, et il constate que la dictature russe ressemble « énormément à toutes les dictatures qui s'imposent autrement que par la persuasion d'un groupement sur la masse ». C'est d'autre part M. Merrheim qui fait, dans *l'Information ouvrière*, le procès de Lénine et de ses partisans, et il conclut que l'heure est venue pour le syndicalisme et le socialisme de choisir « entre le déchaînement des haines destructrices comme le veulent, l'enseignent Lénine et son parti dit communiste, ou le travail et l'action de construction du bien-être collectif et social ». Plus récemment encore, le Congrès de la C. G. T., tenu en septembre-octobre 1920 à Orléans, a établi, par la division du parti et l'écrasement des minoritaires, l'échec de la politique suivie jusque là par la Confédération, qui ne change rien sans doute à ses conceptions de la production future telle qu'elle prétend l'instaurer, mais qui doit reconnaître qu'elle a fait fausse route en cherchant à atteindre son but par les moyens qu'elle a employés.

Quoi qu'il en soit, le syndicalisme révolutionnaire a subi une défaite grave et la désaffection de beaucoup des siens. Mais ce n'est pas dire que l'association ait reçu un coup mortel, ni même que ses bienfaits soient jugés moins grands, que sa nécessité semble moins absolue, bien au contraire.

Plus que jamais, parce que la lutte pour la vie est plus âpre qu'elle ne l'a jamais été, parce que l'individu isolé a

moins de poids qu'il n'en a jamais eu dans la société telle qu'elle est organisée, parce qu'il y a beaucoup à faire pour que la vie sociale reprenne son fonctionnement normal, plus que jamais il est nécessaire de s'unir pour tous, en particulier pour l'ouvrier. Il faut qu'il s'unisse pour étudier les moyens propres à lui procurer des conditions suffisantes d'existence et pour faire aboutir les revendications qui en résultent, devant le patronat comme devant les pouvoirs publics. Il faut qu'il s'unisse aussi pour trouver l'aide mutuelle, qui sera toujours utile, car il se présentera toujours des cas où il aura besoin d'être secouru et que la loi ou le contrat collectif n'auront pu prévoir ou pourvoir de remèdes. Mais cette union ne sera féconde que si l'esprit qui l'anime est autre que celui dont les syndicats de la C. G. T. ont été en grand nombre animés depuis leur naissance, esprit de haine aveugle contre tout ce qui existe, recherche du progrès dans le seul établissement d'un ordre de choses utopique.

Or, cet esprit nouveau, du moins à beaucoup de travailleurs, c'est celui dont, depuis cent ans, les catholiques sociaux souhaitent l'avènement, c'est celui qui inspire leurs écrits que l'on citait plus haut, c'est celui dans lequel ont été fondés les syndicats catholiques. Et ces syndicats de la rue Cadet, de récente fondation, naissent au moment propice, au moment où la classe ouvrière fait le bilan des associations où jusqu'ici elle a suivi ses meneurs. Ses yeux s'ouvrent ; elle voit la gêne, elle voit les ruines supplémentaires apportées à l'économie nationale par ces combats sans but vraiment professionnel où elle a été conduite. Elle sait que le syndicat lui est indispensable, mais elle se demande s'il

n'en est pas une autre formule que celle adoptée jusqu'ici.

Cette formule nouvelle lui est présentée et la propagande de la rue Cadet la lui fait connaître tous les jours. Aussi, de tous côtés, se dessine un mouvement en la faveur de ce syndicalisme. Ouvriers catholiques enfin convaincus de la nécessité de l'association, mais aussi syndicalistes désabusés des groupes révolutionnaires, s'enrôlent dans l'organisation qui leur est offerte. L'on voit des syndicats de doctrine catholique se créer, non seulement dans les milieux où d'autres fonctionnent déjà, mais même dans ceux où jusqu'ici les propagandistes n'avaient pu seulement pénétrer ; dans les centres miniers du Midi, au cours d'une tournée récente, ces derniers ont été partout favorablement accueillis, écoutés, et ont recruté des adhésions nombreuses. Et l'on assiste pour l'instant à un véritable foisonnement d'associations ouvrières catholiques. Pour les mois de mai et juin 1920 seulement, l'on peut citer la création de ceux de Cherbourg, Cransac, Pussay, Lillebonne, Bordeaux, Corravillers, Ronchamps et Grenoble. Aussi est-il malaisé de fixer leur situation exacte, car la vérité, à un moment donné, est l'erreur à celui d'après. Dans les grandes lignes, l'on peut indiquer que, pour la région parisienne, il fonctionne à présent dix syndicats ayant leur siège rue Cadet : chauffeurs d'automobile, ouvriers de l'habillement, de l'imprimerie, l'ameublement, travailleurs de la bijouterie, l'alimentation, la parfumerie, les produits pharmaceutiques, syndicats de la métallurgie et du bâtiment. En province, il en existe de toutes sortes de professions, tels celui des mineurs du bassin du Midi ou des dockers et inscrits maritimes de Boulogne-sur-Mer et de Cherbourg. Le chiffre total des adhérents des

organisations de la région parisienne est aujourd'hui de 3.000 environ, et la progression s'accroît.

Les statuts, qui ont été élaborés tous à peu près à la même époque, sont établis sur le même plan, et il suffit de jeter un coup d'œil sur ceux de l'un quelconque des syndicats pour connaître les autres. Ils se composent de cinq titres. Le premier, « Objet, siège social et durée », porte à l'article 1^{er} la nature de la profession, à l'article 2 les divers objets de l'association, qui sont : 1° l'étude et la défense en commun des intérêts professionnels et économiques des sociétaires ; 2° l'institution d'un office de renseignements et d'un bureau de placement gratuits ; 3° la recherche des moyens de perfectionner la valeur professionnelle des membres ; 4° la création d'institutions d'assistance mutuelle et de prévoyance sociale, et notamment d'une Caisse de chômage pour laquelle un règlement spécial sera établi ; l'article 3 porte indication du siège social ; l'article 4 indique que le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Le titre II, « Composition du syndicat », énumère les conditions requises pour en faire partie : profession, âge, paiement du droit d'entrée et de cotisation mensuelle, présentation par deux membres et admission par le Conseil, adhésion écrite aux statuts et observance des règlements, enfin, condition que l'on cite en dernier lieu bien qu'elle figure la troisième dans l'ordre, être catholique ou notoirement catholique. L'on a donc cru nécessaire de spécifier formellement cette règle à la constitution de ces groupements, toujours pour cette raison que leur débuts, pour être prospères, devront être le fait d'une élite. Mais ici l'évolution a été rapide, par suite des progrès qu'ils ont faits très vite, par

suite aussi de la solidité actuelle du syndicalisme catholique, bien constitué basé sur une doctrine fortement établie, formant un tout homogène, où se greffent sans cesse de nouvelles branches, à l'abri des surprises de la tourmente. Et dans certains des syndicats le plus récemment formés en province, dans les centres miniers par exemple, les statuts ne portent plus cette condition de pratique religieuse. Seule l'adhésion est nécessaire aux grands principes directeurs que la religion catholique fournit à ce mouvement social.

Le titre III, « Administration du syndicat », contient les diverses règles : composition du Conseil, attributions, bureau.

Le titre IV institue une Assemblée générale bisannuelle.

Enfin, au titre IV, « Dispositions diverses », figurent certaines prescriptions, telles que élection de domicile à Paris pour les syndiqués, en ce qui concerne toute question relative aux statuts et règlements, les modifications aux statuts, la dissolution du syndicat, la réalisation par le président ou, à son défaut, par le conseiller, après vote du Conseil, des divers actes découlant de la personnalité civile de l'association.

Les services annexes des syndicats ouvriers ne sont pas encore aussi développés que ceux des autres groupements catholiques examinés, par suite de leur courte existence. La mutualité est en voie d'organisation ; les syndicats de la rue Cadet peuvent user d'ailleurs de la coopérative du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie et d'un certain nombre de ses services. D'autre part, une Caisse de chômage a été établie et assure aux syndiqués, dans certaines conditions : arrêt du travail par avarie de machine, chômage

excédant quatre journées consécutives, une indemnité de trois francs par jour. Tout un programme est d'ailleurs élaboré par les syndicats dans le but de remplir le triple rôle qu'ils se proposent, en outre de la défense proprement dite des intérêts professionnels, et qui comprennent le développement de la valeur professionnelle par la restauration de l'apprentissage et l'organisation de cours complémentaires, la lutte contre les accidents de la vie, tels que maladie, vieillesse et chômage, et l'entente avec le patronat pour la solution des difficultés qui peuvent surgir entre employeurs et employés, le règlement des conditions du travail par le contrat collectif et l'application des lois sociales.

Sur ce dernier point en particulier, ils ont abouti à un commencement de réalisation. L'on rappellera dans cet ordre d'idées la Commission mixte du bâtiment. Elle fonctionnait déjà, comme on l'a dit, avant la guerre et continue à travailler régulièrement. L'arbitrage, lui aussi, a été recherché par les syndicats ouvriers et l'on en peut citer un récent exemple, celui qui eut lieu le 27 juillet 1920 à l'usine Brinon, à Pussay (Seine-et-Oise). Les ouvriers de la fabrique de chaussures de MM. Brinon avaient présenté une demande d'augmentation de salaires portant ces derniers à un minimum de 15 francs pour les hommes et de 10 francs pour les femmes. Après pourparlers, l'idée d'un arbitrage fut acceptée des deux côtés et l'on se réunit, le 20 juillet 1920, au siège social de la C. F. T. C., 5, rue Cadet. Etaient présents à cette réunion : M. l'abbé Kohlen, représentant l'évêque de Versailles à qui l'on pensait offrir le rôle d'arbitre ; les patrons de l'usine, MM. Brinon ; des délégués des ouvriers des deux sexes et les secrétaires généraux de la C. F. T. C.

et des syndicats ouvriers. Après avoir discuté dans le calme, les deux parties acceptèrent définitivement de s'en remettre à l'arbitrage de M. l'abbé Kohlen, qui fut rendu le 27 juillet. La sentence décidait que les salaires minima demandés, soit 15 francs et 10 francs, seraient payés aux ouvriers, mais que, pour tenir compte des difficultés passagères de cette industrie, ces nouveaux tarifs n'entreraient en vigueur que le 1^{er} septembre 1920.

Enfin, les syndicats ouvriers catholiques tendent à se grouper en Unions plus vastes, que nécessite déjà leur rapide extension. A l'heure actuelle, trois de ces Unions sont créées : les Fédérations du textile, du vêtement et de la métallurgie ; une quatrième est en voie de formation, celle du sous-sol. Si les Fédérations du textile et du vêtement n'ont pu encore manifester leur existence, celle de la métallurgie fonctionne effectivement. C'est au Congrès National des Travailleurs chrétiens, le 22 mai 1920, que fut décidée sa création, comme d'ailleurs celle des deux premières. Pour répondre au désir de correspondants de province, le Conseil du Syndicat parisien de la métallurgie avait étudié les statuts d'une Fédération. Ils furent adoptés dans la séance du 22 mai par tous les délégués métallurgistes présents, en particulier ceux de Toulouse, Marseille, Bordeaux, Lyon, Besançon, Troyes, Nantes et Cherbourg. L'on y signalera l'article 5, ainsi rédigé :

« Pourront seuls être admis dans la Fédération les syndicats dont les statuts indiquent qu'ils s'inspirent dans leur action de la doctrine sociale catholique. »

Il y a donc là un autre exemple de l'élargissement du recrutement, quand la situation l'autorise, conforme à l'es-

prit du syndicalisme catholique. Les statuts du syndicat originel de la métallurgie parisienne, fondé en 1912, portent en effet comme condition d'admission la nécessité d'être catholique. Huit ans après, se jugeant sûr de pouvoir rester fidèle à ses principes, il ouvre plus large l'entrée de l'organisation issue de lui-même.

Depuis la constitution de la Fédération, son bureau fédéral s'est réuni chaque mois comme il est prescrit par les statuts. Il travaille à développer son action, ainsi qu'à mettre à jour les effectifs qui enflent sans cesse. Une circulaire fédérale est publiée par ses soins depuis le 1^{er} octobre dernier pour servir de trait d'union entre les syndicats fédérés de la métallurgie.

CHAPITRE IV

LE SYNDICAT DES CHEMINOTS ET LA FÉDÉRATION

L'on reviendra maintenant au syndicat catholique des Cheminots de France. Malgré son extrême jeunesse, c'est le premier qui ait eu l'occasion de monter sur la brèche dans une lutte d'enjeu aussi formidable que dans celle de février et de mai 1920, rien moins que la structure même de la société toute entière. Et son triomphe en cette affaire est la meilleure preuve de sa robuste vitalité.

Le Syndicat professionnel des Cheminots de France a vu le jour en avril 1918. Il a été fondé par 200 ouvriers appartenant à l'Union catholique du personnel des chemins de fer, dirigée par le chanoine Reyman, et qui compte 50.000 à 60.000 membres. Il eut à lutter lui aussi contre la méfiance des catholiques vis-à-vis du syndicalisme et ses débuts furent modestes. Son essor date de la fin de 1919 et surtout des incidents du printemps 1920. Ils sont encore présents à tous les esprits et l'on se souvient de la lutte de caractère révolutionnaire engagée en février par la Fédération des Cheminots : grèves et violences, où se laissait entraîner une

partie du personnel des chemins de fer. Dès la première heure, le Syndicat des Cheminots avait pris parti contre ce mouvement et dénoncé son caractère anti-professionnel. Par la parole et par l'exemple du travail, ses adhérents avaient lutté contre lui, menant à leur suite les hésitants en grand nombre. Et leurs efforts, joints à ceux d'autres hommes de bon sens, permettaient de constater dès le 29 février, cinq jours après le début de la grève, que sur tous les réseaux un service important continuait d'être assuré. Le 1^{er} mai suivant, la Fédération des Cheminots, tombée aux mains des extrémistes, reprit la lutte qu'elle voulait cette fois sans merci, le syndicat adopta son effort aux circonstances. Tandis que ses membres continuaient le travail, il organisait une active propagande pour éclairer la profession. Partout il se faisait entendre, très vite il voyait venir à lui, nombreux, les employés désabusés sur les desseins de leurs meneurs, et les adhésions nouvelles affluaient et affluent encore.

Aussi, le chiffre de ses membres, qui était de 2.000 à l'entrée de cette année, dépasse-t-il 10.000 aujourd'hui ; il a augmenté, depuis le printemps dernier, d'un chiffre mensuel voisin de 1.500, et l'on peut escompter qu'il dépassera 20.000 pour la Fédération nouvelle au début de 1921. Le syndicat est affilié à la C. F. T. C. depuis janvier 1920. Les statuts de cette association ont un développement assez considérable provenant de la physionomie particulière que revêt forcément un syndicat dans le personnel des chemins de fer. Il y a là une organisation assez complexe, par suite de l'étendue du milieu auquel elle s'applique et de son compartimentage correspondant à l'existence des divers réseaux,

avec les cloisons trop étanches qui les séparent. D'autre part, le système actuel sera modifié à bref délai par la création, approuvée par l'Assemblée générale du 17 octobre 1920, d'une Fédération. On le résumera néanmoins, et bien que ce soit presque déjà une étude rétrospective, parce qu'il présente certains côtés particuliers et intéressants et qu'il a fait la prospérité de cette importante association.

A l'heure présente, les statuts comportent quatre chapitres. Le premier indique que le syndicat est professionnel et a tous les buts permis par la loi. Le deuxième, « Composition » énumère les conditions exigées des membres. L'on y remarque la nécessité d'être admis par le bureau du Conseil de la section de réseau, sur demande écrite adressée au président du groupe de résidence, et apostillée par deux membres du syndicat. Puis il faut « s'inspirer dans les études et revendications professionnelles des principes de la doctrine sociale catholique ». Cette dernière condition résulte d'un vote de l'Assemblée générale d'octobre 1919. Elle en a remplacé une qui imposait l'obligation d'être notoirement catholique. Viennent ensuite quelques articles sur la démission, la radiation et l'exclusion. Le chapitre III, « Administration du syndicat », est plus étendu. Il énumère les divers organes qui sont :

1° *Un Conseil général* composé de 56 membres nommés par les Assemblées générales des sections de réseau et une Assemblée générale du syndicat comprenant tous les membres du Conseil général, les membres des Conseils de sections de réseau et des membres délégués par chaque groupe de résidence.

2° *Des Sections de réseau* ayant une Assemblée générale où figurent les membres du Conseil de section de réseau, les membres des bureaux des groupes de résidence et des délégués des sections régionales techniques. Cette Assemblée générale nomme un Conseil de section composé de 20 membres. Les articles 23 à 27 définissent les rapports des sections de réseau et des Compagnies ; les Conseils, après avis du Conseil général et des sections techniques régionales, « décide des contrats à passer avec la Compagnie ou avec l'administration sur les conditions du travail ». L'article 26 présente un intérêt particulier. Il dit en effet : « Dans le cas où la Compagnie ou l'administration et le Conseil de section ne parviennent pas à un accord, le Conseil doit proposer à la Compagnie ou à l'administration de soumettre le différend à une Commission arbitrale composée de neuf membres pris en dehors de la Compagnie ou de l'administration et dont trois seraient désignés par les représentants de la Compagnie ou de l'administration, trois par le Conseil de section et les trois autres par les six arbitres déjà nommés, ou, faute d'entente de ces arbitres pour cette désignation, par voie de tirage au sort sur une liste de six membres désignés par moitié par les arbitres de la Compagnie ou l'administration et par ceux de la section syndicale. Dans sa proposition d'arbitrage, le Conseil de section indiquera à la Compagnie ou à l'administration le délai à l'expiration duquel le défaut de réponse sera considéré comme un rejet ». D'autre part, l'article 27 ajoute que : « En cas de refus par la Compagnie ou l'administration de la proposition d'arbitrage ou de la décision arbitrale, le Conseil de section ne peut recourir aux

autres moyens légaux qu'après autorisation du Conseil général et avis favorable de la majorité des Conseils régionaux techniques.

3° *Des Sections régionales techniques.* Ce sont « des organes du syndicat purement consultatifs au point de vue professionnel. Elles sont chargées de la propagande. Le nombre et l'étendue territoriale des sections régionales techniques ne sont pas limités. Autant que possible, chaque section de la région devra s'en tenir aux divisions administratives adoptées sur le réseau ». Un autre article indique que « les membres des sections régionales techniques se réunissent au moins une fois par an, en février, pour examiner en commun les études faites dans les sous-sections techniques et coordonner les résolutions à soumettre aux délibérations de l'Assemblée de section de réseau ou du Conseil général. A cette Assemblée, il sera nommé annuellement un bureau... Le bureau de la section régionales technique a pour attribution principale l'organisation de la propagande de la région ».

4° *Des Sections locales, dites groupes de résidence.* « C'est un organe créé pour faciliter le développement du syndicat, rattaché administrativement aux sections de réseau ». Il ne peut y en avoir qu'un par localité, sauf à Paris et dans les endroits où aboutissent des lignes d'administrations différentes. Il y a une Assemblée générale du groupe chaque année, au mois de mars.

Le chapitre IV, « Dispositions générales », renferme un certain nombre de prescriptions concernant les réclamations isolées, l'administration des biens, les actions en justice, l'organisation de la mutualité par les divers échelons, les

comptes, la réunion des Assemblées, la constitution des Conseils et l'interdiction des discussions politiques et religieuses dans toutes les réunions du syndicat.

Etant donnée la brièveté de son existence et les circonstances mouvementées parmi lesquelles elle s'est écoulée depuis son début, le Syndicat des Cheminots a accompli jusu'à ce jour essentiellement une œuvre professionnelle, c'est-à-dire que, dès sa naissance, se trouvant jeté dans la lutte, il a tendu toutes ses forces pour mener le combat, combat pour la satisfaction des revendications qu'il jugeait légitimes, puis, après leur succès, combat contre les fauteurs de désordre et d'anarchie. Cela, joint à la propagande qu'il a conduite dans la profession, a pris tous ses moyens et ne lui a pas laissé jusqu'ici le loisir de s'occuper effectivement de créations annexes, mutualité et services de toutes sortes. Pour l'instant, il peut user de certains services du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, qui lui offre également l'hospitalité dans son immeuble de la rue Cadet. Le Syndicat des Cheminots s'est attaché d'abord à ce qui était le plus pressant, c'est-à-dire de lutter contre le désordre : c'est la partie négative de son action. On l'a retracée pour 1920. Déjà, en 1919, il s'était opposé à la grève que la Fédération voulait déclancher le 21 juillet, et le siège social avait fait répandre dans tous les réseaux une vigoureuse protestation contre les agissements de la C. G. T. Il y prenait à partie les prétextes invoqués par les agitateurs : démobilisation rapide, amnistie, cessation de l'intervention en Russie, vie chère, et n'avait pas de peine à démontrer qu'ils n'avaient rien à faire avec une grève dans les chemins de fer. De son côté, le groupe de Paris avait protesté contre

elle dans sa réunion du 10 juillet, et, de tous les points de la France, le syndicat était informé que ses adhérents travaillaient à la faire avorter, ce qui eut lieu.

Pour son action positive, c'est celle qui a concouru d'une part à l'établissement de nouvelles échelles de traitement, de l'autre à l'élaboration du statut du personnel, déposé au printemps 1920 par le gouvernement.

D'après la loi de finances du 8 avril 1910, il doit être publié tous les cinq ans un tableau présentant pour les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat, rémunérés au mois, les échelles ou les taux de traitement. Une autre loi de finances, du 23 avril 1905, prescrit aux différents ministères de fournir chaque année un relevé des fonctions de toute nature rétribuées en tout ou partie sur le budget de l'Etat. Or, après la guerre, le changement des conditions de la vie a amené les diverses organisations de cheminots à réclamer des améliorations, en particulier dans les salaires, et elles se sont appuyées sur les lois précitées pour établir de nouvelles échelles de traitement et un nouveau « relevé des fonctions », un regroupement jugé plus approprié, et pour demander aux pouvoirs publics de les consacrer.

Le Syndicat des Cheminots, malgré sa jeunesse, a pris la cause en main et proposé des tableaux de fonctions et de traitements qui figurent dans le numéro de novembre 1919 du *Cheminot de France*, son organe de presse mensuel. Le salaire de base adopté pour l'établissement des échelles était celui que la Chambre des Députés avait admis pour les fonctionnaires par le vote d'un projet de loi en fin 1919, c'est-à-dire 3.800 francs. Ces modifications étaient d'ailleurs récla-

mées non seulement pour le réseau de l'Etat, mais pour tous les autres.

Le gouvernement, devant ce mouvement qui se manifestait d'une façon générale dans le milieu des chemins de fer, décidait alors de nommer une Commission, dite Commission Tissier, chargée d'établir les nouvelles échelles et la répartition des emplois. Elle se mettait à l'œuvre, et, dès février 1920, le Syndicat des Cheminots pouvait annoncer à ses adhérents, dans une proclamation à eux adressée contre la grève imminente et intitulée « Chacun à son poste », que le principe du traitement de début à 3.800 francs était accepté. Le 26 mars, enfin, les tableaux complets préparés par la Commission étaient publiés. Il était également décidé que les différends qui persisteraient entre un réseau et ses agents seraient soumis à des Commissions paritaires, et les difficultés de portée générale à la Commission centrale (Commission Tissier). L'on est entré maintenant dans la voie de l'application. La mise en échelle devait être terminée le 31 mars 1920, la fixation du taux de l'indemnité de résidence le 1^{er} octobre, et les arbitrages qui en résultent sont en cours devant les Commissions paritaires.

Quant au statut du personnel, réglementant toutes questions concernant le recrutement, les sanctions, l'avancement, la représentation des employés, tout ce qui les concerne en un mot en tant que faisant partie de la profession, il était de longue date l'objet des revendications des groupements des chemins de fer. Le Syndicat des Cheminots l'avait réclamé dès ses premiers jours, témoin ce numéro de son journal de mai 1919, où la question est déjà posée et un règlement demandé qui délivrât l'employé des incertitudes

de toutes sortes où il se trouvait sur son avenir professionnel. Satisfaction a été donnée par le gouvernement à ces réclamations par le dépôt mentionné d'un projet de statut qui ne contente pas entièrement sans doute les intéressés, mais qui est une base utile de discussion. A la suite de l'Assemblée générale du 27 juin 1920, le Syndicat des Cheminots a adressé à M. le Ministre des Travaux publics un rapport contenant les observations qu'il croit utiles de faire et les modifications qu'il désire voir apporter au projet, et offert sa collaboration pour la revision qui s'impose.

L'Assemblée générale du 17 octobre 1920 est venue modifier sensiblement l'organisation des cheminots qui vient d'être examinée. Comme on l'a déjà indiqué, elle a substitué au Syndicat National une Fédération de Syndicats ou Unions de Syndicats rendue nécessaire par l'ampleur qu'avait prise le mouvement d'association dans le milieu des chemins de fer et en dehors des groupements révolutionnaires.

La Fédération ainsi créée a été établie dans un esprit très large. Comme l'on s'en rendra compte par l'examen de la déclaration de principes qui précède ses statuts et de ces statuts eux-mêmes, les préoccupations confessionnelles ont été entièrement bannies de cette constitution. Les mots catholique, chrétien ou doctrine sociale catholique ne figurent plus nulle part ici. Ne sont plus considérées en aucune façon la pratique ni les idées religieuses des membres. Mais la Fédération trouve pourtant place dans le syndicalisme catholique français parce qu'elle adhère à la C. F. T. C., donc à sa doctrine, et parce que les principes doctrinaux exprimés par elle pour servir de base à son action ne sont

pas autres en fait que ceux de la doctrine sociale catholique.

Ce ne fut pas d'ailleurs sans discussions animées que cette Assemblée du 17 octobre vota l'adhésion à la C. F. T. C., qui orientait bien nettement la Fédération dans la voie frayée par le Syndicat des Cheminots. Les représentants de certains groupements, en particulier de l'Est, vinrent déclarer que cette adhésion amènerait le retrait de leurs organisations, que leur mandants leur en avait fait une obligation absolue. Néanmoins, elle fut votée à la forte majorité de 109 voix contre 5 et 19 abstentions, et si quelques délégués de l'Est se retirèrent, ce fut le petit nombre, même parmi ceux de ce réseau.

Cette question une fois réglée, la discussion et le vote des différents articles se poursuivit dans le calme, et la séance fut terminée par l'adoption à l'unanimité d'une décision portant que l'existence légale de la Fédération partirait du 1^{er} janvier 1921.

L'exposé de principes précédant les statuts adoptés le 17 octobre 1920 débute ainsi :

« La Fédération des Syndicats professionnels des Cheminots de France et des Colonies cherche à réorganiser le monde des travailleurs des chemins de fer dans la justice et la fraternité, sans lesquelles l'ordre ne peut exister. »

« Elle exerce son action uniquement sur le terrain des questions professionnelles, en dehors de toute tutelle patronale, politique ou confessionnelle. »

Ce n'est donc là rien qui s'oppose à la doctrine sociale

catholique. L'exposé des buts de l'association qui vient ensuite : défense des intérêts des adhérents, développement de leur valeur professionnelle, est très semblable à ceux que l'on a rencontrés jusqu'ici.

Enfin, l'on trouve une énumération développant le premier paragraphe des principes sur lesquels la Fédération s'appuiera, et qui sont :

« 1° La légitimité et la nécessité de la propriété individuelle, familiale, corporative ;

« 2° L'accession des travailleurs à la propriété ;

« 3° La limitation du rôle de l'Etat à la protection de l'individu et de la famille ;

« 4° L'impossibilité naturelle de l'égalité absolue ;

« 5° Le respect des droits moraux et physiques des travailleurs de tout âge, de tout sexe et de toute condition ;

« 6° L'attribution d'un juste salaire familial ;

« 7° La réprobation de la lutte des classes ;

« 8° Le respect des idées de chacun ».

Il y a là des idées que l'on a vu défendre, toutes ou à peu près, par les diverses organisations catholiques.

Les statuts sont divisés en quatre chapitres. Au premier, « Constitution, nom, objet, siège social et durée », l'on relèvera l'article 2, indiquant que la Fédération prend le titre plus haut mentionné et qu'elle adhère à la C. F. T. C., et l'article 3, établissant le siège social à Paris, 5, rue Cadet. Dans le chapitre II, « Composition, admissions, radiations », l'article 6 pose que « seuls peuvent être admis dans la Fédération les syndicats dont les statuts s'inspirent de l'exposé de doctrine sociale figurant en tête des présents statuts fédéraux ». D'après l'article 8, « chaque syndicat conserve

son autonomie propre en adhérant à la Fédération ».

Le chapitre III, « Service financier », fixe à 0 fr. 70 par membre la cotisation fédérale.

Le chapitre IV, « Administration », décide que la Fédération comprend uniquement des syndicats de réseau ou des Unions de syndicats de réseau. Il fixe la composition du Conseil fédéral, qui se réunit au moins une fois par trimestre, du Bureau fédéral et du Congrès fédéral, qui se réunit régulièrement une fois l'an, en juin, et chaque fois que les circonstances l'exigent.

A l'article 20, l'on voit que « le Congrès nomme chaque année une Commission de contrôle composée de sept membres chargés de vérifier la comptabilité et les opérations financières du Conseil fédéral ».

Enfin l'on citera l'article 27, ainsi conçu :

« En cas de contestation entre les administrations ou les pouvoirs publics et la Fédération, celle-ci, avant de recourir aux moyens extrêmes, devra déclencher la procédure d'arbitrage prévue par la législation française.

« La grève ne pourra être prononcée qu'après un référendum réunissant l'assentiment des deux tiers des voix ».

Ainsi la Fédération a voulu, comme le Syndicat des Cheminots de France, indiquer dans ses statuts qu'elle considère la conciliation et l'arbitrage comme les moyens normaux de solutionner les conflits.

L'on signalera pour terminer que l'organe du syndicat primitif, *Le Cheminot de France*, demeure celui de la Fédération et que le Conseil général du S. P. C. F. fonctionne comme Conseil fédéral jusqu'au prochain Congrès.

La Fédération va commencer son existence au 1^{er} janvier

prochain. L'on ne peut dire de façon exacte ce que seront à ce moment ses effectifs. Chaque mois, à partir de cette date seulement, le relevé en sera envoyé par les syndicats adhérents et établi pour l'ensemble au siège social. L'on peut estimer cependant, de façon générale, que la nouvelle organisation, à ses premiers jours, groupera un chiffre sensiblement double de celui que réunissait le S. P. C. F.

CHAPITRE V

QUELQUES AUTRES GROUPEMENTS SYNDICAUX :

LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS INDÉPENDANTS D'ALSACE
ET DE LORRAINE

ORGANISATIONS CATHOLIQUES DE PROVINCE
SYNDICATS DES PROFESSIONS LIBÉRALES RATTACHÉS
A LA C. F. T. C.

L'on a examiné dans les précédents chapitres les grands groupements de syndicats professionnels du commerce et de l'industrie ayant leur centre d'action dans la région parisienne, exception faite de la Fédération féminine de l'Isère. L'on mentionnera maintenant quelques organisation de province, dont certaines ont un important développement, puis l'on signalera, bien qu'ils ne rentrent pas à proprement parler dans la catégorie des associations étudiées, certains syndicats de professions libérales, parce qu'ils se sont appuyés et s'appuient encore sur le mouvement des employés et ouvriers, qui a son expression dernière dans la Confédération Française des Travailleurs chrétiens.

A. — *Les Syndicats d'Alsace et de Lorraine*

Parmi ces organisations, il en est une qui présente un intérêt particulier, en ce qu'elle appartient d'abord à des provinces qui tiennent une place à part dans le cœur des Français, parce qu'elle s'est développée, en second lieu, sous une législation différente de la nôtre et à laquelle elle reste soumise, enfin parce qu'elle est aujourd'hui en pleine évolution et prend de vastes proportions ; c'est la Fédération des Syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine.

L'histoire du syndicalisme en Alsace-Lorraine est liée d'une façon générale à l'histoire du syndicalisme allemand, puisque ce pays a été rattaché à l'Allemagne à l'époque des débuts du mouvement syndical. Ces débuts pour le Reich datent de l'année 1865. Les premières associations furent uniquement professionnelles, mais elles tombèrent bientôt entre les mains des socialistes et prirent une attitude nettement anti-religieuse. Cela fut cause d'une réaction de la part des ouvriers chrétiens et, en 1884, un premier syndicat chrétien était formé à Dortmund, dans les pays rhénans, par les mineurs de la région. D'autres naquirent, et en 1903 ces diverses organisations fondèrent une centrale syndicale, qui comptait avant la guerre environ 350.000 adhérents.

En Alsace-Lorraine, les premiers syndicats chrétiens firent leur apparition en 1902, sous l'impulsion d'ailleurs d'une propagande allemande. Leurs débuts furent difficiles, car ils se trouvèrent en butte à l'hostilité des groupements socialistes et même des chefs d'entreprise, fait qui, d'ailleurs, n'est pas spécial à ce pays. Le développement fut donc

assez lent ; pourtant, avant la guerre, les organisations chrétiennes comptaient 6.000 à 8.000 membres ; elles fonctionnaient en particulier dans l'industrie textile, les métiers du bâtiment et les transports.

La guerre arrêta la vie de la plupart de ces associations ; à la suite du retour de l'Alsace-Lorraine à la France et dans l'ivresse des premiers moments, tout à l'union sacrée, beaucoup de leurs membres se ralliaient aux syndicats socialistes, qui proclamaient leur volonté de poursuivre désormais un but strictement professionnel. L'accord ne devait pas durer longtemps ; des dissentiments naquirent bientôt, l'adhésion des groupements socialistes à la C. G. T. précipita la rupture, et les représentants des anciens syndicats chrétiens résolurent de reconstituer leurs Unions de naguère sous le titre de « Syndicats indépendants ». Leurs statuts portent que le but poursuivi est « améliorer la situation économique et sociale des membres sur la base du christianisme et du respect des lois ». Puis il est déclaré que la liberté d'opinion des adhérents, du point de vue religieux et politique, est complète.

Le succès de ces organisations a été rapide, puisqu'à la fin de 1919 la Fédération constituée par elle comptait 140 groupements et plus de 15.000 membres. Les syndicats représentés sont ceux des ouvriers mineurs, du textile, de la métallurgie et des hauts-fourneaux, du bâtiment et des industries de la pierre et de la céramique, de l'industrie du bois, des cheminots, des ouvriers municipaux et des services de transports, des ouvriers des eaux et canaux. En outre, les employés ont constitué quelques syndicats à recrutement catholique, dont le siège est à Strasbourg, et qui ne

sont pas affiliés à la Fédération. Cette dernière édite deux journaux, l'un en français, *Le Syndicaliste indépendant*, et l'autre en allemand. Son président est M. Bilger, député du Haut-Rhin, ancien secrétaire des syndicats chrétiens. Enfin elle a adhéré avec enthousiasme à la C. F. T. C.

B. — Autres groupements catholiques de province

A côté de ces groupements d'Alsace-Lorraine, l'on peut citer, parmi les plus importants de la province, l'Union ouvrière syndicale de l'industrie textile d'Halluin, qui compte près de 1.100 membres ; la Fédération des Syndicats d'Union sociale de Franche-Comté, dont le siège social est à Audincourt : elle comprend 22 syndicats ayant un millier d'adhérents et publie un journal, *L'Action sociale*. Elle a tenu un Congrès important en 1919. Puis la Fédération des Syndicats professionnels chrétiens de Champagne, avec Troyes pour siège social et un périodique, *La Champagne Syndicale* ; l'Union des Syndicats des Travailleurs chrétiens du Sud-Est ; l'Union des Syndicats chrétiens de la Région lyonnaise, 16, rue du Plat, à Lyon ; l'Union Bergeracoise des Syndicats professionnels chrétiens ; l'Union Méridionale des Syndicats professionnels chrétiens, 1, rue Vélane, à Toulouse, organe *L'Eveil Syndical* ; l'Union des Syndicats professionnels de la Gironde, 12, rue Puy-Paulin, à Bordeaux, organe *L'Avenir Syndical du Sud-Ouest* ; l'Union des Syndicats d'Employés et Ouvriers catholiques du Mans et du département de la Sarthe, 14, rue des Quatre-Roues, au Mans, organe *La Correspondance Syndicale* ; l'Union syndicale catholique de Fougères.

*C. — Syndicats des professions libérales
rattachés à la C. F. T. C.*

Parmi les groupements des professions libérales de doctrine catholique, voici en premier lieu deux syndicats qui ont entre eux certaines relations : le Syndicat des Journalistes français et le Syndicat des Ecrivains français.

Le premier a été fondé le 29 avril 1886. Il est composé de professionnels et de collaborateurs écrivant à l'occasion dans les journaux. D'après l'article 5 de ses statuts, il a pour objet « l'étude et la défense des intérêts économiques et professionnels de ses membres ». L'article 6 porte que « pour être admis dans le syndicat, il faut : 1° être catholique et Français de naissance... » L'association compte aujourd'hui environ 300 membres, directeurs ou rédacteurs de journaux. Elle manifeste une nouvelle vitalité depuis la guerre. Une quarantaine d'adhésions nouvelles ont été reçues en 1919 et les syndiqués appartiennent à toutes les provinces françaises. Le syndicat adhère à la C. F. T. C. Il procure à ses membres des avantages, tels que entrées gratuites aux salons, expositions, fêtes ou manifestations de tout genre, le demi-tarif sur les chemins de fer. Il s'efforce de placer ceux qui sollicitent un emploi. Enfin il a fondé deux Caisses mutuelles : 1° La Caisse des retraites qui, moyennant un droit d'entrée et une cotisation de dix francs, assure aux syndiqués ayant 55 ans d'âge et 25 ans d'inscription une retraite dont le minimum est de 500 francs ; 2° La Caisse de prévoyance, qui a pour but de venir en aide aux membres du syndicat en cas de maladie, d'infirmité ou de chô-

mage, et à leur famille en cas de décès. La cotisation est de un franc. Le Conseil du syndicat statue sur l'importance des secours accordés.

Le Syndicat des Ecrivains français, s'il ne prononce pas le mot dans ses statuts, est en fait, par sa composition, une association catholique. Sa fondation remonte au 28 juin 1904. Son siège social est à Paris, 76, rue des Saint-Pères. La dernière rédaction de ses statuts a été adoptée par l'Assemblée générale du 22 juin 1919. Il y est dit que « le syndicat a pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques de la profession, tels que le règlement des difficultés pouvant survenir entre auteurs et éditeurs, la défense de la propriété littéraire, l'examen des questions contentieuses résultant des faits de publicité, les renseignements utiles pour l'assistance mutuelle, pour l'écoulement et la vente des ouvrages, les secours à donner à des écrivains nécessiteux, la fondation de Caisses mutuelles de prévoyance pour la maladie et la vieillesse ». L'article 4 décide que « l'admission est votée par le Conseil syndical au scrutin secret, sur la présentation de deux membres et après insertion de la candidature au bulletin mensuel ». Suivent des indications se rapportant à la cotisation, à la direction, aux Assemblées, au patrimoine syndical et à la dissolution.

Le Syndicat des Ecrivains français compte actuellement près de 150 membres. Il est présidé par M. Paul Bourget.

L'on signalera à cette place une association catholique qui est formée à peu près entièrement de membres des deux syndicats dont il vient d'être question. C'est la Corporation des Publicistes chrétiens, fondée le 29 avril 1886. Après le vote de la loi de 1901, elle s'est placée sous le régime institué

par elle, comme en témoigne l'article premier des derniers statuts votés par l'Assemblée générale du 22 juin 1919 : « Il est constitué, entre les journalistes et écrivains qui adhèrent aux présents statuts et satisfont aux conditions formulées ci-dessous, une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 ».

Cette corporation n'a pas un but purement professionnel, mais essentiellement moral et désintéressé, et l'on peut lire à l'article 2 des statuts : « L'association a pour objet d'unir ses membres entre eux, de les fortifier mutuellement dans leur vie chrétienne et dans leur apostolat religieux et patriotique, et d'étudier les questions intéressant l'Eglise et la Patrie soulevées par le temps présent ».

L'on en fait mention en cet endroit, parce qu'elle est intimement liée aux syndicats où elle se recrute. L'on trouve là encore un exemple de ces réminiscences des confréries d'autrefois, unissant les gens des métiers par des liens religieux à côté des liens professionnels. Il y a dans les statuts de cette corporation des règles qui marquent l'analogie : messe chaque premier dimanche du mois, pèlerinage à Montmartre au mois de juin, messe pour chaque confrère décédé, et le dîner mensuel qui rappelle les agapes de naguère.

Enfin l'on trouve la marque des mêmes préoccupations dans le règlement relatif au duel, récemment édicté par la corporation, et où il est dit que tout membre du Conseil et de la corporation ayant contrevenu aux lois divines et humaines prohibant le duel, sera considéré *ipso facto* comme démissionnaire.

L'enseignement libre a également constitué des syndicats

de doctrine catholique. L'on signalera le Syndicat de l'Enseignement libre supérieur et secondaire, association mixte de directeurs de maisons et de professeurs. Fondé en 1902, il comptait en janvier 1914 1.662 membres. Les services comportaient une Commission de placement, qui procurait en moyenne 400 emplois par an ; puis une Commission de contentieux, destinée à donner aux adhérents toutes les consultations demandées par eux : en 1913, elle avait traité de cette façon 44 affaires ; un tribunal d'arbitrage la complétait et était à la disposition des syndiqués pour la solution des litiges professionnels. D'autre part, une Commission économique s'occupait de procurer aux membres du syndicat certains avantages matériels, tels que réduction dans les hôtels et établissements thermaux. Pour la mutualité, fonctionnait une Caisse de retraite et une Caisse de prêts et la création d'une Caisse de secours mutuels était à l'étude.

La guerre a porté un coup rude à ce syndicat, réduisant, par suite de morts à l'ennemi, démissions, absence de nouvelles adhésions, le chiffre des membres à 800 et désorganisant ses services. Il travaille aujourd'hui activement à se reconstituer, d'autant que son rôle peut être grand dans l'organisation des nouvelles conditions d'existence des membres de l'enseignement libre. Il cherche en particulier à profiter des avantages de l'union en réalisant une Fédération des syndicats de l'enseignement libre supérieur et secondaire, qui est à l'étude, et en se fédérant avec les syndicats d'employés et la C. F. T. C., ce qui a été accepté en principe par la Chambre syndicale. Déjà les membres de l'association peuvent, en vertu d'une autorisation du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, user de la coopérative de la rue Cadet.

CHAPITRE VI

LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS

L'on arrive à la clef de voûte du syndicalisme catholique dans le commerce et l'industrie. Ce mouvement ne devait être véritablement organisé que le jour où les diverses manifestations en seraient coordonnées par un groupement central, et il était conforme à l'esprit français, empreint d'ordre et de conceptions d'ensemble, de mettre sur pied semblable institution dès que son champ d'action paraîtrait assez vaste pour le comporter. Nous étions d'ailleurs en retard à ce sujet sur quelques pays d'Europe où l'association chrétienne avait pris, plus vite que chez nous, une vaste extension et abouti à une centralisation utile. Ces exemples, et la nécessité vis-à-vis des catholiques étrangers, avec qui l'on avait de fréquents rapports, de se faire représenter par un organe parlant au nom de tous les groupements de même doctrine, ont hâté la mise sur pied de cette organisation centrale, qui était déjà, de plus ou moins longue date, dans les projets de certaines Unions : Syndicats des Employés et groupements féminins par exemple.

Le 17 mars 1919, avait été tenu un Congrès international

des travailleurs chrétiens, où étaient représentées des associations confédérées telles que celles de Belgique, Italie et Hollande. À la suite, s'était constitué pour la France le Comité Confédéral français des Travailleurs chrétiens, ayant son siège au 5 de la rue Cadet. C'était l'amorce d'une organisation plus complète, et les chefs du mouvement s'occupaient aussitôt de réunir un Congrès national destiné à la mettre sur pied. Il s'assemble rue Cadet, le 1^{er} novembre 1919, au milieu d'un grand enthousiasme. A la réunion d'ouverture, on se compte et l'on dénombre plus de 350 groupements représentés, avec un chiffre d'adhérents voisin de 100.000. Dans l'après-midi, on passe au vote sur les principes généraux devant servir de base à la Confédération. Il est décidé que son but sera :

« Créer un mouvement d'ensemble du syndicalisme chrétien en France en reliant toutes les organisations existantes ou à venir ;

« Organiser une propagande d'ensemble en faveur de ce mouvement ;

« Représenter l'ensemble du mouvement auprès des pouvoirs publics et des institutions légales, auprès des organisations nationales, patronales ou de production, auprès des organisations internationales d'ordre général ;

« Organiser ou favoriser toutes les institutions susceptibles de défendre les travailleurs chrétiens ou de leur venir en aide ».

Puis vient la discussion sur les conditions d'admission des groupements. L'on décide qu'une déclaration de principes très nette sera en tête des statuts de la Confédération ; elle contiendra l'adhésion à la doctrine sociale catholique.

Les associations sollicitant leur inscription s'engageront donc par là à suivre cette doctrine. Mais l'on ne prononce pas à l'avance d'exclusion contre telle ou telle sorte de syndicats ; le Comité confédéral appréciera les cas d'espèce.

Puis le titre de Confédération Française des Travailleurs chrétiens est adopté. Il est déclaré que seules les Fédérations de métier et les Unions régionales entreront dans sa composition ; qu'un Congrès National sera réuni une fois l'an, avec les pouvoirs les plus étendus.

Le 2 novembre, deuxième journée du Congrès, est consacré à la discussion et au vote d'un certain nombre de vœux. L'on en citera quelques-uns comme particulièrement représentatifs de l'esprit syndical catholique qui préside à la naissance de cette Confédération.

L'Assemblée a émis le vœu :

1° Que les Unions régionales poursuivent, par le moyen de leurs syndicats adhérents, une enquête permanente sur la situation des industries et des commerces, les besoins des différentes catégories de travailleurs dans leur ressort ;

.....
3° Que les renseignements ainsi constitués soient matière à l'élaboration, d'après un type juridique, de conventions collectives par régions et métiers ;

.....
6° Que les syndicats chrétiens, sur la base du projet de contrat collectif élaboré par eux, prennent l'initiative de propositions, conversations et discussions avec les organisations patronales ;

.....
9° Que, suivant la proposition de loi de M. Jean Lerolle,

député de la Seine, les conventions une fois faites puissent faire l'objet d'un règlement d'administration publique les appliquant à l'ensemble d'une localité ou d'une région ;

10° Qu'en principe, et sauf cas de force majeure, la décision en matière de grève appartienne aux organisations centrales, Fédérations de métier pour les grèves de professions, Unions régionales pour les grèves de solidarité ;

11° Que les Fédérations de métier et Unions régionales conservent l'initiative des interventions auprès du patronat chaque fois qu'il s'agit d'une industrie ou d'un commerce qui, par sa constitution financière ou la solidarité syndicale des patrons en cause, se ramifie à travers le pays ou à travers une région ;

.....

14° Que, lorsqu'un conflit devient menaçant, en tout cas dès le début de la grève, le syndicat chrétien recoure à la procédure d'arbitrage, selon la loi de 1892 ;

15° Que l'institution de Commissions mixtes, conjointement ou séparément avec l'emploi de la convention collective, prévienne les conflits professionnels.

A la suite de ce Congrès, le Comité confédéral, qui en avait reçu la mission, procéda à la confection des statuts et les fit approuver par les groupements adhérents. Ces statuts comprennent trente articles ; l'on y relève l'article premier, qu'il semble intéressant de reproduire en entier parce qu'il contient un exposé à peu près complet de la doctrine syndicale catholique et de ses buts proches ou lointains. Il y est dit en effet :

« La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie par l'encyclique *Rerum Novarum*.

« Elle estime que la paix sociale nécessaire à la prospérité de la patrie et l'organisation professionnelle, assise indispensable de cette paix, ne peuvent être réalisées que par l'application des principes de justice et de charité chrétienne.

« Elle estime que l'homme est l'élément essentiel de la production, dont il est à la fois la cause et le but. Il importe donc que les conditions mêmes de la production permettent le développement normal de la personnalité humaine par la juste satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et moraux, dans l'ordre individuel, familial et social.

« Elle constate que les conditions actuelles de la production ne réalisent pas suffisamment ce but et elle estime nécessaire d'en poursuivre les transformations susceptibles d'assurer une meilleure utilisation des forces productrices et une répartition plus équitable des résultats de la production entre les éléments qui y concourent.

« Elle entend réaliser ces transformations, non par la lutte des classes, mais par l'éducation et la collaboration des éléments producteurs réunis dans des groupes distincts reliés par des organismes mixtes, où l'indépendance et les droits de chacun seront respectés.

« La Confédération entend poursuivre, par tous les moyens légitimes, auprès des organismes politiques et économiques, nationaux et internationaux, l'aboutissement des justes revendications ; elle déclare que les pouvoirs publics doivent reconnaître et réserver la plus large part à la représentation des intérêts professionnels et économiques, mais

elle estime contraire à l'ordre public que les organismes professionnels prétendent s'arroger des droits et assumer des responsabilités d'ordre politique.

« Tout en bornant strictement son action à la représentation et à la défense des intérêts généraux du travail, la Confédération entend faire appel au concours des forces religieuses, morales et intellectuelles susceptibles d'aider à la formation professionnelle et sociale des travailleurs et capables de développer en eux les qualités de discipline, de dévouement et de loyauté indispensables pour assurer le plein épanouissement de l'organisation professionnelle ».

Les autres articles des statuts exposent le but de la Confédération et sa constitution, traduction des vœux plus haut cités. Puis viennent les règles relatives aux admissions, radiations, siège social, Congrès confédéral, Comité national trimestriel, service financier et dissolution.

Depuis sa naissance, la vie de la Confédération a été toute d'activité et d'effort. Elle a exercé son action à un double point de vue : dans son propre sein, elle s'est efforcée d'achever l'organisation et d'augmenter la cohésion de ses divers éléments, puis de formuler de façon nette son programme de revendications. Le Congrès national de mai 1920 est l'expression de cette partie de son œuvre. A l'extérieur, d'autre part, elle a guidé et soutenu un intense mouvement de propagande en faveur de ses idées parmi la masse ouvrière. Puis elle s'est employée à représenter utilement les intérêts généraux des professions qui l'ont formée vis-à-vis des autres organisations françaises, vis-à-vis des pouvoirs publics et vis-à-vis du syndicalisme catholique étranger.

Le premier Congrès national de la Confédération s'est

tenu à Paris, les 22, 23 et 24 mai 1920. Y étaient représentées les organisations ci-après :

La Fédération Française des Syndicats d'Employés catholiques ;

L'Union Centrale des Syndicats professionnels féminins (5, rue de l'Abbaye) ;

La Fédération Française des Syndicats professionnels féminins (4, rue de Sèze) ;

Le Syndicat professionnel des Cheminots de France ;

Les Syndicats professionnels d'Ouvriers (5, rue Cadet) ;

La Fédération des Syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine ;

L'Union des Syndicats des Travailleurs chrétiens du Sud-Est ;

L'Union Régionale des Syndicats professionnels du Sud-Ouest ;

L'Union Méridionale des Syndicats professionnels chrétiens ;

L'Union Provençale des Syndicats professionnels ;

L'Union Fédérale des Syndicats libres de l'Isère ;

La Fédération des Syndicats d'Union sociale de Franche-Comté et de Bourgogne ;

L'Union des Syndicats professionnels de Travailleurs chrétiens de la Sarthe ;

L'Union Régionale des Syndicats professionnels du Centre ;

La Fédération des Syndicats professionnels de Champagne ;

L'Union Régionale des Syndicats professionnels du Nord ;

L'Union Syndicale Professionnelle de la région de Lille ;

L'Union des Syndicats libres de Roubaix-Tourcoing ;

L'Union Syndicale Catholique de Fougères ;

L'Union des Syndicats de Travailleurs catholiques de la
Manche ;

L'Union Régionale des Syndicats professionnels de
Picardie ;

L'Union Bergeracoise des Syndicats professionnels chré-
tiens ;

Ainsi que les syndicats non encore rattachés à des Unions
régionales de Aix-en-Provence, Alais, Amplepuis, Angou-
lême, Arles, Arras, Audincourt, Belfort, Besançon, Boulogne-
sur-Mer, Bourges, Brest, Caen, Calais, Caudry, Chartres,
Chaumont, Douai, Dijon, Halluin, La Rochelle, Laval, Le
Havre, Lure, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Roanne,
Rouen, Rueil, Saint-Omer, Tarare, Vienne, Vitry-le-Fran-
çois ;

Enfin les groupements suivants des professions libérales :

La Fédération Nationale des Syndicat de l'Enseignement
libre ;

Le Syndicat National des Journalistes français ;

Soit au total 578 syndicats et 140.000 adhérents.

Les premières séances du Congrès furent employées à
mettre au point certaines questions d'organisation, telles
que cotisation et attitude vis-à-vis des syndicats agricoles.
Le Congrès de novembre avait décidé que ces derniers ne
seraient pas admis de façon générale dans la Confédération.
Restait à régler le cas des syndicats composés uniquement
d'ouvrier agricoles. Il fut décidé que, sur la demande de
l'Union Centrale des Agriculteurs de France, ces groupe-

ments pourraient être admis provisoirement dans les Unions régionales, bien que l'action agricole soit en dehors du ressort de la Confédération.

Puis fut tranchée la question de la participation au Congrès international de La Haye, sur laquelle on deviendra. Enfin, l'on passa en revue toutes les manifestations de l'activité des groupements composant la Confédération, ainsi que la sienne propre depuis sa création.

La conclusion de ce Congrès fut la rédaction d'une déclaration adoptée à l'unanimité et complétant l'exposé de principes rédigé en novembre 1919, lors de la précédente Assemblée. Le premier paragraphe rappelle que l'action de la C. F. T. C. est basée sur la doctrine sociale catholique impliquant :

« Le respect de la liberté et de la dignité humaines garanties par les droits sociaux : droit de propriété individuelle et collective, droit d'association, etc...;

« Le maintien du principe d'autorité ;

« L'accomplissement intégral du devoir, seule garantie pratique du droit ;

« La sauvegarde de la famille, cellule sociale de la patrie et du groupement social aujourd'hui nécessaire : la profession ;

« La fraternité entre les individus comme entre les collectivités ».

Le paragraphe second, « Action professionnelle », indique que l'action syndicale doit se manifester « auprès des organisations patronales, des Assemblées parlementaires et des pouvoirs publics » et s'associer « au mouvement international de production du travail », mais « elle ne devra dans

aucun cas, même dans le but de faire triompher un intérêt de classe, se dresser contre l'intérêt général de la nation ».

Le paragraphe suivant, « Revendications », déclare que l'homme est « l'élément primordial de production » et que, par suite, les conditions du travail doivent lui assurer un sort suffisant. La Confédération s'emploiera à le lui procurer par l'étude des moyens propres et l'appui énergique apporté aux revendications des travailleurs. Elle proclame que la grève est « un moyen d'action parfois nécessaire quand tous moyens de conciliation et d'arbitrage ont été en vain essayés » ; elle « estime utile que, dans certains services absolument indispensables à la vie publique, la conciliation et l'arbitrage soient rendus obligatoires », à condition que les décisions soient prises « par une juridiction régulièrement constituée ». Elle préconise la création de Commissions mixtes pouvant devenir un jour, par leur extension, les « véritables organes représentatifs de la profession organisée ».

Le paragraphe « Questions économiques » traite du « régime économique qui pourra être modifié » d'une façon prudente par le concours du partage du produit des divers éléments de la production : capital, invention, direction et exécution. Puis vient « la vie chère », qui sera enrayée par une production intensive, grâce au concours des pouvoirs publics, patrons et travailleurs, et par la répression énergique des excès de mercantilisme. Enfin la « reconstitution de la main-d'œuvre » sera assurée par la solution, à laquelle tous devront contribuer, de la question du logement ouvrier. La déclaration se termine par l'expression de quelques vœux : vœu en faveur du maintien de la loi de huit heures

et de son application progressive, vœu déclarant régressif le projet de loi du gouvernement sur la conciliation et l'arbitrage et demandant sa modification dans le sens d'une représentation des syndicats et de l'organisation de véritables tribunaux d'arbitrage, vœu en faveur des retraites organisées par versements égaux des patrons et des travailleurs, et en la faveur de l'organisation de l'enseignement professionnel par application de la loi du 25 juillet 1919.

Quant à l'action externe de la Confédération, elle s'est manifestée en premier lieu par la propagande qu'elle a faite et aidée en tous pays de France. L'on a indiqué les résultats récemment obtenus par les syndicats ouvriers de la rue Cadet, aidés dans leur effort par l'appui moral et matériel de cette puissante association. Elle-même a travaillé utilement au recrutement de ses divers éléments, par la personne de son président, M. Zirnheld, et de son secrétaire général, M. Tessier. Congrès régionaux, journées sociales, réunions publiques et conférences contradictoires se sont succédés sans interruption au cours du printemps et de l'été 1920, et chaque fois la Confédération a fait entendre sa voix. Elle publie d'autre part, depuis sa naissance, une circulaire mensuelle où sont relatés les travaux de son Comité, les résultats de l'action professionnelle et, de façon générale, tout ce qui peut intéresser l'ensemble des professions.

Vis-à-vis des autres grandes organisations ouvrières et patronales et vis-à-vis des pouvoirs publics, la C. F. T. C. a déjà eu l'occasion de manifester son existence, en particulier lors des événements de février et mai 1920. Le 29 février, le Comité confédéral était convoqué, sur la demande du Syndicat des Cheminots de France, aux fins d'examiner la

situation créée par la grève des chemins de fer. Après étude de la question, il est décidé à l'unanimité que, si les employés ont encore de légitimes revendications à soutenir, le mouvement en cours est nettement révolutionnaire, et que la Confédération s'y opposera. Un texte de déclaration faisant connaître cette décision est rédigé à l'adresse de tous les syndicats confédérés. Puis le Comité s'accorde pour se mettre en rapports avec les pouvoirs publics afin : a) de faire une démarche auprès du Président du Conseil pour réclamer de lui la protection de la liberté du travail; b) dans le cas où la grève se généraliserait dans une corporation quelconque, faire mettre à la disposition du gouvernement, pour combattre le mouvement révolutionnaire, les travailleurs en chômage par suite de cette grève.

A la suite de cette séance et le jour même, une démarche est faite auprès de M. Millerand par une délégation du Comité confédéral, appuyant celle du Syndicat des Cheminots. Et elles se voyaient félicitées par le Président du Conseil de l'attitude des employés catholiques et des résultats obtenus par eux.

La Confédération a joué, en d'autres circonstances, auprès des pouvoirs publics, son rôle de représentation des intérêts professionnels. Dans son entrevue du 29 février avec le Président du Conseil, le président du Bureau confédéral, M. Zirnheld, s'était entendu promettre que l'organisme au nom de qui il parlait serait désormais représenté dans les grands Conseils où siègent les représentants de la classe ouvrière. Dès ce moment la promesse se réalisait, et le secrétaire général de la Confédération, M. Tessier, était nommé membre de la Commission interministérielle chargée de sui-

vre les variations du cours de la vie. Puis, en avril, le ministre du Travail avisait la C. F. T. C. qu'un siège lui était accordé au Conseil national de la main-d'œuvre. Ces désignations n'allaient pas d'ailleurs sans protestations des organisations révolutionnaires, tel l'incident de la première séance de la Commission centrale d'études relatives au coût de la vie, tenue le 20 mars 1920. Le procès-verbal relate en effet l'abstention des délégués de la C. G. T. et les observations du représentant de la Fédération postale, déclarant que cette association n'admet pas de collaborer avec des groupements poursuivant des buts opposés aux siens. Enfin la C. F. T. C. exerce une action internationale dont la nécessité s'est fait sentir dès sa création. Car il est un fait aujourd'hui reconnu, c'est que le sort des travailleurs nécessite l'établissement de certaines relations qui débordent le cadre de l'Etat. C'est cette constatation qui présidait à la fondation, en 1900, de l'Association internationale pour la protection légale des Travailleurs. C'est elle encore qui faisait insérer dans le traité de paix les clauses relatives au travail et en particulier la réunion de conférences périodiques, dont la première s'est déroulée à Washington en octobre 1919.

Or, dans cette conférence de Washington, chaque pays était représenté par un délégué ouvrier, et, par suite de l'organisation plus ancienne et plus complète, nationale et internationale, des diverses Fédérations socialistes des Etats participants, seules ces Fédérations parvinrent à faire nommer leurs délégués. Les syndicats chrétiens ne purent obtenir de représentants ; seules l'Italie, la Hollande et la Belgique purent envoyer respectivement un, deux et quatre

représentants, mais à titre de conseillers du délégué officiel. Aussi n'arrivèrent-ils pas à se faire entendre et ils rédigèrent un mémoire, déposé avant leur départ au secrétariat de la Conférence internationale.

Il y est dit que la Fédération internationale socialiste, seule représentée au Congrès, n'est pas la seule représentante du mouvement syndical ouvrier et qu'il en est une « toujours croissante en nombre et en influence », se groupant « autour de l'étendard chrétien ». Il n'est pas vrai que « l'organisation ouvrière du monde entier ait accepté le principe de la lutte des classes » et « le contraste le plus vif entre la Fédération internationale et les syndicats chrétiens, c'est que les derniers rejettent ce que les premiers maintiennent, que la lutte des classes est nécessaire et qu'elle doit continuer jusqu'à la ruine complète du capital ».

Cependant, l'idée d'une Internationale catholique commençait à se faire jour et des situations comme celle où ils s'étaient trouvés à la conférence de Washington en faisaient sentir l'utilité aux syndicats chrétiens. L'initiative en revint aux groupements belges et hollandais. Ces derniers convoquaient une conférence à Rotterdam pour le 20 février 1920, et, le 7 février, le Comité national français décidait, après avoir entendu M. Van Quaquebeke, secrétaire général des syndicats chrétiens et libres de Belgique, d'y envoyer un délégué. Ce fut M. Tissier, qui se rencontra à Rotterdam avec les envoyés des associations belges, hollandaises et allemandes. A la suite de cette réunion, les Fédérations chrétiennes hollandaises constituaient un Comité qui lançait un appel à toutes les organisations du même genre, les invitant à un Congrès international à La Haye, les 9, 10 et

11 juin. Au Congrès national de mai 1920, la question de la participation de la C. F. T. C. à cette manifestation fut tranchée par l'affirmative. Le point délicat était la rencontre avec les syndicats allemands. Les délégués de ces derniers avaient affirmé à Rotterdam que leurs groupements étaient prêts à exprimer le regret des atteintes portées pendant la guerre aux principes de la morale chrétienne, en particulier des déportations d'ouvriers belges et français. Le Congrès national estima que, devant cette attitude, il y avait lieu de faire représenter la C. F. T. C. à La Haye par des délégués ayant mandat impératif et la déclaration suivante fut adoptée :

« La C. F. T. C.,

« Reconnaissant la nécessité d'une organisation internationale chrétienne du travail qui défende, dans l'ordre et dans la paix, les droits des travailleurs et favorise le rétablissement de l'esprit chrétien ; reconnaissant que la charité chrétienne, qui commande le pardon des injures, est seule capable de permettre au monde de retrouver la paix nécessaire à la vie normale de l'humanité ; estimant cependant que la manifestation de cette charité ne saurait empêcher la stricte application de la justice ; donne à tous ses délégués mandat impératif :

« De se présenter au Congrès international convoqué à La Haye pour les 16, 17 et 18 juin prochains, et qui doit réunir toutes les organisations de travailleurs chrétiens ou catholiques, en vue de constituer l'Internationale chrétienne du travail ;

« De prendre part aux travaux de ce Congrès, à la condition formelle qu'à l'ouverture du dit Congrès :

« La délégation des syndicals allemands déclare, comme leurs délégués l'ont offert à la réunion préparatoire de Rotterdam du 20 février, que les syndicals allemands regrettent les déportations d'ouvriers français et belges commises par leur gouvernement et contre lesquelles ils auraient protesté ;

« Les délégués de toutes les organisations nationales adhérentes au Congrès reconnaissent que la morale chrétienne, base de l'édifice social, exige de tous, nations comme individus, le respect de la liberté humaine, de la parole donnée, de la propriété individuelle ou collective régulièrement acquise, et impose la juste réparation des dommages volontairement causés ».

Le Congrès international s'ouvrit donc à La Haye le 15 juin 1920. Dix-huit délégués y représentaient les pays et les effectifs syndicaux ci-après :

Belgique : 150.000.

Allemagne : 1.250.000.

France : 140.000.

Hongrie : 190.000.

Espagne : 60.000.

Hollande (Confédération catholique) : 170.000.

— (Confédération chrétienne) : 73.000.

Autriche : 59.000.

Suisse : 17.500.

Tché-Slovaquie : 7.500.

La délégation française comprenait cinq membres, dont le président et le secrétaire général de la C. F. T. C. Dans le discours d'ouverture, M. Rijzewy K., président provisoire,

donna lecture de la déclaration adoptée à Rotterdam et contenant les regrets des syndicats chrétiens d'Allemagne vis-à-vis des déportations. Le texte ne souleva aucune objection des congressistes et en particulier des Allemands, qui renouvelèrent ainsi leur amende honorable.

Puis M. Serrarens, de la Confédération hollandaise, élu président du Congrès, inséra dans son discours officiel la phrase ci-dessus transcrite rédigée par le Congrès national de la C. F. T. C. :

« Les délégués de toutes les organisations nationales... »

Et l'on se mit au travail pour la mise sur pied de la Confédération internationale. Des discussions assez vives naquirent du fait surtout des délégués allemands, qui prétendaient imposer, en ce qui concerne les conditions d'admission, leur formule de neutralité confessionnelle obligatoire. Les Belges et les Français obtinrent pourtant de faire prévaloir leur rédaction laissant aux groupements adhérents la liberté de se constituer à leur guise. D'autres difficultés furent encore soulevées par les Allemands, qui voulaient avoir le président ou le secrétaire général de la Confédération. Puis l'un d'eux, M. Brauer, secrétaire des syndicats chrétiens, lut une note protestant contre la situation faite aux associations de son pays, en particulier de la Sarre, par l'occupation militaire. Il lui fut vigoureusement répondu par M. Van Quaakebeke, secrétaire de la Confédération belge.

Enfin l'on se mit d'accord sur la constitution du Bureau : la présidence fut confiée à la Suisse, le secrétariat à la Hollande, et l'on décida que le siège de ce dernier serait Utrecht.

Telle a été l'action exercée par la C. F. T. C. dans le domaine des relations internationales, action nécessaire, mais particulièrement délicate du fait du danger qu'elle peut présenter de contrecarrer la politique nationale. Fidèle à la déclaration du Congrès de mai 1920, « la Confédération ne devra dans aucun cas, même dans le but de faire triompher un intérêt de classe, se dresser contre l'intérêt général de la nation »; elle a évité cet écueil et s'est employée à ce que, dans son ressort, aucune atteinte ne soit portée à la part légitime due à la France au sortir du bouleversement mondial.

CHAPITRE VII

LES UNIONS FÉDÉRALES PROFESSIONNELLES

L'on a eu l'occasion d'indiquer avant cette place quelles étaient les idées des catholiques sociaux et des syndicats ouvriers sur l'organisation des rapports entre patrons et travailleurs : groupement des salariés et groupement parallèle des employeurs, Commissions mixtes formées des délégués des deux partis et servant à régler toutes questions qui surgissent, tel est, dans les grandes lignes, le système demandé. Or, il faut le reconnaître, c'est du côté patronal que l'on rencontre en général les difficultés les plus grosses à la réalisation de ce dessein. Répugnance à s'associer entre eux, défiance et même hostilité vis-à-vis des syndicats ouvriers et en particulier des syndicats catholiques, tels sont les sentiments dont ont fait montre les patrons en de fréquentes circonstances. C'est contre cet état d'esprit que prétendent réagir les Syndicats patronaux des Unions fédérales professionnelles de catholiques. Il existe aujourd'hui 32 syndicats et Unions de syndicats qui se classent sous ce titre, intéressant les métiers de l'alimentation, l'ameublement, le bâtiment, la fabrication d'objets religieux. Ils ont leur siège

social à Paris, 368, rue Saint-Honoré, et la plupart sont représentés en province par des sections. Un bulletin mensuel est l'organe commun à tous ces groupements ; il a pour titre : *Echo des Unions fédérales professionnelles de catholiques*. La dernière circulaire des U. F. P. C. expose le but de ces associations. Il y est dit que leurs adhérents doivent :

« 1° Etudier, à la lumière des principes de la foi catholique, non seulement le côté matériel, mais encore le côté moral des questions professionnelles ; se préoccuper non seulement de leurs intérêts patronaux, mais des intérêts corporatifs de leurs professions, promouvoir des organisations stables assurant des relations permanentes entre représentants des divers groupements de patrons, d'employés, d'ouvriers... »

C'est donc là une doctrine syndicale qui correspond exactement à celle de la C. F. T. C. et des catholiques sociaux. Les conditions mises à l'admission dans ces syndicats patronaux sont ainsi définies : « Etre Français et catholique, appliquer notoirement dans l'exercice de sa profession les principes de la doctrine catholique ».

Du point de vue des avantages matériels, divers services sont à la disposition des adhérents :

1° Le Service des Relations, qui assure l'envoi gratuit du bulletin mensuel, les correspondances, démarches pouvant être utiles aux syndiqués sur le terrain de l'action sociale et des affaires, publie la liste des membres dans chaque numéro des *Echos* et a la charge de l'Annuaire ;

2° Le Service des Renseignements est à la disposition des syndiqués pour la vérification des feuilles de contributions, des lettres de voiture, l'examen des projets de contrats, les

renseignements commerciaux, l'indication des spécialistes compétents pour consultations de toutes sortes ;

3° Le Service du Placement donne communication immédiate à toutes les associations fédérales des offres d'emplois provenant de tous les associés ;

4° Le Service financier comprend une société coopérative de crédit mutuel, donne des consultations et procède à des vérifications et expertises de comptabilité.

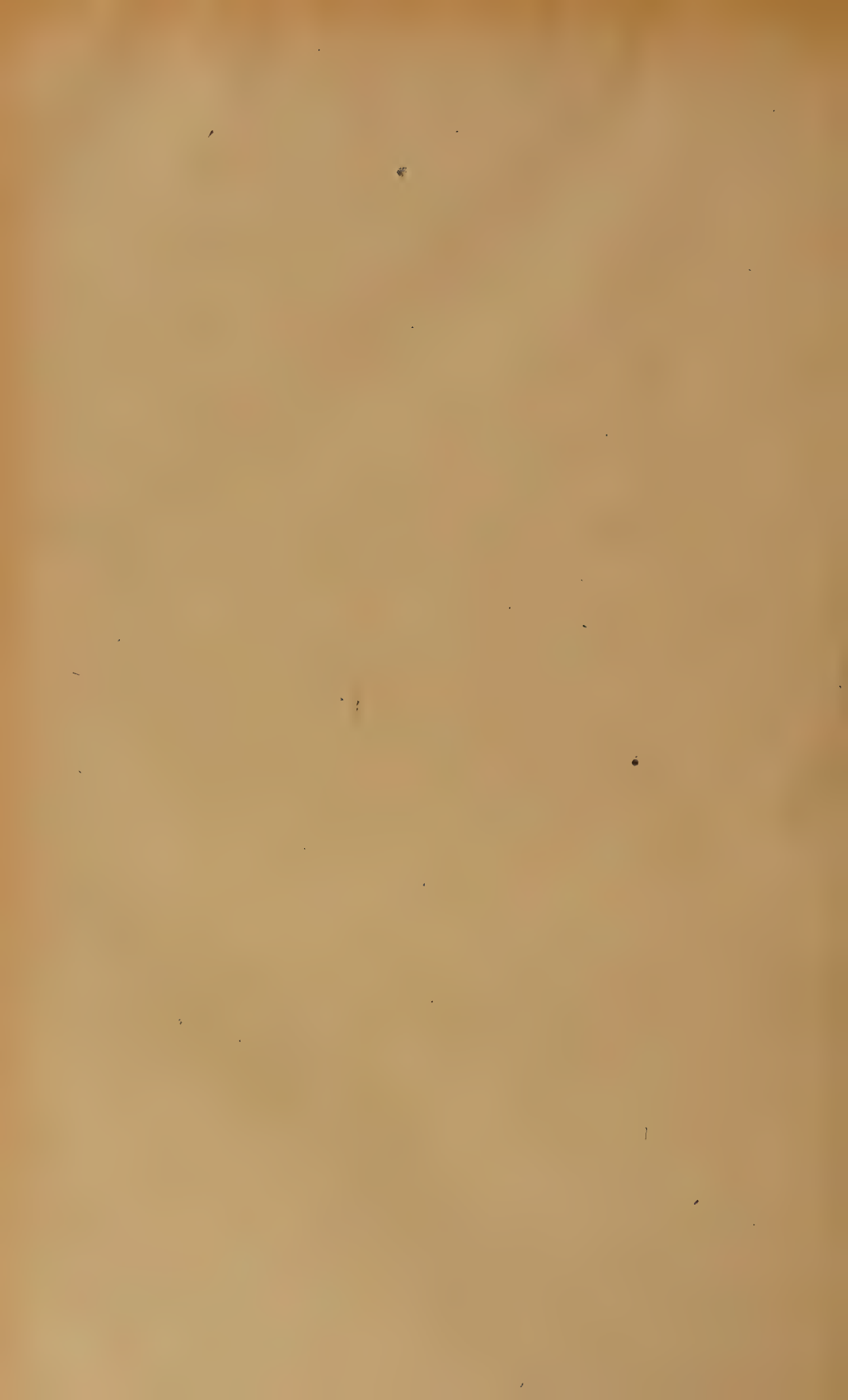
Enfin l'on a déjà montré le commencement d'application qu'avait reçu la Commission mixte du fait des Unions fédérales, et indiqué la Commission créée par elle en 1919, d'accord avec le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie.

Il reste beaucoup à faire dans cette voie de l'organisation patronale, et les catholiques plus que tous les autres s'emploient à la réaliser. Parfois, ce sont même les syndicats ouvriers qui déclanchent le mouvement, et l'on en a trouvé un curieux exemple dans l'Isère, du fait des groupements féminins. Dans ce département, ce sont en effet les syndicats catholiques du tissage qui prirent l'initiative de réunir, à La Tour-du-Pin le 18 octobre 1917, et à Voiron le 31 décembre 1917, les patrons, très divisés jusque là, pour leur montrer la nécessité de l'entente corporative. Ici le succès a largement récompensé cet effort, puisque le Syndicat patronal des Tisseurs en est né, comptant aujourd'hui 250 adhérents, et qu'il a mis sur pied une Commission mixte d'entente avec les associations ouvrières. Ce continuera d'être l'une des préoccupations principales des Unions catholiques d'agir dans cette voie du groupement des employeurs, l'une des bases essentielles de l'organisation professionnelle, but définitif de leur action.

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DES SYNDICATS CATHOLIQUES

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE



CHAPITRE PREMIER

LES TENDANCES DES CATHOLIQUES SOCIAUX ET DES SYNDICALISTES CATHOLIQUES RELATIVEMENT A L'ORGANISATION DE LA PROFESSION BUT FINAL DE LEUR EFFORT

L'on s'est efforcé, au cours des pages qui précèdent, d'esquisser la physionomie actuelle du syndicalisme catholique français. L'on espère avoir établi que c'est là une réalité : les chiffres en font foi, ainsi que l'œuvre accomplie. Qu'en sera-t-il demain et plus tard ? Il ne semble pas impossible d'en augurer, autant que l'on peut apporter de certitude dans les prévisions humaines. Ce mouvement doit s'étendre ; il s'étendra parce que le milieu dans lequel il se produit est mûr pour être entraîné, parce que les catholiques sont réconciliés avec l'association telle que leurs syndicats la leur présentent, parce que les masses ouvrières, d'une façon générale, sont lasses, en revanche, de l'association telle qu'elles l'ont connue et servie jusqu'ici, pour le plus grand profit d'ambitieux sans scrupules. Des groupements catholiques naissent tous les jours en toutes provinces de France, même celles qui, jusqu'ici, ont été le plus apathiques devant la

corporation. Ce sont les femmes, parfois, qui prennent la tête : ainsi les syndicats de l'Abbaye ont essaimé au Mans au cours des derniers mois, et, devant cet exemple, les hommes à leur tour se sont syndiqués. Il est donc à présumer que, pendant les années, même les semaines à venir, il va naître, nombreuses, des associations nouvelles, tandis que les anciennes verront chaque jour leurs effectifs s'enfler. La Confédération Française des Travailleurs chrétiens sera une force avec laquelle il y aura lieu de compter. En face de la C. G. T., elle fera entendre, de plus en plus puissante, la voix de la raison et du véritable progrès. Or, que veut-elle ? Quelle est la fin donnée par elle à son action ? A la socialisation proposée par la Confédération rivale, elle oppose son but, qui est l'organisation professionnelle.

L'on se trouve ici devant l'un des problèmes essentiels, dans toute son ampleur, de la vie économique et sociale. La question de l'association est un de ses aspects, mais elle ne le contient pas en entier. L'organisation de la profession, telle que la réclament aujourd'hui les catholiques sociaux, comprend certes le syndicat, il en est même la cheville ouvrière. Mais le syndicat, qu'il soit ouvrier ou patronal, n'est qu'une des phases de cette organisation : c'est l'ordre apporté dans les rapports des travailleurs salariés entre eux, comme des chefs d'entreprise entre eux. Pour que la profession soit complètement organisée, il reste à ordonner, d'une part, les rapports de ceux qui concourent à produire, des patrons et des ouvriers, puis les rapports du corps professionnel ainsi constitué avec les autres éléments de la nation, afin qu'une juste place lui soit accordée dans la vie

nationale, sans heurts et luttes intestines, pour le bien du pays tout entier.

Voilà la forme dernière de la doctrine sociale catholique. C'est l'aboutissement logique des idées qui sont à la base, au contact et à l'étude des faits, et c'est la condamnation définitive de l'individualisme de 91 et de sa conception inorganique de la production.

Mais il n'y a là encore qu'une formule générale, tellement générale qu'elle peut tout contenir. Les socialistes, par exemple, peuvent eux aussi se réclamer d'elle et prétendre qu'en supprimant la propriété individuelle des instruments de travail et en la socialisant, ils organisent la profession. Le titre n'est donc pas la caractéristique essentielle et suffisante des principes des catholiques à ce sujet. C'est dans leur conception du mode suivant lequel sera faite cette organisation qu'elle doit résider et qu'elle se trouve en effet.

Or, si elle est aujourd'hui bien définie, il s'est passé nombre d'années et il s'est déroulé des discussions passionnées avant qu'elle n'ait revêtu la forme qu'elle a prise à l'heure actuelle et qui se trouve maintenant adoptée par tous les catholiques sociaux ou à peu près de France et un grand nombre à l'étranger. La formule qui la résume, souvent invoquée, est celle-ci : « L'association libre dans la profession légalement organisée ». Et c'est les deux membres de cette devise qui, tour à tour, ont été sujets de longues controverses.

Liberté de l'association, dans le sens de suppression de toute entrave à la faculté de s'associer, l'on a montré que, depuis un siècle, c'était une idée admise par la doctrine catholique. Mais, passant à l'extrême, enthousiasmés des

avantages de l'union professionnelle, certains réclamèrent non seulement la liberté de s'associer, mais l'obligation de s'associer. Le syndicat obligatoire, ce fut l'expression de cette théorie. Elle n'a plus guère de faveur aujourd'hui, comme étant tyrannique à l'excès, comme ramenant la société économique aux abus criants qui ont causé la réaction brutale de 1791. Liberté du fait de l'Etat comme de toute autre organisation à l'entrée de chacun dans le syndicat, telle est la thèse actuelle des catholiques sociaux. C'est affaire à chaque individu de décider s'il s'associera ou non, et s'il le fait, ce sera déterminé par les avantages à lui offerts par l'association. Les catholiques ne sont pas hostiles d'ailleurs à l'idée que l'Etat puisse exercer une influence sur ce choix en rendant les avantages de l'union plus séduisants encore, en les développant ; c'est la doctrine du syndicat privilégié qui compte de chauds défenseurs dans le milieu considéré. Albert de Mun, par exemple, l'a maintes fois vanté et réclamé. Cela signifie que le syndicat étant jugé utile, sinon indispensable au bien de la profession, à son organisation en particulier, il lui sera fait une situation favorisée dans cette organisation, du point de vue de la représentation par exemple, comme le propose le projet de loi déposé à ce sujet par M. de Gaillard-Beaucel sur le bureau de la Chambre, en 1908. L'on peut dire qu'il y a maintenant unanimité ou à peu près, chez les partisans de l'organisation de la profession d'après les principes qui sont ceux des catholiques, pour demander que le syndicat y ait une place privilégiée. Cette unanimité existe également quant au second terme de la définition, ci-dessus exprimée, c'est-à-dire la nécessité de l'intervention légale pour organiser le

corps professionnel. De cette doctrine témoignent nombre d'écrits et de faits. Elle ressort des décisions de tous les Congrès catholiques tenus depuis trente ans en Belgique, Hollande, Suisse, Autriche et Allemagne. En France, cette idée a parcouru un long chemin depuis la naissance, en 1876, de « l'association catholique ». Cette revue s'est fondée sur le programme de la reconstitution, dans certaines conditions, de la corporation, et M. Barthou lui rendait cet hommage en 1904 : « A cette tâche, elle a apporté le concours d'une doctrine sûre d'elle-même et d'une rare et enviable ténacité d'efforts ».

En 1892, c'est Henri Lorin qui écrit, dans son *Etude sur les principes de l'Organisation professionnelle* : « L'organisation obligatoire s'impose, en droit comme en fait, du point de vue des exigences de la justice et des nécessités du présent ». En juillet 1897, c'est la réunion des Revues catholiques de l'Economie sociale qui s'accorde sur une déclaration contenant les principes d'une telle organisation. En 1905, M. Martin Saint-Léon expose à son tour la doctrine sociale catholique sur la corporation à venir, dans une brochure où l'on peut lire : « La corporation doit être obligatoire, mais non fermée. Il ne saurait être question de limiter ou d'entraver le libre essor du travail, d'obliger l'ouvrier, avant de l'admettre à gagner sa vie, à fournir des justifications d'apprentissage ou de capacité, pas plus que d'imposer aux patrons certains types de fabrication, en vue d'assurer la qualité de la production. La corporation doit avoir pour but non l'intérêt du public, mais l'intérêt de ses membres ; elle ne sera pas, comme la corporation d'autrefois, une institution économique (au moins au sens ancien) ; elle sera

une institution sociale, dont le but sera limité à la protection des intérêts professionnels des patrons et des ouvriers, à la solution des litiges qui surgiront entre eux, à la fondation et à la gestion des Caisses de prévoyance et de bienfaisance, au développement de l'enseignement technique, à l'étude des projets de loi ou des tarifs de douane intéressant la corporation ».

En juillet 1908, était déposé, par M. de Gaillard-Beaucel, un projet de loi sur l'organisation professionnelle, signé par MM. de Mun, Piou et Lerolle. L'éminent président des semaines sociales, M. Duthoit, mène lui aussi de longue date le combat pour cette réforme, qu'il a étudiée dans son ouvrage intitulé : *Vers l'organisation professionnelle*.

Enfin, dans la déclaration plus haut mentionnée, rédigée à la suite du Congrès national tenu en mai 1920, comme d'ailleurs dans celle de novembre 1919 et dans l'article premier de ses statuts, la Confédération Française des Travailleurs chrétiens fait siens les principes affirmés dans ces diverses manifestations et donne elle aussi une esquisse de la profession organisée. L'on y relève en effet des idées telles que celles-ci :

« L'organisation corporative doit grouper les divers éléments de la production en associations séparées jouissant d'une indépendance absolue, mais reliées par des Commissions mixtes.

.....
« Cette organisation doit se réaliser en toute liberté, travailleurs et employeurs devant pouvoir se grouper comme ils l'entendent..
.....

« Le contrat de travail tend de plus en plus à devenir collectif... Les règlements de la profession, édictés autrefois par la corporation, prennent maintenant la forme de mesures législatives votées par les Parlements.

.....

« Il est nécessaire que l'action syndicale... agisse auprès des organisations nationales, des Assemblées parlementaires et des pouvoirs publics...

« La Confédération estime d'ailleurs que la manière la plus pratique d'éviter tout conflit entre les divers éléments de la production est la création de Commissions mixtes...

« Ces Commissions mixtes pourront du reste devenir, par leur généralisation et l'extension de leur zone d'influence, les véritables organismes représentatif de la profession organisée dans la localité, dans la région et dans la nation ».

L'on examinera ce que pourrait être dans son ensemble cette organisation professionnelle d'après les catholiques sociaux. L'on considérera par exemple le plan contenu dans le projet de loi Gaillard-Baucel, déposé en 1908, et qui représente à peu près le dernier état de la doctrine sociale catholique, en France du moins. Ce projet a repris lui-même, en les développant, les divers points de la déclaration de la réunion des Revues catholiques rédigée en 1897. Avec quelques remaniements qui sont à l'étude pour l'instant, il sera d'ailleurs déposé de nouveau, dans un avenir très prochain, par M. de Gaillard-Bancel, sur le bureau de la Chambre.

L'article premier est ainsi rédigé :

« Il est constitué une organisation et une représentation des diverses professions au moyen des corps professionnels

constitués d'après les règles établies dans les articles suivants ».

L'article 2 établit dans chaque commune une liste professionnelle sur laquelle les habitants sont inscrits d'après la profession qu'ils exercent et la fonction qu'ils remplissent dans cette profession.

L'article 3 décide que la liste professionnelle sera dressée « chaque année, en même temps et dans les mêmes conditions que la liste électorale ».

L'article 4 indique les individus inscrits sur cette liste formant le corps professionnel.

D'après l'article 5 : « Des syndicats patronaux, ouvriers ou mixtes peuvent se former librement dans chaque corps professionnel, conformément à la loi du 21 mars 1884 ». C'est là le développement du premier terme de la formule sociale catholique que l'on citait plus haut : « L'association libre dans la profession légalement organisée ».

L'article 6 porte que : « Dans chaque corps professionnel, il sera établi un Conseil composé de 8 à 16 membres, suivant le nombre d'inscrits sur la liste professionnelle, et formé pour les trois quarts de délégués des syndicats, pour l'autre quart des délégués des inscrits non syndiqués. La délégation sera donnée soit par les syndicats, soit par les non syndiqués, de manière à assurer une représentation égale aux divers éléments de la production ». C'est donc la conception du syndicat privilégié, sans que les droits des non syndiqués soient pourtant sacrifiés.

L'article 8 énumère les attributions des Conseils professionnels. Ils auront « la garde des intérêts généraux de la profession ». Ils feront des règlements d'application d'un

certain nombre de lois générales relatives au travail, serviront d'intermédiaire entre l'Etat et les organisations mutuelles, offriront un terrain de conciliation et d'arbitrage, s'appliqueront au progrès de la profession.

Les articles 9 et 10 posent le principe que les règlements arrêtés par les Conseils professionnels ne deviendront exécutoires qu'après avoir été soumis, par voie de referendum, aux membres de la profession inscrits sur les listes, et homologués par les pouvoirs publics.

L'article 11 déclare que les Conseils choisiront parmi leurs membres une Commission de conciliation et d'arbitrage.

L'article 12 a trait aux contributions prélevées sur les membres de la profession.

L'article 13 prévoit l'établissement dans chaque région d'une Chambre professionnelle « composée d'autant de sections qu'il y a de professions. Ces Chambres seront élues par les Conseils professionnels ».

D'après l'article 14 : « Toutes les lois d'ordre général intéressant les diverses professions seront soumises à l'examen des Chambres professionnelles ; les lois spéciales à chaque profession leur seront également soumises ».

Voilà donc, dans ses grandes lignes, un plan d'ensemble de l'organisation des professions telle que la réclament les catholiques sociaux. Il n'y a là évidemment que le cadre général au milieu duquel devraient fonctionner toutes les créations réclamées pour l'amélioration de la vie économique et sociale. Dans ce corps professionnel ainsi déterminé, vivra l'association librement consentie, mais dotée d'avantages tels que la plupart viendront à elle. C'est elle qui seule peut être la base d'une solide organisation, et c'est pourquoi tous

les projets, tel celui qui vient d'être passé en revue, lui font une large place. Les syndicats ouvriers et patronaux une fois généralisés et doués d'un véritable esprit professionnel, leurs rapports devront être réglés au mieux des intérêts de la production : conventions collectives, procédure de conciliation et d'arbitrage ; il y a beaucoup à faire dans cette voie que veut suivre le syndicalisme catholique. Les organes qui appliqueront ces méthodes sont d'ailleurs décrits dans le projet Gaillard-Bancel ; ce sont les Conseils professionnels et les Commissions mixtes sorties de leur sein pour la solution des litiges ; ce sont également les Chambres professionnelles. Ces organisations ont aussi un rôle de représentation de la profession vis-à-vis des pouvoirs publics, vis-à-vis du reste de la nation. La représentation professionnelle, là encore bien des idées ont été remuées, en particulier par les catholiques sociaux. Qu'il soit constitué des organismes tels que les Conseils mixtes précités pour représenter les intérêts de chaque profession, c'est là un principe généralement admis par eux à l'heure actuelle. Mais certains vont plus loin et demandent une organisation politique toute nouvelle, une réforme constitutionnelle introduisant dans le corps législatif une représentation des professions. Le système est décrit généralement à peu près de cette façon : à côté d'une Chambre élue au suffrage universel par les citoyens considérés en tant qu'individus, sans rapports particuliers les unissant, il y aurait une autre Assemblée, nommée Sénat par exemple, mais recrutée par un mode très différent de la première et très différent de celui qui sert aujourd'hui à la constitution de la Chambre Haute. Les élections qui désigneraient ses membres seraient faites par les divers corps

professionnels ; elle deviendrait l'image de la nation, en tant que composée d'un certain nombre de catégories de travailleurs dont les intérêts communs trouveraient leur expression dans cette enceinte où, de leur contact, naîtraient les décisions les mieux appropriées au bien général du pays.

Cette représentation des intérêts collectifs, M. Charles Benoit l'a indiquée comme une phase possible de l'évolution des formes politiques : « Généralement, disait-il, l'on distingue deux phases dans l'histoire du régime représentatif : l'ancienne, partout entrée dans le passé, où c'était le groupe qui était représenté, comme les comtés et les bourgs d'Angleterre, ou les villes de l'Empire, ou les Etats chez nous ; l'autre, nous y sommes à présent, où, comme en France depuis la Révolution, c'est l'individu qui est représenté, lui seul, abstrait de tout ce qui l'entoure, et jeté, en quelque sorte, hors de sa propre vie. Ne peut-on concevoir une troisième phase, définitive ou plus durable, où l'individu compterait et où le groupe compterait, où serait représenté l'individu dans le groupe ? » Et les représentants autorisés des catholiques sociaux précisent cette conception. « Il faut, écrit M. Duthoit dans son livre *Vers l'organisation professionnelle*, que la Chambre Haute ait une physionomie propre et bien vivante, qu'elle ait une originalité saisissable, même pour les moins attentifs ; qu'elle soit un foyer d'activité et de progrès. Elle ne sera telle que si son origine lui donne en quelque sorte une marque distinctive, l'oblige à être autre que la Chambre des Députés et à s'inspirer, pour les décisions à prendre, de préoccupations différentes. Le Sénat doit être la synthèse des vies collectives du pays. Et, comme l'exercice de la même profession est le signe le plus

sensible d'une vie commune entre individus, comme les Conseils de la profession sont le foyer permanent où se concentrent les intérêts solidaires, il faut que le Sénat soit élu par tous les corps organisés pour représenter et pour défendre les professions : Conseils de l'Industrie, du Travail, Conseil de l'Agriculture et du Commerce, Conseils des professions libérales... Les administrations publiques groupées aussi par spécialités et les grands corps de l'Etat nommeront de leur côté leurs représentants dans la Haute Assemblée ». Et M. Jean Lerolle dit aussi, dans le cours qu'il a professé dans la semaine sociale de Caen, en août 1920 : « L'homme, dans la cité, n'est pas seulement un citoyen ; il appartient à un métier, à une profession. L'intérêt de la cité n'est pas seulement d'ordre politique, il est aussi d'ordre économique. La représentation nationale serait-elle vraiment nationale si elle ne représentait que la vie politique de la nation, si elle ne comprenait pas, à côté de la Chambre politique, une autre représentation, une représentation sociale ayant pour fondement non ce que le citoyen pense, mais ce que l'homme fait ».

CHAPITRE II

LES RÉALISATIONS ACTUELLES, TOUCHANT L'ORGANISATION

PROFESSIONNELLE

DANS LES PAYS ÉTRANGERS ET EN FRANCE

L'on vient de donner un aperçu de la théorie de l'organisation professionnelle, ou, pour employer un terme revenu en faveur, du régime corporatif. La corporation modernisée, débarrassée de ses abus et de ses injustices, dotée d'autre part de fonctions nouvelles, en particulier du point de vue représentatif, telle est la fin proposée par un vaste parti d'économistes, où se rangent les catholiques sociaux. En pratique, où en est-t-on ? Quelles satisfactions ont obtenus, depuis le milieu du siècle dernier, les partisans de la corporation, généralement abolie à la suite de la Révolution française ? Par un rapide exposé, l'on s'efforcera de l'indiquer pour la France et quelques autres pays. L'on peut certes mettre au nombre des résultats atteints le syndicat qui existe aujourd'hui et possède une existence légale en de nombreux Etats. Mais on a vu qu'il y a là seulement un des éléments constitutifs du système corporatif. Ce que l'on examinera ici, se sont les organisations qui, dans certains pays, vont

plus loin que le syndicalisme pur et simple dans la voie de l'organisation professionnelle, de la constitution de la corporation, de sa représentation et même de la représentation des professions par une Assemblée nationale.

A la veille de la guerre, la corporation existait, portant ce nom, complètement organisée et obligatoire, au moins pour la petite industrie, en Autriche-Hongrie, Allemagne, Roumanie et Bulgarie.

L'Autriche avait été la première à revenir à ce système économique, sous l'impulsion des catholiques sociaux. L'objectif de ses législateurs fut, comme le disait le prince de Lichtenstein, l'un des chefs du parti, « de restaurer les corporations anciennes, mais sous une forme compatible avec l'esprit moderne et avec les régimes de l'industrie contemporaine ». En fait, ces organisations n'avaient jamais été abolies dans ce pays. La loi de 1859 avait bien proclamé le principe de la liberté des professions, mais en laissant subsister librement les corporations existantes. Et, loin de demander l'extension de cette suppression, les petits métiers n'avaient cessé depuis cette époque de faire entendre des doléances demandant que l'on en revint à un système corporatif très fort. Ce mouvement d'opinion servit de base à la campagne du parti catholique et conservateur, qui aboutit au vote de la loi du 25 mars 1883, rétablissant en Autriche, pour la petite industrie, le système de la corporation obligatoire. Restent en dehors de l'application les ateliers de famille, la grande industrie et le commerce.

La loi distingue en effet trois catégories de professions :
1° *Libres*. Ce sont les dernières nommées. Elles peuvent être exercées sur simple déclaration faite au tribunal du Conseil

provincial ; 2° *Autorisées*. Y sont classées celles qui intéressent de façon spéciale la santé et la sécurité publiques, tels les aubergistes, imprimeurs, librairies, armuriers et établissements insalubres. Elles ne peuvent être exercées qu'avec concession spéciale de l'autorité ; 3° *Métiers*. Ils comprennent en général la petite industrie, et c'est en leur faveur que la loi de 83 rétablit le régime corporatif. Ils ne peuvent être pratiqués que sur production d'un certificat constatant un stage d'apprenti et des connaissances techniques suffisantes.

L'article 10 du chapitre III pose le principe de la corporation : « Entre ceux qui exercent le même métier ou des métiers similaires dans une même commune ou dans des communes limitrophes, le lien corporatif doit être maintenu là où il existe. S'il n'existe pas, l'autorité doit chercher à l'établir là où les circonstances le permettent ».

Puis viennent les diverses règles y afférant. Seuls les patrons sont membres actifs de l'organisation, les ouvriers et apprentis sont seulement adhérents.

L'objet de la corporation est multiple. D'une façon générale, elle est destinée à sauvegarder les intérêts de la profession. La loi procède à une énumération d'ailleurs non limitative de ses attributions, qui sont :

1° D'édicter des règlements sur les rapports entre patrons et ouvriers et l'organisation du travail, notamment l'apprentissage, l'hygiène et la police des ateliers ;

2° L'organisation des Caisses de secours au profit des ouvriers et apprentis, alimentées par subventions de la corporation et retenues sur les salaires ;

3° Fonder et développer les institutions de secours et de prévoyance ou d'économie ;

4° Ouvrier des registres pour les offres et demandes de travail ;

5° Fournir aux autorités administratives et aux Chambres de commerce des documents statistiques ;

Etc...

La corporation est administrée par un Conseil de direction comptant 12 patrons. Une Assemblée générale périodique comprend tous les patrons. Des ouvriers peuvent y être délégués à titre consultatif. Une Assemblée générale ouvrière peut fonctionner, avec des attributions également consultatives. Une Commission arbitrale, composée mi-partie de patrons et d'ouvriers, est établie ; les recours devant elle sont facultatifs. Les contraventions aux règlements corporatifs sont déférés au bureau du Conseil, même quand le contrevenant est un ouvrier. Enfin, la tutelle administrative est très étroite sur ces organisations et c'est l'administration qui fixe leur composition et leurs limites dans l'espace.

Quant aux associations professionnelles, elles ont toute liberté pour se constituer, qu'elles soient mixtes ou ouvrières.

Comme on l'a déjà dit, la grande industrie, de façon générale, reste en dehors de cette réglementation, et les projets qui, plusieurs fois, ont été déposés pour lui étendre le régime corporatif, n'ont jamais abouti. En revanche, un système de même inspiration a été appliqué à l'industrie minière par la loi du 14 août 1896, et à l'agriculture par celle du 19 février 1904. Pour la première, il a été décidé que chaque district minier posséderait un syndicat formé de deux groupements séparés, patrons et ouvriers, réunis par un Comité mixte. Le rôle assigné à cette organisation est essentiellement le développement de la mutualité. Pour l'agriculture, la corpora-

tion obligatoire a été établie pour les propriétaires fonciers, à l'exclusion des fermiers et ouvriers ruraux.

En Hongrie, un régime corporatif analogue a été organisé, pour la petite industrie, par la loi du 21 mars 1884, mais les cadres de la corporation n'y sont pas fixés arbitrairement par l'administration. Ce sont les Fédérations de métier qui servent de base à leur constitution.

L'Allemagne avait abrogé les corporations par la loi du 21 juin 1869, qui supprimait seulement, à vrai dire, le privilège, le monopole de ces organisations, mais les laissait subsister en tant qu'associations libres. Comme telles, elles n'ont pas prospéré, une loi du 18 juillet 1881 est venue, à la demande générale des métiers, rétablir le système corporatif dans la petite industrie. A ce moment pourtant l'obligation n'est pas instituée ; la corporation demeure facultative. Elle doit être composée de patrons seulement ; il n'y a pas, comme en Autriche, d'Assemblée ouvrière consultative. Les compagnons n'ont que le droit d'élire un Comité, qui peut déléguer un membre sans voix délibérative au Conseil de direction. Le régime de constitution est une spécialisation par métiers distincts. L'objet de ces organismes est l'entretien de l'esprit de corps, l'établissement de l'arbitrage, de l'enseignement professionnel, de l'apprentissage et de la prévoyance. Cependant, un mouvement d'opinion se faisait de plus en plus fort pour l'obligation, et la loi du 26 juillet 1897 a ajouté ce caractère obligatoire, qui résulte d'une décision de l'administration, dans tout petit métier où il est réclamé par la majorité des membres de la profession. Dans cette corporation, la liberté commerciale reste complète pour les maîtres ; le nombre des apprentis peut être limité.

La grande industrie ne connaît pas la corporation obligatoire, mais les assurances obligatoires avec la répartition des charges entre les patrons, qui établit pour eux une solidarité quelque peu corporative.

Quant à l'association entre employeurs ou ouvriers, le syndicat, elle est libre, mais n'a pas la personnalité morale.

Cette législation allemande présente pour nous un intérêt particulier du fait qu'elle était appliquée en Alsace-Lorraine et qu'elle continue à y être observée comme les autres lois, en vertu du *statu quo* que nous y avons maintenu. Il existe donc à l'heure actuelle, exception qui mérite d'être signalée, quelques départements français où fonctionne la corporation obligatoire des petits métiers.

Enfin, en Roumanie et en Bulgarie, l'on rencontre des organisations du même genre. La loi roumaine du 5 mars 1902 a institué l'obligation du régime corporatif dans la petite industrie. La corporation y est obligatoire lorsqu'elle est demandée par les deux tiers des artisans d'un même métier résidant dans une commune. En font partie les patrons et les ouvriers, qui y ont droit de délibération. Une Commission arbitrale se constitue dans son sein, y comprenant deux patrons, deux ouvriers et un commissaire du gouvernement, président. Un système analogue a été établi en Bulgarie par la loi du 20 juin 1903.

Voici maintenant quelques organisations qui ont été instituées dans certains pays d'Europe et qui sont plutôt classées sous la rubrique « Représentation professionnelle ». Mais il ne faut pas apporter trop de rigueur dans cette classification, car il n'y a pas dans ce que l'on va rencontrer quelque chose d'essentiellement différent de la corporation

de métier. Ce mot n'est pas employé pour désigner par exemple le système qui s'établit en Angleterre, mais l'on verra que si ce dernier est représentatif par certains côtés, il a par d'autres une allure bien corporative. Toutes ces créations se tiennent et procèdent de la même doctrine.

Le mouvement qui, au Royaume-Uni, a abouti aux organisations qui vont être examinées, n'est pas d'origine catholique, à la différence de la plupart de ceux qui sont ici mentionnés. Mais il est inspiré des mêmes idées qu'eux. Il s'est manifesté en 1916 par la constitution, du fait du gouvernement, du « Reconstruction Comitee », chargé de préparer les mesures de reconstitution économique d'après-guerre. Une section de ce Comité, la Commission présidée par M. Whitley, reçut mission d'étudier les rapports entre patrons et ouvriers. Et M. Whitley écrivait ce qui suit à l'issue de son enquête : « Le vieux système du travail a fait faillite et il est aisé de découvrir les raisons de cet échec. Depuis la révolution industrielle, on peut dire en effet que les relations entre employeurs et employés ont toujours eu comme base l'antagonisme, la résistance et la contrainte. Le même fait s'est produit dans toutes les nations civilisées. Le développement parallèle des Trade-Unions et des associations d'employeurs, toujours en opposition, atteint un tel point que nous pouvons dire sans exagérer que l'état du monde de l'industrie est un état de guerre latent.

« Dans de telles conditions, il est à remarquer, d'une part, que les associations patronales considèrent de leur devoir de s'opposer à toute tendance, à toute proposition formulée par les associations ouvrières en vue d'un progrès ou d'une amélioration quelconque, et, d'autre part, que les associa-

tions ouvrières croient rester fidèles aux principes du travail en s'opposant à toute proposition formulée par des associations patronales pour le développement de la production. Les deux partis ne se rencontrent que pour se soumettre mutuellement leurs exigences et leurs revendications, qui sont les raisons d'un conflit sans fin. En vérité, les négociations entre employeurs et employés sont des négociations entre ennemis, et c'est ainsi que les forces et les moyens des directeurs et des employés se perdent et s'usent en de vaines et inutiles controverses. Les deux partis sont en réalité les victimes d'un système d'antagonisme qui a fait de l'industrie un véritable jeu de corde et qui a entravé l'activité nationale en créant une pensée et des habitudes de classe ».

Et le rapport conclut en ces termes : « Nous ne pensons pas qu'il soit possible de faire disparaître définitivement le conflit, mais nous estimons que la solution de l'avenir repose sur l'association étroite et ininterrompue de la direction et du travail, non point dans le seul but, que nous pourrions appeler négatif, de régler les différences de point de vue, mais dans le but positif d'encourager le progrès industriel, source de la prospérité nationale.

« Nous croyons que les intérêts communs de l'industrie sont beaucoup plus importants que les intérêts que l'on veut aujourd'hui mettre en opposition, et c'est sur la base de ces intérêts communs que pourra être établie en pleine confiance la doctrine du nouveau système industriel ».

Y a-t-il là autre chose que le principe corporatif et que la doctrine sociale catholique sur l'organisation professionnelle ? Il semble bien que non.

La Commission Whitley, comme suite à son enquête, pro-

posait une organisation que le ministre du Travail d'Angleterre a adoptée et présentée à l'industrie, non sur le mode impératif, mais sous la forme d'un Conseil, par la circulaire de janvier 1919. Déjà, d'ailleurs, certaines professions avaient commencé d'appliquer ce système ; au début de la même année, l'on en comptait 19. Le régime de la production est basé sur le principe d'une hiérarchie de Conseils mixtes ayant un rôle de réglementation et une fonction représentative. Il comporte, dans chaque industrie, un Conseil national, des Conseils de district et des Commissions d'usine.

Le mémoire du ministre du Travail donne un modèle de statuts de Conseil national, généralement adopté. Cet organe est composé en parties égales de représentants des syndicats d'employeurs et des Trade-Unions. Le ministre demande qu'il y ait des rapports étroits entre le Conseil national et les ministères intéressés et offre de désigner un fonctionnaire compétent pour établir une liaison permanente en ce qui le concerne.

Les attributions proposées font l'objet d'une longue énumération qui ne comprend pas moins de 15 paragraphes. L'on y relève notamment :

1° Une action mixte pour le développement de l'industrie et l'amélioration du sort de tous ceux qui y participent ;

2° L'application à toute l'industrie de règles sur le salaire et le travail ;

3° L'étude des mesures propres à régulariser la production et le travail ;

4° Le règlement des difficultés entre les différentes parties de l'industrie ;

.....

7° Le perfectionnement des produits de l'industrie ;

.....

13° La représentation de l'industrie devant le gouvernement ;

14° L'étude des questions soumises par le gouvernement.

Les Conseils de district, composés eux aussi par moitié de représentants des syndicats d'employeurs et des Trade-Union, sont dans le district l'organe d'exécution du Conseil national.

Enfin, les Commissions d'usine, formées de représentants de la direction et des ouvriers, de préférence des Trade-Unions, ont pour but : 1° d'intéresser l'ouvrier au fonctionnement de l'établissement ; 2° d'assurer l'application des contrats collectifs ; 3° d'éviter toute friction et malentendu. Leur compétence s'étend de ce fait à toutes sortes de questions, dont le mémoire du ministre du Travail donne une énumération, telles que règlement d'atelier, horaire du travail, paiement des salaires, apprentissage, amélioration de la production. L'on se trouve donc en Angleterre devant une tentative d'organisation de la profession dans un sens corporatif, et il semble que les résultats déjà obtenus soient intéressants et permettent d'augurer favorablement de l'avenir du système, qui sera sans doute renforcé.

Les Conseils nationaux et ceux qui fonctionnent sous eux n'ont pas de pouvoir réglementaire légal ; ils réglementent sur certains sujets par le moyen de contrats collectifs qui ne s'imposent pas de plein droit à toute la profession. Mais la tendance est à leur donner ce pouvoir, et M. Whitley disait dans son rapport final : « Il nous paraît désirable

qu'un peu plus tard l'Etat donne force de loi à tous les contrats faits par les Conseils ».

En Allemagne, il a été établi législativement, en dehors des corporations de métier déjà examinées, des institutions que l'on range plutôt parmi celles ayant un caractère représentatif de la profession. Ce sont les Chambres de petite industrie, créées par la loi du 26 juillet 1897, et les Conseils institués par l'article 165 de la Chambre d'Empire du 11 avril 1919.

Les Chambres de petite industrie sont fondées par arrêtés administratifs. Leurs membres sont élus par les corporations et se composent de patrons. A côté, fonctionne un Comité de compagnons. Les attributions de ces organismes consistent, d'une part, à éclairer l'administration pour tout ce qui touche à la profession, et, d'autre part, à exercer certains pouvoirs réglementaires, en particulier en ce qui concerne l'apprentissage. Il y a là quelque confusion entre leur rôle et celui de la corporation. Le besoin ne se faisait pas sentir de leur donner une vie propre en cette matière. Elles n'ont pas eu d'ailleurs grands succès et leur développement est resté très faible.

La Constitution d'Empire de 1919 est venue poser le principe d'un régime représentatif de toutes les professions qui ouvre la voie à de profonds remaniements, même dans le fonctionnement de la vie politique du pays. Le système établi contient en germe toutes les idées professées par la doctrine catholique sociale quant à l'organisation de la profession, même celles touchant le Sénat professionnel, les plus neuves et les plus hardies qu'elle ait émises. La Constitution institue trois catégories de Conseils : les Conseils

d'usine, les Conseils régionaux et le Conseil économique d'Empire. Les premiers ont été organisés par la loi du 18 janvier 1920 ; les seconds ne le sont pas encore. L'on ne peut donc pas définir leur action de façon formelle. Il est possible, néanmoins, d'affirmer que ces organismes, comme ceux que l'on a rencontré en Angleterre, représenteront certes les intérêts de leurs ressortissants, mais sont destinés, dans l'esprit de leurs créateurs, plus encore à former le lien corporatif entre les membres de la profession. D'ailleurs ce rôle est primordial et l'autre en découle naturellement.

Le Conseil économique d'Empire n'est pas définitivement organisé. Par l'ordonnance du 4 mai 1920, il a été constitué un Conseil provisoire qui a reçu mission d'en élaborer le règlement. Cette dernière Assemblée, par sa constitution, montre ce que sera en gros celle du Conseil d'Empire. Elle comprend 326 membres : 68 pour l'agriculture, 68 pour l'industrie, 44 pour le commerce, la banque et les assurances, 34 pour les transports et les services publics, 36 pour les artisans, 16 pour les fonctionnaires et les professions libérale, 30 pour les consommateurs, le reste des places étant attribué par le gouvernement ou le Reichsrath à des économistes et des spécialistes. Pour le commerce, l'agriculture et l'industrie, les sièges sont distribués en nombre égal aux délégués des patrons et des ouvriers. Toute la nation est donc représentée là, chaque individu intervenant par sa fonction économique.

A l'heure présente, et d'après la Constitution d'Empire, le rôle de ce Conseil est purement consultatif. Il doit examiner avant le Reichstag les projets de loi qui lui sont soumis par le gouvernement ; il donne son avis sur

eux, mais n'a pas le droit de *veto*. D'autre part, il a un droit d'initiative et peut introduire directement un projet de loi devant le Reichstag, ce dernier restant la seule Assemblée qui possède la puissance souveraine. Mais les choses en resteront-elles là ? Le Conseil économique d'Empire intervenant chaque jour dans la législation ne sera-t-il pas tenté d'étendre ses propres attributions et de partager avec l'autre Assemblée le pouvoir réglementaire ? Il est à présumer qu'il en sera ainsi ; le secrétaire d'Etat Delbrüch le prophétisait lors du vote de la Constitution, disant que, très vraisemblablement, cet organe tenterait un jour de se substituer au Reichsrath. L'avenir décidera donc si l'Allemagne doit posséder la première ce Sénat économique que beaucoup aujourd'hui appellent de leurs vœux.

La Hollande, elle aussi, et cette fois par l'initiative privée des organisations professionnelles catholiques, possède un régime représentatif et corporatif très complet. De longue date dans ce pays et dans le milieu catholique, fonctionnent des associations patronales et ouvrières puissantes. Entre elles interviennent des rapports constants ; la convention collective est la voie normale de toute réglementation. Or c'est, on l'a déjà affirmé, la base de toute organisation viable de la profession. En juillet 1919, un Congrès des métiers, tenu dans ce pays, a décidé la création dans chacun d'eux d'un Conseil mixte formé par moitié de délégués des syndicats patronaux et ouvriers, puis la création d'un Conseil central des professions composé de représentants patronaux et ouvriers en nombre égal et divisés en trois sections : grandes entreprises, classes moyennes, agriculture et horticulture. C'est là une véritable Chambre professionnelle. Elle

a des pouvoirs directeurs et réglementaires étendus sur l'ensemble des professions adhérentes.

Ses attributions touchent en particulier aux contrats collectifs, à l'arbitrage, à la direction des institutions ordonnées par le Congrès. Puis elle est un organe de représentation vis-à-vis de l'Etat, car elle doit étudier les mesures législatives à demander aux pouvoirs publics, et vis-à-vis des organisations étrangères, car son rôle comprend l'établissement de certaines relations internationales.

Enfin, les catholiques hollandais ont fait une tentative intéressante pour associer les consommateurs au fonctionnement de ce système et réserver leurs droits. Les statuts du Conseil central prévoient en effet l'institution d'un Conseil de consommateurs, qui interviendra dans les délibérations tendant à fixer les justes limites des prix, de façon à éviter l'écueil où pourraient tomber de très fortes associations de producteurs et qui est la tentation de pressurer ceux qui consomment.

La Hollande a donc été plus loin, à bien des égards et en dehors de toute voie légale, que les autres pays considérés sur le chemin de l'organisation professionnelle.

L'on mentionnera pour finir en projet de constitution, celui qui est aujourd'hui débattu à la Diète de Pologne et dans lequel figure une Chambre Haute dont la composition est inspirée par les idées de représentation des divers groupements de la nation, en particulier économique. La Commission de juristes qui a rédigé ce texte propose que le Sénat soit constitué : 1° de 70 membres élus au scrutin proportionnel par la Diète et en dehors d'elle-même ; 2° de représentants des Conseils provinciaux ; 3° de cinq délégués de

l'épiscopat catholique ; 4° de trois délégués des confessions les plus nombreuses après la confession catholique ; 5° de représentants des écoles supérieures et des grandes institutions scientifiques ; 6° du premier président de la Cour suprême et du président du Tribunal administratif ; 7° de représentants de la Chambre suprême d'Economie nationale de la République (organisme à créer et qui sera la réunion des Chambres de commerce, des Chambres d'agriculture, des syndicats patronaux et ouvriers, des syndicats de professions libérales), à raison d'un représentant pour chaque groupement constituant la Chambre suprême ; 8° de deux représentants du barreau.

Il y a donc, là encore, un essai d'Assemblée représentant non pas uniquement les professions, il est vrai, puisque les confessions et les organisations politiques y interviennent également, mais où il est tenu compte pour une large part de la représentation professionnelle.

A côté de ces divers Etats qui ont poussé loin déjà l'organisation de la profession, il faut reconnaître que la France est peu avancée en cette matière. Il y a là une question d'esprit général et de mentalité catholique en particulier. Le caractère français se plie moins facilement que celui de certains voisins à la contrainte et à la discipline, et c'est pour quoi il n'est pas probable que certaines modalités de la corporation obligatoire telle qu'elle existe en Autriche, par exemple, puissent s'implanter chez nous. L'explosion d'individualisme qui est venue bouleverser la vieille société économique en 1791 s'est produite dans notre pays, et l'on ne saurait le plier de nouveau à un régime qui bride, au point de l'ancien ou même de certains régimes actuels, son ini-

tiative et son indépendance. Aussi a-t-on pu constater que les projets les plus complets d'organisation qui aient été présentés en France, tels celui de M. de Gaillard-Bancel, sont animés d'un esprit très libéral, dignes de la formule des catholiques sociaux : « L'association libre dans la profession légalement organisée ». Inscrire obligatoirement tous les citoyens sur une liste professionnelle, il n'y a rien là qui les opprime; ce n'est pas une contrainte plus lourde que l'inscription sur la liste électorale.

Il a donc fallu plus longtemps chez nous pour faire accepter l'idée de ces réformes ; il a fallu que deviennent bien apparents à tous les inconvénients que la liberté excessive amenait pour chacun et la nécessité de la réglementation mesurée.

D'autre part, l'impulsion des catholiques en faveur de l'organisation professionnelle, qui a été dans la plupart des pays l'un des moteurs les plus puissants, a été plus lente en France à se faire sentir parce que les catholiques français ont été longs à se rallier à ces conceptions de rénovation économiques défendues par quelques-uns d'entre eux, des plus illustres d'ailleurs. Ils s'écartaient du syndicat, à plus forte raison n'était-il pas possible de les amener à l'organisation plus complète de la profession. Or ce n'est pas le syndicalisme révolutionnaire qui eut fait progresser de telles réformes, lui qui ne trouve pas assez de foudres pour frapper tout ce qui peut avoir une allure corporative. Certes, en dehors des milieux sociaux proprement catholiques comme en dehors de la C. G. T., il y avait place pour des doctrines et des tendances s'en tenant également éloignées et comportant un programme d'organisation professionnelle basée sur

l'ordre et l'union. L'on mentionnera seulement à ce sujet l'œuvre persévérante et utile d'hommes tels que M. Mille-
rand, qui s'est appliqué de façon soutenue, au cours de sa
fructueuse carrière politique, à l'amélioration des conditions
du travail. Mais ceux qui combattaient pour ces idées se
heurtaient à l'inertie de la masse, spécialement de la masse
des travailleurs, et toute réforme, même législative, est
vouée à l'insuccès si elle ne trouve pas l'appui de l'opinion
générale ou, du moins, de groupements fortement organisés.

A l'heure actuelle, et depuis très peu d'années, la situation
s'est modifiée. Un mouvement syndical puissant se déve-
loppe chez les catholiques et il a fait siennes les idées des
promoteurs du système corporatif modernisé. Une partie du
monde du travail, sans être encore aussi convaincue peut-
être de sa supériorité, n'y est déjà plus hostile et admettrait
certaines innovations faites dans cet esprit. Or, il en est
d'innombrables qui restent à tenter. Jusqu'à ce jour, qu'y
a-t-il eu de réalisé ? L'on en donnera un bref aperçu, aussi
complet que possible néanmoins.

Il y a eu cette matière des créations législatives et gou-
vernementales, d'autres nées de l'initiative privée. Dans la
première catégorie figure évidemment le syndicat profes-
sionnel né de la loi de 1884. C'est la première manifestation
et celle qui a produit jusqu'ici les résultats les plus mar-
quants. En dehors de ces organisations, et une fois mise à
part la corporation d'Alsace-Lorraine, qui est chez nous un
régime d'exception, l'on peut relever en premier lieu l'ins-
titution de la conciliation et de l'arbitrage facultatifs par la
loi du 27 décembre 1892. Et l'on devra constater en même
temps le peu de succès de cette tentative. La proportion des

recours à cette procédure dans les litiges soulevés allait décroissant à la veille de la guerre. De 240 les quatorze premières années qui suivirent la promulgation de la loi, elle était tombée à 190 en 1907 et diminuait encore depuis. Même en cas de recours, l'on n'aboutissait pas une fois sur deux à une solution. En 1911, sur 255 cas de recours, chiffre exceptionnellement élevé, la conciliation avait été repoussée 110 fois : 91 par les patrons, 3 par les ouvriers, 16 par les deux parties. En moyenne, il y avait avant la guerre 135 affaires solutionnées tous les ans par l'arbitrage rendu selon la loi, donc un chiffre minime. Les causes de cet échec ont été, en premier lieu, l'hostilité des patrons, déjà constatée en d'autres occasions, et qui, par une mauvaise compréhension de leurs intérêts véritables, a entravé, là comme ailleurs, le progrès dans la production. En second lieu, l'arbitrage proposé était vicié dans son principe par la période de son intervention. Il devait se produire en effet en pleine crise, quand la lutte avait pris déjà un caractère aigu qui rendait difficile tout arrangement amiable. Enfin, du côté des ouvriers, les seules organisations existantes étaient les syndicats révolutionnaires, peu enclins, par leur doctrine, à chercher l'apaisement des conflits. Aujourd'hui, un autre projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage a été déposé sur le bureau de la Chambre par M. Millerand, l'auteur de la loi de 92. Il réforme la procédure établie par cette dernière et impose l'obligation de l'arbitrage dans les services publics. Mais un mouvement d'opposition général se dessine contre cette loi ; aussi bien du côté du syndicalisme révolutionnaire que de la part des organisations catholiques, la C. F. T. C., parmi les vœux émis dans son Congrès de mai

1920, en a rédigé un qui repousse le projet, et cela parce qu'il dénie au syndicat signataire d'un contrat de travail, au sujet duquel un conflit aurait lieu, le droit d'intervenir comme représentant des travailleurs intéressés. Il y a là en effet une régression sur la législation qui jusqu'ici consacre les droits syndicaux.

Sur ce terrain de la solution des litiges professionnels, l'on peut mentionner encore la justice prud'homale, instituée pour trancher les différends entre patrons et salariés. Les Conseils de prud'hommes sont composés par moitié de commerçants ou industriels et d'employés ou d'ouvriers. Dans le ressort qui leur est attribué, leur fonctionnement est utile et suivi avec intérêt par la classe ouvrière.

Voici maintenant quelques organisations créées législativement pour la représentation de quelques professions. En premier lieu, certaines professions libérales, surtout judiciaires, ont une représentation assez ancienne : Barreaux pour les avocats, Chambres de notaires, d'agents de change, d'huissiers, d'avoués, s'acquittent de cette fonction, mais ce n'est là qu'une faible minorité dans le monde professionnel.

Les Chambres de commerce ont été instituées par la loi du 9 avril 1898 en vue d'être « auprès des pouvoirs publics les organes des intérêts commerciaux et industriels de leur circonscription ». Elles ont certes un rôle intéressant, mais présentent ce tort grave, du point de vue de l'organisation professionnelle, de ne représenter que la classe des employeurs. Ni employés ni ouvriers ne voient leurs intérêts défendus par elle, c'est une représentation très incomplète.

Les Conseils consultatif du Travail, créés par la loi du 17 juillet 1908, et le Conseil supérieur du Travail sont des

organismes essentiellement représentatifs. Les premiers, composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers, doivent « être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants, donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent les intérêts et répondre aux demandes d'enquête du gouvernement ». Ces organismes, qui pouvaient rendre des services, n'existent guère malheureusement que sur le papier. En 1914, trois seulement avaient été mis sur pied et leur action était restée à peu près nulle.

Le Conseil supérieur du Travail compte 72 membres, dont 29 délégués patronaux et 29 délégués ouvriers. Il a pour mission l'étude et la discussion, avant les Chambres, des réformes ouvrières et sociales. Il donne au gouvernement des avis motivés sous forme de vœux. C'est un peu la conception, sous une forme très réduite, du Conseil économique d'Empire qui vient d'être établi en Allemagne. Mais le rôle de cet organisme est restreint et l'on ne saurait parler à son sujet de Chambre professionnelle.

L'on rencontre au contraire, et pour la première fois en France, une véritable représentation de profession dans les Chambres d'agriculture, créées par la loi du 25 octobre 1919. Elles représentent, à l'inverse des Chambres de commerce, la profession toute entière, propriétaires, fermiers et ouvriers. L'association y est privilégiée en ce sens que les syndicats et sociétés agricoles, constitués depuis dix ans, y ont un représentant par arrondissement. Ces organismes sont dotés par la loi d'un pouvoir de contrôle et d'arbitrage, contrôle de l'exécution des lois et règlements agricoles : elles pourront poursuivre les infractions qui seront relevées par

elles ; arbitrage des différends survenant entre agriculteurs et industriels exploitant leurs produits. Il y a donc bien là une tentative intéressante d'organisation professionnelle plus complète que ce qui a été fait chez nous jusqu'ici.

L'on citera pour terminer l'examen de la législation française touchant les professions, la loi du 25 mars 1919, qui a permis aux organisations syndicales de travailleurs d'étudier, de discuter et de signer avec les organisations syndicales d'employeurs toutes conventions réglant les conditions particulières ou générales du travail. Enfin, la loi de 1917, instituant la semaine anglaise dans l'industrie féminine du vêtement, et la loi du 25 avril 1919, organisant la journée de huit heures, ont tenu compte dans une large mesure de l'existence des organisations professionnelles en décidant que les ententes entre syndicats de patrons et d'ouvriers, pour leur application, devraient inspirer les décrets d'administration publique rendus à cet effet.

A côté des interventions législatives, certaines initiatives privées sont venues, l'on en a déjà parlé, tenter de faire œuvre organisatrice de la profession. C'est essentiellement dans le mouvement syndical catholique que l'on en rencontre, car le syndicalisme révolutionnaire est logique en repoussant tout régime corporatif. Il veut la lutte des classes, il écarte donc tout ce qui peut les rapprocher, et surtout la corporation, qui est basée sur leur entente. Les syndicats catholiques, au contraire, ont une doctrine de concorde ; par leur action propre s'ajoutant à l'œuvre de la loi, ils cherchent à la faire régner. L'on ne peut encore citer beaucoup d'exemples de cette action, ses créations ne sont pas nombreuses parce que le développement de ces associations

n'est pas de vieille date. Elles ont dû compter, d'autre part, avec l'hostilité de la classe patronale, plus lente que les ouvriers, en général, à saisir l'intérêt commun qui se dégage de cette rénovation sociale. Néanmoins, en dépit des obstacles rencontrés, tout n'est pas à faire, et, sur toutes les voies de l'organisation professionnelle, les groupements catholiques se sont engagés. Chacun d'eux a fait effort pour progresser et les plus puissants ont commencé à réaliser déjà. Conventions collectives : l'on en a cité quelques-unes où prirent une part importante les syndicats féminins ; Commission mixte : c'est le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, c'est encore le Syndicat ouvrier du Bâtiment que l'on a vu en établir ; conciliation, arbitrage : l'on a trouvé des règles s'y rapportant dans les statuts du Syndicat des Cheminots et de leur récente Fédération, l'on en a donné un exemple à propos du Syndicat de la Chaussure, dans l'affaire Brinon. Même, quelques patrons catholiques d'idées plus larges que la masse ont, d'entente avec leurs ouvriers, établi chez eux des Conseils d'usine, dont le plus connu est celui qui fut organisé par M. Harmel, au Val-des-Bois, et fonctionna de longues années à la satisfaction générale.

L'on a cité ces cas parce qu'ils sont particulièrement sail-lants ou ont trait à des organisations actives et prospères entre toutes, mais chaque jour semblables constatations peuvent être faites dans l'ensemble du pays, partout où la propagande pénètre avec ce nouvel esprit syndical.

Quel est, en France, l'avenir de l'organisation professionnelle ? C'est peut-être s'aventurer bien loin que vouloir le définir en toute rigueur. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est

que les syndicats catholiques français lui sont pleinement favorables, qu'en sa faveur leur doctrine et leur action ne se sont pas un instant démenties et que, si le nouveau régime réussit, comme on le croit désirable, ce sera en prenant un de ses plus sérieux appuis sur ce mouvement social catholique, qui lui offre aujourd'hui une base large et solide dont la stabilité ne fera vraisemblablement que s'accroître.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

TABLE DES MATIÈRES

Les Syndicats Catholiques du Commerce et de l'Industrie

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
<i>La doctrine générale et les origines</i>	1
CHAPITRE I. — La doctrine sociale catholique ; caractères généraux et position vis-à-vis de l'association professionnelle	8
CHAPITRE II. — Les origines du syndicalisme catholique ; les principes de son recrutement et les controverses auxquelles il a donné naissance	12

DEUXIÈME PARTIE

<i>Le développement des Syndicats catholiques, les différentes organisations ; leur situation présente</i>	23
CHAPITRE I. — Le Syndicat des employés de commerce et de l'industrie et la Fédération des employés	25
CHAPITRE II. — Les groupements catholiques féminins	44
CHAPITRE III. — Les Syndicats ouvriers de la rue Cadet	64
CHAPITRE IV. — Le Syndicat des cheminots et la Fédération	78
CHAPITRE V. — Quelques autres groupements syndicaux : La Fédération des Syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine ; Organisations catholiques de province ; Syndicats des professions libérales rattachés à la C. F. T. C.	91

CHAPITRE VI. — La Confédération française des travailleurs chrétiens.....	99
CHAPITRE VII. — Les unions fédérales professionnelles.....	117

TROISIÈME PARTIE

<i>L'avenir des Syndicats catholiques ; l'organisation professionnelle</i>	121
CHAPITRE I. — Les tendances des catholiques sociaux et des syndicalistes catholiques relativement à l'organisation de la profession, but final de leur effort.....	123
CHAPITRE II. — Les réalisations actuelles touchant l'organisation professionnelle dans les pays étrangers et en France.....	135

